

صك من الامن

Supplément « Sans visa »

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15



BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14391 - 6 F

SAMEDI 4 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Avalez la pilule

### Un revers pour M. Major

LES élections locales qui ont eu lieu, jeudi 2 mai, en Angleterre et en pays de Galles constituent un sérieux revers pour M. John Major. Il s'agissait du premier test important, quasiment en grandeur réelle, de la popularité de l'homme qui a succédé en novembre dernier à Mrs Thatcher. Les conservateurs se sont débarrassés de la « Dame de fer » précisément parce qu'il leur apparaissait que celle-ci les conduisait tout droit à une cuisante défaite lors des prochaines élections législatives. Si M. Major a redressé nettement la position de son parti, il n'a pas encore apporté la preuve qu'il pouvait lui aussi être un gagnant.

Les travaillistes accomplissent une percée remarquable dans le sud de l'Angleterre, dans des villes cossues qui votent traditionnellement pour les Tories et qui ont profité du développement des activités tertiaires tout au long de la précédente décennie. Le transfert des voix en faveur du Labour est deux fois plus important dans le Sud que dans le reste du pays. Il s'agit là d'un écartissement pour M. Major, qui a payé le prix d'une récession qui, à la différence de celle de 1981, touche indistinctement le Nord et le Sud, l'industrie et les services.

LES conservateurs subissent également le contre-coup de leurs propres fautes. L'instauration de la poll tax en avril 1990 a probablement été la plus grave erreur de politique intérieure commise par M. Thatcher. Cet impôt local par tête, identique pour tous, riches ou pauvres, sur le territoire d'une même commune, a été ressenti par l'immense majorité des Britanniques comme une injustice. M. Major a eu le tort de paraître longuement hésiter à l'abolir et à lui trouver une solution de remplacement. Il s'est ainsi perdu, en partie, le bénéfice qu'aurait dû lui apporter la baisse considérable de l'impôt local à laquelle il a procédé.

Les travaillistes ont bénéficié de ce climat, mais le mécontentement des classes moyennes a aussi profité aux démocrates-libéraux de M. Paddy Ashdown. Ce dernier a qualifié de « stupéfiants » les progrès réalisés par son parti, dans de nombreux conseils municipaux. Pour une formation qu'on disait en perte de vitesse à la fin de l'ère Thatcher, il s'agit d'une remarquable remontée. Les démocrates-libéraux pourraient être en mesure, le jour venu, de jouer les arbitres si aucun des deux grands partis n'obtient une nette majorité aux Communes.

TOUS les regards sont désormais tournés vers les prochaines élections législatives. Celles-ci doivent avoir lieu, au plus tard, en juillet 1992. L'usage veut que le parti au pouvoir remette son mandat en jeu avant la date-butoir légale. Il semble désormais exclu que M. Major appelle à des élections anticipées avant cet été, et même peu probable qu'il y procède dès cette année. Un proche du premier ministre confie en privé qu'une perte de l'ordre de 800 sièges aux élections locales était acceptable. Cette hypothèse pessimiste ayant été largement dépassée, M. Major sera probablement tenté d'attendre que le creux de la récession soit passé, et le fiasco de la poll tax oublié, avant de se présenter devant les électeurs.

Lire page 5 l'article de DOMINIQUE DHOMBRES

M0147 - 0504 0 - 6.00 F



### Une nouvelle ouverture du président De Klerk

## Des Noirs pourraient participer au gouvernement sud-africain

Le président De Klerk vient de faire un nouveau geste en direction du Congrès national africain. Dans un discours devant le Parlement, jeudi 2 mai, il a promis d'« étudier avec sérieux » l'idée d'un gouvernement de transition qui pourrait inclure des représentants de la Communauté noire. Il a annoncé la prochaine révision de la loi sur la sécurité intérieure et la suppression des dispositions les plus répressives de cette législation.

L'éventualité d'un gouvernement de transition, incluant « un assez large éventail de Sud-Africains compétents », mérite d'être étudiée avec sérieux : ces quelques mots du président Frederik De Klerk, prononcés jeudi 2 mai au Cap, devant le Parlement, marquent un moment important du débat politique. Un tabou est levé : pour la première fois est suggérée — et implicitement approuvée — l'idée d'un gouvernement où l'opposition noire pourrait être représentée.

Sans élire nommément le Congrès national africain (ANC), le chef de l'Etat a admis que les principaux groupes qui participent aux négociations pour l'instauration d'une nouvelle Constitution devraient pouvoir faire partie d'un tel gouvernement.

Ce nouveau geste d'ouverture — qui ne manquera pas de déclen-

cher le fureur des partisans du système d'apartheid — constitue un appel du pied ostensible aux dirigeants de l'ANC qui réclament, depuis plusieurs semaines, la formation d'un « cabinet de transition ». Le gouvernement, a rappelé M. De Klerk, avait déjà « admis la nécessité d'associer les partis et les associations non représentés au Parlement à la prise de toute décision importante ». Cette précision concerne l'ANC, mais aussi le mouvement Inkatha du chef Zoulu Buthelezi.

Autre coïncidence de taille : le chef de l'Etat a annoncé la prochaine abrogation des dispositions les plus sévères de l'Internal Security Act (loi sur la sécurité intérieure), dont celle ayant trait à la détention préventive.

C. S.

Lire la suite page 5

Alors qu'un bilan provisoire fait état de 92 000 morts

## L'aide internationale afflue au Bangladesh

Tandis que les bilans officiels faisaient état, vendredi 3 mai, de 92 000 personnes tuées dans le cyclone qui a dévasté la côte orientale du Bangladesh, l'aide internationale s'organise pour faire converger vers la région sinistrée des moyens matériels et financiers. Les secours n'avaient pas pu atteindre, à ce jour, toutes les zones touchées par la catastrophe.



Lire page 8 l'enquête de LAURENT ZECCHINI : « Apprendre à vivre avec les inondations »

## France-OTAN : le chat et la souris

Paris n'entend pas rejoindre les structures intégrées de l'alliance mais cherche à promouvoir une « identité européenne de défense »

par Claire Tréan

Fondement quasi théologique de la diplomatie française du dernier quart de siècle, le statut d'indépendance de la France dans l'OTAN est-il actuellement remis en cause de façon subreptice ? Dans la classe politique française, certains, comme M. Chevènement, le redoutent désormais publiquement, en vigilants gardiens d'un dogme dont d'autres, pourtant issus des rangs gaullistes, réclament au contraire la révision.

Posée de but en blanc, la question ne suscite de la part des dirigeants que fermes dénégations :

non, la France ne se prépare pas à rejoindre la structure militaire intégrée de l'OTAN dont de Gaulle l'a fait sortir en 1966. Mais l'affaire est un peu plus complexe. Si aucun dirigeant n'a encore entrepris à ce jour d'exposer avec précision la politique de Paris en la matière, c'est sans doute parce que la position de la France dépend dans un débat non encore tranché, en cours en deux lieux différents — l'alliance atlantique et la Communauté des Douze —, porte sur l'« identité européenne » en matière de défense.

Dans l'OTAN, ce débat était

inductible : la désintégration du pacte de Varsovie, les réductions d'armement auxquelles l'URSS s'en principe consenti, obligent à repenser de fond en comble un dispositif tout entier construit pour répondre à la « menace de l'Est », à savoir à l'hypothèse d'une attaque massive menée contre l'Europe occidentale sur la ligne-frontière entre les deux blocs, laquelle passait par l'Allemagne. Cette menace-là n'existe plus, même si demeure la prépondérance soviétique sur le continent en matière nucléaire et conventionnelle, une prépondérance que seuls les Etats-Unis sont en mesure de tenir en échec.

Lire la suite page 3

## Les grands écrans d'Akihabara

Les Japonais croient plus que jamais à l'avenir des images haute définition. Pas seulement en télévision

TOKYO

de notre envoyé spécial  
Agenouillé sur le tatami traditionnel, le visiteur contemple par une fenêtre la lune qui s'accroche au toit d'une pagode ; en se tournant, il admire une cascade dont le murmure envahit la pièce. Le murmure est en stéréo, et la lune factice. Car les fenêtres sont en réalité des écrans ou des projections de télévision haute définition (TVHD), ces images électroniques dont la qualité rivalise avec celles du cinéma.

Toute la scène n'est qu'une démonstration du centre de promotion de la haute technologie japonaise TEPIA — contraction de

Technology Utopia (utopie technologique). L'ensemble du bâtiment futuriste de Tokyo est irrigué par la TVHD. Dans les pièces voisines, une chambre d'enfant illustre ces aspects ludiques, un bureau à domicile offre la traduction automatique en japonais de journaux américains. Dans le cabinet médical, un siège d'autodiagnostic est également relié aux écrans larges de la TVHD. Et dans la salle de concert les touches du piano bougent toutes seules : le concert est enregistré, l'artiste est sur écran, mais le son est ainsi « naturellement » reconstitué.

Ouvert au public, TEPIA n'est pas la seule illustration des ambitions japonaises de la TVHD, qui vise bien plus que l'amélioration de la télévision traditionnelle. Egalement à Tokyo, le centre de promotion HVC a été monté par plus de soixante industriels avec l'aide du puissant MITI, le ministère qui regroupe industrie et commerce extérieur. Il a constitué des groupes de travail pour les applications médicales, muséographiques, éducatives, cinématographiques et de simulation à la norme japonaise Hi-vision.

Déjà, plus de cinquante opérations chirurgicales ont été filmées avec cette norme, à l'usage des étudiants et chercheurs, qui peuvent aussi stocker des clichés de rayons X ou de tomographie. Une dizaine de galeries et musées offrent aux visiteurs des œuvres stockées sur disques vidéo. Publicitaires et éditeurs s'orientent au luxe de détails permis par la haute définition, dont les écrans s'affichent dans les grands magasins de Ginza, le quartier chic de Tokyo. Architectes et constructeurs de ponts s'appliquent à présenter leurs œuvres dans leur environnement naturel avant même de les construire. L'an dernier, une dizaine de longs-métrages de cinéma ont été partiellement tournés en TVHD.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA  
Lire la suite page 11

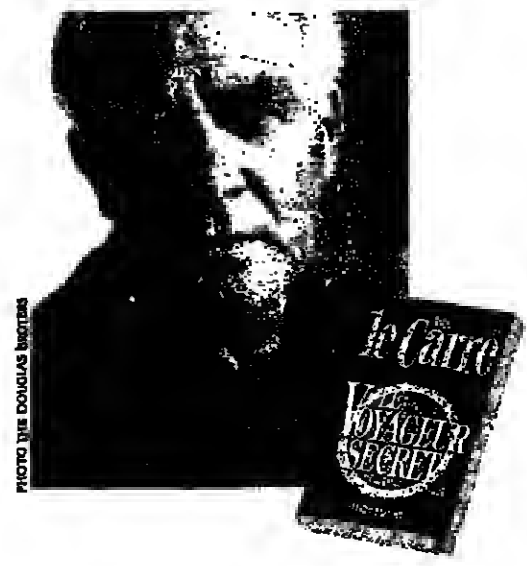
### Une réforme pour le cinéma d'art et d'essai

M. Dominique Wellon, directeur du Centre national de la cinématographie, a présenté, jeudi 2 mai, un plan de réforme du cinéma d'art et d'essai, qui tend à rendre plus admissibles les critères donnant droit à ce label. L'objectif de cette réforme est de privilégier la qualité des salles plutôt que leur quantité. Modification du classement des établissements, modernisation du parc parisien, renforcement de l'aide à la distribution et accroissement du soutien aux cinéastes par la diffusion.

Lire page 11 l'article de BÉNÉDICTE MATHIEU

Demiers souvenirs d'une guerre trop froide, qui a tout perdu jusqu'à son existence.

John le Carré  
Le voyageur secret



ROBERT LAFFONT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 495 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 35 p. ; Irlande, 200 IR ; Italie, 2.300 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suède, 1,90 SKS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



## DÉBATS

Justice

## De l'étatisme à l'Etat de droit

par Alain Madelin

**V**OICI notre justice malade. Certes, l'intervention du pouvoir politique dans les cours de la justice n'est pas chose nouvelle en France, et la justice n'est pas la seule institution en crise. On aurait tort, cependant, de considérer les convulsions d'aujourd'hui de notre système judiciaire comme de passagères péripéties. La crise de la justice est au cœur de la crise de la démocratie française. Son renouveau est aussi le point de passage obligé pour parvenir à un véritable Etat de droit.

La crise de la justice est une crise de trop. Il est de fait que l'Etat assume mal les fonctions dont il a par nature la charge — de la sécurité à l'immigration, de l'éducation au logement social, de l'hôpital aux retraites — ou dont il a prétendu assumer la charge. Mais la justice n'est pas une institution comme les autres. Elle est garante de la liberté contre l'arbitraire, protection des plus faibles contre les plus puissants. Les Français ont eu de tout temps la passion de la justice, de l'égalité devant la loi. Aujourd'hui, ils ont le sentiment qu'un pouvoir politique et sa nomenclature se considèrent au-dessus des lois, de la justice et de la morale. Ils présentent l'ampleur des réseaux de trafic d'influence et de corruption en tout genre, dont la politique n'est souvent que l'alibi. Ils constatent les désarrois d'un pouvoir qui cherche à étouffer une affaire sans doute bien compromise au moyen d'une très douteuse annulation fautive à la hâte aux mesures de celle affaire, et qui tente d'en éloigner les policiers trop curieux ou les magistrats trop indépendants. Dès lors, au nom de quel ordre public condamner un petit délinquant ? Notre pacte social est déchiré.

## Suspicion permanente

Le renouveau de la justice n'est pas un enjeu subsidiaire. Ce qui se joue en cette fin de siècle, c'est la redéfinition du rôle de l'Etat. Le nécessaire recul de l'Etat doit s'accompagner d'un progrès du droit. Pour assurer le contrôle social, il faut, à contre-courant de notre tradition politique, substituer au pilotage maouï autoritaire politico-administratif le pilotage automatique et l'autorégulation de l'Etat de droit. L'enjeu, c'est de passer de la démocratie jacobine à l'Etat de droit, c'est-à-dire à ce que les Anglo-Saxons appellent — dans une formule à mon sens plus claire — le « régime du droit » (*rule of law*).

L'Etat de droit, c'est l'Etat soumis au droit. La souveraineté du droit, la supériorité des droits indi-

viduels, caractéristique de l'Etat de droit, s'opposent à l'étatisme qui est la théorie de la souveraineté de l'Etat. Il nous faut non seulement revaloriser la justice, garantir son indépendance mais aussi revaloriser le droit.

Pas d'Etat de droit sans institution judiciaire indépendante. Sans doute la justice est-elle plus indépendante qu'on ne le dit. Ce qui compte cependant, ce n'est pas ce que le pouvoir fait vraiment de l'institution judiciaire, mais ce que cette institution lui donne pouvoir de faire. Or le pouvoir, en contrôlant directement la carrière des magistrats, peut prétendre contrôler indirectement les décisions de justice, ouvrant ainsi la porte à de vrais abus, parfois, et à une légitime suspicion permanente. Les Français ne cessent de douter de l'indépendance de la justice que lorsque tous les ponts auront été coupés.

Pour cela, il faut assurer l'indépendance du Conseil supérieur de la magistrature. Sa composition doit échapper à la mainmise du politique. Il doit assurer la gestion de la carrière des magistrats et devenir le garant du bon fonctionnement de l'institution judiciaire.

Dans un Etat de droit, il ne s'agit pas seulement de garantir l'indépendance du juge mais aussi de revaloriser le droit et la fonction même du juge. Celui-ci doit être autre chose qu'une simple machine à appliquer les lois. Le travail judiciaire et le travail doctrinal doivent faire de la jurisprudence une source de droit à part entière.

On a, en effet, trop longtemps identifié le droit à l'activité législative, alors que le droit est plus ancien que la législation. On a coupé les ponts entre la production du droit par le législateur et la production du droit par le juge et son activité jurisprudentielle. Que survive un problème, que vienne une loi. On a progressivement confondu le pouvoir politique, le pouvoir administratif et le pouvoir parlementaire. Si l'Etat fait la loi, l'Etat est au-dessus de la loi. Si la loi dérange, qu'on change la loi.

Ainsi, nous avons beaucoup de lois, mais nous avons peu de droit. Le flot montant des lois modernes ne crée pas du droit. L'inflation législative comme l'inflation monétaire conduit à la dévaluation du Droit. Un Etat de droit ne consiste pas seulement en un ensemble de règles, mais en un ensemble de règles justes.

Le peuple ne s'y trompe pas, il sait bien distinguer le vrai droit — règles générales qui méritent le respect — des lois de circonstance que la majorité d'un jour a faites et

que la majorité d'un autre peut défaire. La philosophie libérale ne nous dit pas seulement comment doit être fait le droit, mais aussi ce que le droit doit être, c'est-à-dire la recherche du juste.

Dans notre culture politique — jacobine — la loi est l'expression de la souveraineté du peuple, c'est-à-dire la loi de la majorité. Elle est ainsi la loi du plus fort ou du moins celle du plus nombreux ou du plus influent. La règle de la majorité ne suffit donc pas à déterminer qu'une loi soit bonne. Le vrai droit, ce sont des règles non discriminatoires, abstraites et générales. Elles visent pas d'objectif particulier. Elles bornent le champ le plus large possible de la libre initiative des citoyens.

## Pacte social

Nous avons déjà commencé de repenser le droit en ce sens. Ce qui est en cause, c'est de placer le pouvoir politique tant législatif qu'exécutif sous le contrôle du droit. C'est affirmer la primauté du droit et des libertés fondamentales sur tout pouvoir. Longtemps les socialistes, sous l'influence du marxisme, ont refusé de reconnaître l'existence de droits individuels supérieurs aux droits de l'Etat. Aujourd'hui, ils reconnaissent l'autorité du Conseil constitutionnel garant de la primauté du droit et ont même — à mon sens heureusement — proposé d'ouvrir une possibilité de saisie directe de ce Conseil. De même voit-on aujourd'hui nombre de problèmes échapper à la régulation politique directe pour être confiés à des autorités indépendantes baptisées autorités administratives mais plus proches en fait du juge ou de l'arbitre dans les domaines de la concurrence, de l'audiovisuel, de la Bourse, de l'informatique ou de la biotechnique.

Ainsi s'ouvre le chantier des institutions les plus aptes à assurer une vraie séparation entre le législatif et le pouvoir exécutif, et la primauté du vrai droit — c'est-à-dire des règles de justice — sur les lois de circonstance.

Le débat sur la justice est sûrement le plus important de nos débats politiques. On n'écrit pas de loi sans les réformes nécessaires par quelques bricolages du Conseil supérieur de la magistrature ou du recrutement des magistrats. La crise de la justice peut ainsi être féconde si elle nous aide à fonder notre pacte social, celui d'un Etat de droit au travers de vraies réformes institutionnelles.

Alain Madelin est vice-président du Parti républicain.

## Un système obsolète

par Alain Mikowski

**I**l est un épisode de l'affaire dite du Mans que l'on passe généralement sous silence mais qui en constitue bien l'un des moments les plus désagréables. Il s'agit de l'incarcération, le samedi 6 avril à 22 heures, par M. Jean-Pierre, d'un inculpé privé de tout droit à l'assistance d'un avocat choisi par lui-même ou désigné par le bâtonnier de l'ordre.

Selon les propres termes de M. le procureur de la République du Mans, « cette incarcération a eu lieu un samedi soir à 22 heures dans des conditions tout à fait surprenantes... De plus, M. Giraudon n'avait pas d'avocat et, à ma connaissance, l'avocat de permanence du tribunal n'a même pas été contacté... Cette incarcération a eu lieu de manière quasiment clandestine » (Le Monde du 24 avril 1991).

Le lecteur — et donc le justiciable — ne peut qu'être choqué par la lecture de ces déclarations, surtout quand on sait qu'elles émanent du chef du parquet local et que l'on apprend par ailleurs qu'aucune réquisition écrite n'a été prise et que c'est ce téléphoné à la maison d'arrêt du Mans que ce même

magistrat a appris qu'une incarcération devait avoir lieu vers 22 heures ! Il semblerait donc que la maison d'arrêt ait été avisée de l'incarcération de l'inculpé avant que le juge d'instruction ait pris formellement, au terme, semble-t-il, d'un débat différé, sa clandestine décision.

Il est vrai que M. Jean-Pierre a l'habitude de se servir de la détention comme d'un moyen de promotion de ses idées en matière de financement des partis politiques. Voilà à peu près un an, il avait brillamment réussi à sortir de l'anonymat (en compagnie de quelques-uns de ses collègues) en remettant au libéré des inculpés qu'il avait lui-même fait incarcérer quelques jours auparavant. Le Syndicat des avocats de France avait alors vivement protesté contre cette attitude que nous avions qualifiée d'indigne tellement elle était contraire à l'idée même que nous nous faisons de la justice pénale et des libertés individuelles.

Mais ce nous trompons pas de cible. Au-delà du phénomène, bel et bien de plus en plus fréquent, de médiatisation forcée qui pousse

vers le vedettariat de trop nombreux magistrats ou officiers de police judiciaire, c'est bien l'ensemble de notre système de procédure pénale qui vient d'atteindre ses limites.

## Dérapages incessants

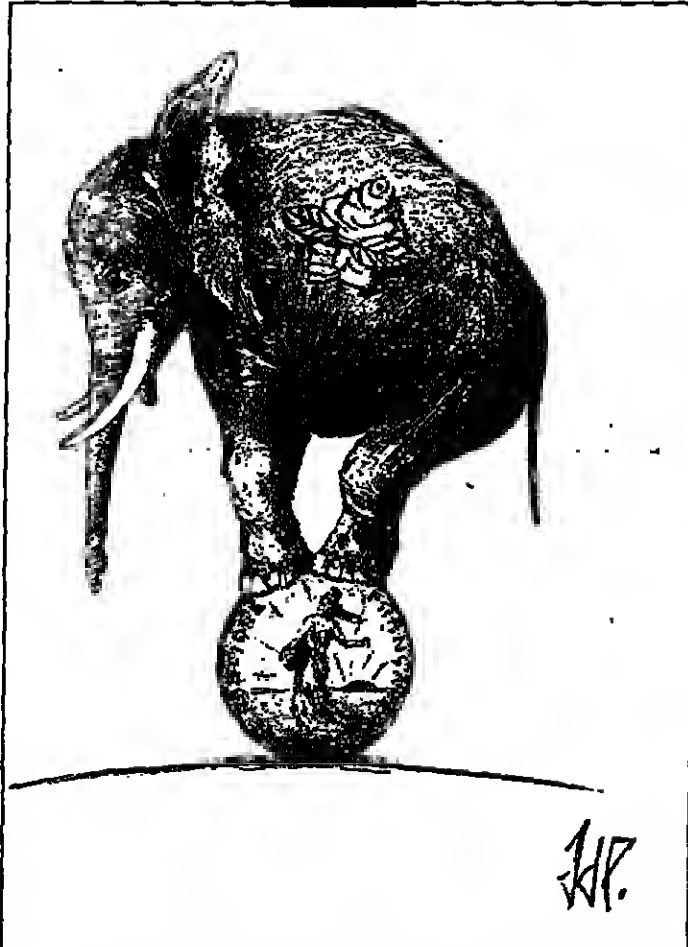
Un juge d'instruction partisan peut faire légalement à peu près tout ce qu'il a envie de faire parce que le code de procédure pénale le lui permet. Les incarcérations expressées sans véritable défense, les procès-verbaux de première comparution longs de quatre pages, les détentions provisoires de plusieurs années, les condamnations sans véritable examen contradictoire des preuves ou confrontation avec les témoins sont le lot quotidien de nos palais de justice. Répétons-le, si M. Jean-Pierre peut faire emprisonner un samedi soir, à 22 heures, un individu qui lui servira de pion dans son jeu personnel, c'est parce que le système le lui permet.

Depuis plusieurs années, le Syndicat des avocats de France réclame la réforme du code de procédure pénale. La commission présidée par M<sup>me</sup> Mireille Delmas-Marty a déposé un rapport désormais bien connu, dont nous approuvons les orientations. Certes, il est probable que la corporation des juges d'instruction, conduite par la crainte de perdre ses prérogatives, fera corps pour empêcher toute réforme. Il est également vrai que le ministre délégué à la justice a lui-même ouvertement fait part de sa propre opposition à ce rapport. Cependant, ce n'est pas en avançant perpétuellement l'exemple italien (ce qui constitue d'ailleurs un maovais argument) que les opposants au projet mettront fin aux dérapages incessants d'un système obsolète.

Rappelons que la France a déjà été condamnée à plusieurs reprises par la Cour européenne des droits de l'homme, entre autres, dans des affaires où des détentions provisoires de plusieurs années se terminaient par la remise en liberté de l'inculpé, faute de preuve, ou bien pour l'absence de garantie qu'offrent les audiences de comparution immédiate. Il nous faut souhaiter que, à l'avenir, notre système ne permette plus d'incarcérer de nuit, sans l'aide d'un défenseur, un individu qu'un autre individu a décidé, seul, et sans en référer à quiconque, de priver de liberté. Il en va de la confiance du citoyen dans les institutions.

Alain Mikowski est secrétaire général du Syndicat des avocats de France.

## TRAIT LIBRE



## Trois énigmes

par Jean-Louis Bessis et Maurice Ronai

**L**a manipulation de l'institution judiciaire requiert du talent. Manifestement, nos deux ministres de la justice n'ont pas le savoir de leurs détracteurs. Si Albin Chalandon n'avait pas une grande expérience des rouages judiciaires, au moins avait-il su s'entourer de véritables techniciens de l'ingénierie. Décider un juge est un art simple, mais tout d'exécution.

C'est ce qu'illustre le vaudeville judiciaire auquel le pays assiste depuis quelques semaines. La pièce met en présence quatre groupes. Dans l'ordre d'apparition, le « groupe des mutins », les « deux candides », le « petit couple de province », le « trio infernal ». On aura reconnu le juge Jean-Pierre et ses amis, les deux ministres, le procureur du Mans et sa plus proche collègue, présidente du même tribunal, coauteurs du mémorable dessaisissement domiciliaire par télécopie, enfin, les trois conseillers de la chambre d'accusation d'Angers.

Trois énigmes. Pourquoi le procureur a-t-il retenu le mode de dessaisissement le plus imprudent ? Pourquoi n'a-t-il pas soumis la totalité de la délicate procédure à la chambre d'accusation ? Enfin, quels mobiles ont bien pu conduire les magistrats d'Angers à la val-

dimanche 7 avril, le procureur informe la chancellerie qu'un juge frondeur s'apprete à entreprendre des investigations douteuses. Pour le contrecarier, elle dispose d'une poignée de procédures éprouvées : faire saisir la chambre d'accusation

par le parquet en lui soumettant la régularité de l'instruction, ou bien tenter d'obtenir la récusation du juge par le premier président de la cour d'Angers, ou encore présenter à la Cour de cassation une requête en suspension légitime.

Curieusement, il est décidé de solliciter le dessaisissement auprès de la présidente du tribunal du Mans. Pour deux raisons : célérité et sécurité. En effet, les trois autres voies requerraient quelques heures de patinoire pour aboutir et comportaient un léger aléa. Mais mesurait-on que les deux avantages attendus se révéleraient contre-productifs ? On souhaitait écarter le « mutin » le jour même, dimanche après-midi, mais c'est précisément cette célérité exceptionnelle du dessaisissement, sa « domicialité » qui vont heurter l'opinion. Sécurité : on souhaitait dessaisir à coup sûr. Le procureur se porte garant de l'issue : avant même d'introduire la requête, il s'est assuré de l'assentiment de la présidente du tribunal. Il entretient avec elle des relations privilégiées : n'appartient-il pas au même tribunal de province, ne sont-ils pas du même grade, ne se rencontrent-ils pas quotidiennement ? Cela crée des liens. « Je lui ai annoncé que j'allais la saisir d'une requête en dessaisissement... Elle a réfléchi, donné son accord et j'ai ouvert le parquet général, qui en a informé le chancellerie... » Il est confortable de connaître par avance l'issue d'une procédure, mais qui ne risque rien n'a rien.

C'est justement cette solution de

## Inexpérience dans l'ingénierie

Deuxième énigme. Pourquoi le procureur du Mans n'a-t-il soumis à la chambre d'accusation qu'une partie de la procédure ? Deux hypothèses. Celle qu'il évoque lui-même : « La nullité du réquisitoire entraînant à mes yeux la nullité de l'ensemble des actes de l'instruction... » Ou alors, incertain quant à l'issue de son recours, il se sera réservé la possibilité de soumettre dans un second temps à la chambre d'accusation la validité de la perquisition. Celle-ci se révélant plus contestable encore que le réquisitoire lui-même, il eût été plus difficile à la chambre d'accusation de ne pas faire droit à une

demande d'annulation globale : n'avoir pas formé pareille requête tenait du coup de poker. S'agissait désormais d'une affaire d'Etat, il n'aurait pas été ridicule de mettre « toutes les chances de son côté ».

Troisième énigme. Pourquoi la chambre d'accusation a-t-elle pris une telle position ? Logiquement ? Les magistrats auraient été heurtés par l'insolite dessaisissement domiciliaire : à démarche aberrante, réponse aberrante. Volonté politique d'affirmer l'indépendance de la justice ? Evident, on ne peut exclure des considérations de carrière : en milieu judiciaire, l'indépendance apparente vis-à-vis du pouvoir ou place proche souvent d'un calcul sur une alternance électorale et s'avère « dépendance par anticipation ». Morale, politique, carrière : il est clair que les considérations proprement juridiques ne pèsent pas lourd dans les affaires de ce type.

La chancellerie a-t-elle conduit les choix étranges de procédure ou a-t-elle laissé l'initiative à un aimable procureur provincial ? Dans un cas comme dans l'autre, force est de constater l'expérience de l'ingénierie. Il n'est interdit de voir dans un tel amateurisme une marque de probité, quand on se souvient du professionnalisme dont a su faire preuve l'opposition dans un passé récent.

Jean-Louis Bessis est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris ; Maurice Ronai est chercheur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

**Le Monde**

**ABONNEMENTS VACANCES**

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (volet normal)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	25
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-30

**« LE MONDE » ABONNEMENTS**  
1 place, Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine  
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : \_\_\_\_\_

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CS \_\_\_\_\_

Expire à fin \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) \_\_\_\_\_

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

سكنا من الامم



مكتبات الادب

# ETRANGER

Le Monde • Samedi 4 mai 1991 3

## obsoleète

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Derapages incessants. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de pensée, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Au cours d'un séjour au Sénégal

## M. Delors préconise un nouveau « partenariat » entre les Douze et l'Afrique

M. Jacques Delors, s'exprimant, jeudi 2 mai, devant l'Assemblée nationale du Sénégal, a suggéré que la Communauté européenne propose « un partenariat entièrement renouvelé » à ses partenaires africains signataires de la convention de Lomé. Au cours de son séjour, M. Delors, qu'accompagnait M. Manuel Marin, vice-président de la commission chargée de la politique de coopération, a eu plusieurs entretiens avec le président Abdou Diouf.

DAKAR

de notre envoyé spécial

Le président de la Commission de Bruxelles, dont c'était le premier voyage en Afrique, après six ans de mandat, estime que l'aide des Douze devrait davantage que dans le passé être subordonnée à un effort de démocratisation et de réformes économiques de la part des pays ACP (1). En contrepartie de manifestations tangibles dans cette double direction, la Communauté pourrait plaider auprès des organisations internationales, afin qu'elles accordent moins chèrement leur concours au développement à moyen terme.

Les discours de M. Delors s'adressaient autant aux Douze qu'au Sénégal et aux autres partenaires ACP. « Alors que la Communauté va accéder à une responsabilité politique pleine et entière, il lui faut prendre en compte des responsabilités internationales. L'an prochain, nous devons décider des moyens

budgétaires à lui affecter pour les années à venir, et je veux alors poser le problème des pays en voie de développement », a-t-il indiqué devant les journalistes. Aux yeux de M. Delors, ces priorités extérieures, qu'il souhaite voir confirmées par le Conseil européen, sont au nombre de trois : les pays de l'Est, certes, mais aussi et surtout le Maghreb - il y a fait référence en termes très forts, lors de son séjour à Dakar - ainsi que les pays de l'Afrique sub-saharienne.

S'agissant de ceux-ci, le nouveau partenariat qu'il préconise part d'un constat d'échec au moins relatif de la politique mise en œuvre au titre de la convention de Lomé, impuissante, selon lui, à faire face aux défis structurels que représentent notamment la baisse régulière des matières premières, le service d'une dette considérable, une démographie galopante, un environnement dégradé.

### Réformes économiques et démocratie

« La nouvelle conscience du développement - qu'il espère voir émerger - reconnaît les limites du volontarisme. Elle se préoccupe non seulement de présenter un programme mais aussi des conditions structurelles de son succès, c'est-à-dire, en définitive, de la motivation et de la responsabilisation de tous les acteurs », a souligné M. Delors devant les députés sénégalais.

La dernière convention de Lomé prévoit explicitement une aide financière aux programmes d'ajustement structurel, qui visent à l'assainissement des finances de l'Etat, de celles de la

gestion des entreprises publiques, à l'avantage d'ouverture à l'initiative privée. Mais encore faudrait-il, pour que ces interventions communautaires aient lieu, que les Africains « prennent davantage en main leur destin ». C'est à là, à Dakar, le point sensible, le gouvernement sénégalais, fier de réforme au niveau du discours, hésitant à décider des ajustements en matière de prix agricoles et d'organisation des marchés, qui sont jugés indispensables par la CEE.

M. Manuel Marin poursuit ses tractations discrètes avec les autorités sénégalaises, mais, pour l'instant, l'aide susceptible d'être consentie pour accompagner les réformes reste bloquée. M. Delors est revenu à plusieurs reprises devant les interlocuteurs sur la nécessité, malgré les échecs et déceptions passés, de poursuivre davantage la coopération régionale.

Ces efforts de renouveau, a souligné le président de la Commission, seraient voués à l'échec sans approfondissement de la démocratie : « Aucune réforme de structures ne peut se poursuivre dans la durée sans le secours des mécanismes de la démocratie. Sans un minimum de transparence et de débat public, comment imposer rigueur et sacrifices ? Sans les contrôles et les vérifications parlementaires, comment assurer une réorganisation profonde des services publics ? »

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Il s'agit des soixante-dix pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), signataires de la convention de Lomé.

La visite de M. Michel Rocard en Corée du sud

## L'incontournable dossier du TGV...

Arrivé mercredi soir 1<sup>er</sup> mai à Séoul en visite officielle, venant de Nouvelle-Zélande, M. Michel Rocard s'est entretenu jeudi avec son homologue sud-coréen, M. Ro-Jai-bong, et a été reçu par le président Roh Tae-woo. Le premier ministre français, qui est notamment accompagné par une délégation d'hommes d'affaires, devait regagner Paris dans la soirée de vendredi.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Il n'y a rien à faire, le TGV est devenu indissociable des relations franco-coréennes. M. Rocard a eu beau vouloir étendre le débat aux grands problèmes de ce monde, à l'ensemble des relations bilatérales avec un « partenaire majeur », et lui promettre d'appuyer sa demande d'admission séparée aux Nations unies, le dossier TGV est chaque fois remonté à la surface.

Pour la presse locale, cette affaire de train a occulté la question de l'entrée à l'ONU. Citant une phrase de l'entretien que M. Rocard lui avait accordé - « Je ne peux pas dire que le résultat (du vote de Séoul) n'exercera aucune influence sur les relations franco-coréennes car c'est un sujet important » - le quotidien le plus prestigieux, le *Dong-A Ilbo* a écrit que le premier ministre français « a crûment montré que sa motivation essentielle est le volonte de vendre le TGV ». Rocard, le tir, M. Rocard a affirmé avec force lors de sa conférence de presse que Paris n'entendait pas faire de « pressions » et que le soutien français à l'ONU n'« était soumis à aucune condition ».

Les entretiens ont néanmoins été aussi chaleureux que l'impeccable mais contraignant protocole coréen

le permettait. Accueilli à l'aéroport au son de « Sur le pont d'Avignon », le premier ministre n'a pas perdu de temps pour assurer ses interlocuteurs du soutien de Paris à une entrée à l'ONU que Séoul veut demander dès l'automne. « Votre absence du principal forum international (...) apparaît comme l'un des derniers vestiges de la guerre froide, un anachronisme auquel il est urgent de mettre fin (...). La Corée peut, sur ce plan, compter sur l'appui de la France », a déclaré jeudi M. Rocard.

Le premier ministre sud-coréen a présenté ses « profonds remerciements pour la compréhension » de la France et s'est félicité du « partenariat confiant » instauré entre les deux pays depuis la visite, en 1989, du président Roh. « Nous apprécions vraiment les efforts diplomatiques du gouvernement français pour transmettre notre position aux Chinois » - une allusion aux entretiens que M. Roland Dumas a eus à Pékin - nous a déclaré pour sa part M. Lee Jong-binn, ministre-adjoint des affaires étrangères.

### Les leçons de l'Allemagne et du Vietnam

Assurée du soutien de quatre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, la Corée du Sud espère convaincre le cinquième, la Chine, de ne pas lui opposer son veto ; ce sur quoi le président Roh croit avoir obtenu des assurances, selon l'entretien qu'il vient de donner à la *Far Eastern Economic Review* de Hongkong. Les deux tergiversations d'une Corée du Nord qui continue d'exiger le partage par les deux Corées d'un seul siège à l'ONU, Séoul a décidé de franchir le pas. D'autant que le plan de Pyongyang n'est soutenu ni par Moscou ni par Pékin.

L'attitude de Séoul à l'égard du régime du vieux maréchal Kim Il-sung a changé. Forte de sa supériorité économique, mais marquée par le « choc allemand », Séoul - toujours selon le président Roh - souhaite un « changement graduel » au Nord, qui éviterait l'effondrement du régime, lequel coûterait très cher au Sud ; certains parlent d'un montant de 20 à 100 milliards de dollars. « Nous sommes très heureux d'avoir tiré les bonnes leçons de l'unification de l'Allemagne, et du Vietnam », a ajouté M. Lee, nous devons nous porter au secours du Nord pour l'aider à sortir de l'impasse », à s'ouvrir au monde et à entrer dans la communauté internationale, à l'ONU par exemple, ce qui lui enlèverait de son agressivité.

La Corée demeure le dernier bastion de la guerre froide ; la tension est sensible, par exemple, dans les affrontements réguliers entre forces de l'ordre et étudiants extrémistes, généralement favorables au Nord. Cette tension a obligé M. Rocard à annuler à la dernière minute la visite qu'il devait faire à l'université de Séoul, une semaine après la mort d'un étudiant tué par des policiers.

Les manifestations devraient reprendre dans les jours prochains, et surtout au moment des obsèques de l'étudiant tué, mais aussi de celles de celui qui s'est immolé mercredi par le feu (*le Monde* du 3 mai), décédé jeudi. Deux autres étudiants, suite à une même geste, se trouvent dans un état désespéré. La situation est sérieuse, mais la Corée qu'a visitée M. Rocard ne semble toutefois pas au bord de l'explosion. Ces manifestations sont loin d'avoir l'ampleur de celles qui firent tomber le régime précédent, en 1987.

PATRICE DE BEER

## France-OTAN : le chat et la souris

Suite de la première page

A quoi s'ajoutent aujourd'hui d'autres enjeux, moins définis, auxquels l'OTAN n'est pas préparée : ceux qui proviennent de l'instabilité en Europe centrale ou ceux qui, depuis d'autres régions du monde comme le Golfe, peuvent peser sur la sécurité européenne. Bref, tout est à revoir.

Simultanément, l'administration américaine doit impérativement réduire son budget de défense : de 320 000 hommes en 1989, le nombre des soldats américains en Europe sera ramené à moins de 100 000 en 1995. Un retrait d'une telle ampleur appelle logiquement un réajustement des responsabilités entre Européens et Américains dans une organisation jusqu'ici dominée par les seconds.

Pour les Etats-Unis, l'enjeu est considérable : sauver l'OTAN et leur contrôle sur l'OTAN, c'est préserver l'un des instruments majeurs de leur influence dans le monde. Leur désir est évidemment que l'indivisible « euro-péanisation » de l'alliance leur coûte le moins possible en termes de pouvoir.

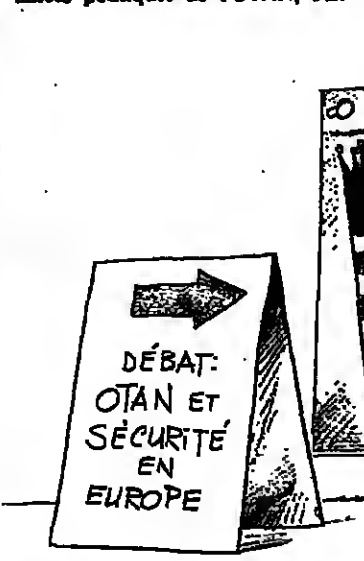
### Les leçons de la guerre du Golfe

Parmi les Douze, le débat se présente de façon différente, puisqu'il s'agit non de réformer, mais d'inventer quelque chose qui n'existe pas, le traité de Rome n'attribuant aucune compétence à la Communauté en matière de défense. Les révolutions en Europe de l'Est comme la grande peur née de l'unité allemande ont en un effet accélérateur sur l'intégration communautaire : la CEE en a conçu l'ambition de se transformer en une « union politique ». Pour MM. Mitterrand et Kohl, qui en ébauchèrent les premiers la définition l'an dernier, il faut doter cette future union européenne des attributs d'une grande puissance, parmi lesquels une politique étrangère et, à terme, une politique de défense communes.

Envoi à Washington, bico sûr, quand la France et l'Allemagne annoncent le couler. Car leur projet n'a plus rien à voir avec le fameux « pilier européen » de l'alliance dont on parlait depuis Kennedy : il se situe aux deux extrêmes, à la fois au-delà et en deçà.

La désolante prestation collective des Douze pendant la crise du Golfe a renforcé les uns dans leur désir d'en finir avec cette infirmité de l'Europe sur la scène internationale ; elle a conforté les autres dans la conviction qu'il n'est pas de salut sans les Américains et qu'il serait néfaste de continuer à se bercer de rêves d'indépendance. Elle a aussi enfin, les susceptibilités de certains Américains qui, s'estimant bien mal payés de

retour par l'Europe, font un discours changeant au développement total. En Europe, le débat se déroule au sein de la conférence intergouvernementale sur l'union politique, laquelle doit présenter avant la fin de cette année ses propositions de révision du traité de Rome. Il se déroule aussi dans les instances politiques de l'OTAN, aux



quelles la France participe, et dans ses instances militaires, où elle n'est pas représentée. Au dernier sommet atlantique de juillet 1990, un comité d'experts a été spécialement créé pour réfléchir à la réforme stratégique. La France, qui avait initialement jugé n'y avoir pas sa place, vient de le rejoindre, estimant qu'elle était concernée par une partie au moins des débats.

Une seule institution a pour l'instant vocation à traiter de questions de défense en Europe : l'Union de l'Europe occidentale (UEO). C'est une coquille vide : une instance de concertation qui réunit régulièrement les ministres de la défense et des affaires étrangères des pays membres, à l'occasion d'une instance de coordination, comme dans les deux guerres du Golfe, mais non une organisation militaire, puisqu'elle ne dispose ni de forces ni de commandement propres (1). Aujourd'hui, on se l'arrache. Dans chacun des deux forums concurrents, on cherche à avaler l'UEO : dans l'OTAN où l'on veut en faire l'instrument de l'« euro-péanisation » de l'alliance, et dans la Communauté où on la présente comme la branche sécurité-défense des futures institutions.

Un siège de l'OTAN, à Bruxelles, on n'en est encore qu'à la phase du « brasseage d'idées ». Seul se dégage pour l'instant un schéma de restructuration

des forces encore à préciser, mais qui prévoit de remplacer le dispositif massif de la « défense de l'avant » par des forces réduites en volume mais plus mobiles et plus souples, des renforts plus lourds à l'arrière et la création d'une « force de réaction rapide » d'environ 70 000 hommes. Les forces principales seraient composées d'unités multinationales, une idée américaine qui vise notamment à la rendre politiquement plus acceptable aux yeux de certaines opinions, dont l'allemande.

Quant à la force de réaction rapide, elle serait, dans l'esprit des Britanniques - qui en ont prôné l'idée et qui en réclament le commandement, - l'incarnation de la composante européenne de l'OTAN, puisqu'elle pourrait intervenir à la fois sous la bannière de l'OTAN dans la zone couverte par le traité de l'Atlantique nord et sous la bannière de l'UEO en dehors de cette zone (2). Elle pourrait, suggèrent même les Britanniques, être à géométrie variable et flexible, le cas échéant, des forces françaises.

Ce n'est là que poudre aux yeux, répond-on en substance à Paris, où l'on ne donne pas plus cher de l'idée de confier à un Européen le commandement suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), idée à laquelle l'actuel détenteur américain du poste, le général Galvin, serait lui-même acquis. Il ne s'agit pas d'une véritable euro-péanisation de l'alliance, estime-t-on dans l'entourage du président de la République, mais d'un « pilier européen » en trompe-l'œil dans une cathédrale américaine.

On résume en substance à Paris, où l'on ne donne pas plus cher de l'idée de confier à un Européen le commandement suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), idée à laquelle l'actuel détenteur américain du poste, le général Galvin, serait lui-même acquis. Il ne s'agit pas d'une véritable euro-péanisation de l'alliance, estime-t-on dans l'entourage du président de la République, mais d'un « pilier européen » en trompe-l'œil dans une cathédrale américaine.

Une force d'action rapide purement européenne ne serait-elle pas mieux à même de faire face à certaines crises comme celles que pourraient engendrer des tensions inter-ethniques en Europe centrale ? demande la France.

Toute implication de l'OTAN dans un tel cas de figure d'apparaîtrait-elle pas comme une provocation à l'égard de l'URSS ? D'ailleurs, les Américains s'y résistent-ils, et le fait qu'ils aient voix au chapitre ne serait-il pas tout simplement paralysant ? L'UEO n'a pas de forces propres, objectent les plus atlantistes. Les armées, en temps de paix, appartiennent aux nations, répond Paris : qu'est-ce qui empêche une institution purement européenne

défendre fermement ; pour la troisième fois il vient d'envoyer aux Douze un message en forme d'avertissement (*le Monde* du 2 mai). Certains Européens sont résolument hostiles à l'argumentation de la France et les autres, y compris l'Allemagne, très timorés dans leur soutien.

Tout d'abord

Alors, si l'on place aussi peu d'attente à Paris dans la capacité de l'OTAN à se réformer vraiment, à quoi bon promouvoir un projet autonome au sein de la CEE ? Il s'agit, répond-on, de planter des jalons, de faire figurer dans le traité qu'il, au 1<sup>er</sup> janvier 1993, se substituera au traité de Rome, un acte dans lequel la Communauté se reconnaît une légitimité en matière de défense. C'est tout.

Cette disposition n'implique rien de concret et pourrait même, dit-on, n'être jamais utilisée si le système de l'OTAN donnait toute satisfaction aux Européens. On parle simplement sur le fait que l'alliance, en cas de coup dur (réveil de la menace soviétique, instabilité en Europe centrale...) pourrait révéler ses faiblesses, une révélation américaine à s'engager, par exemple. On veut que, dans une telle éventualité, les chefs d'état et de gouvernement des Douze aient la possibilité de réagir, de constituer le cas échéant un état-major commun, de coordonner une éventuelle intervention des forces d'action rapide nationales.

Cela n'a plus rien à voir avec l'idée d'armée européenne intégrée qui bannirait les esprits il y a quelques années, et dont la brigade franco-allemande se voulait une sorte de préfiguration embryonnaire. La démarche aujourd'hui est inverse : c'est la coordination de forces nationales qui est prônée, non l'intégration supranationale. « On ne peut pas faire la défense européenne sans les Européens, ni aujourd'hui contre les Américains », dit un proche de M. Mitterrand. A quoi certains de ses partenaires répondent que la France pourrait peut-être enfin envisager de la faire avec eux, dans l'OTAN. Les plus atlantistes lui reprochent la mauvaise foi ; ils la soupçonnent de se crispier dans sa tour d'ivoire et de ne critiquer les réformes en cours que pour ne pas avoir à s'impliquer davantage dans l'alliance. Cercle vicieux.

CLAIRE TRÉAN

(1) L'UEO comprend les douze pays membres de la Communauté sauf le Danemark, l'Irlande et la Grèce. Elle a coordonné des opérations de soutien logistique aux forces engagées dans la guerre contre l' Irak et des opérations de déminage dans le Golfe.

(2) La zone d'opération de l'OTAN est limitée par le traité de 1949 à l'Amérique du Nord, l'Atlantique Nord et l'Europe occidentale.

Prochain article : Quand l'OTAN triomphe à l'Est, par Michel Tatu.

## La communauté internationale tente de persuader les boatpeople de rentrer au Vietnam

Les vingt-neuf pays participant à Genève à une conférence des Nations unies sur les réfugiés indochinois organisée par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) ont tenté de persuader les quelque 110 000 boatpeople qui se trouvent dans les camps du Sud-Est asiatique qu'il n'y avait pour eux aucun avenir hors du Vietnam. La conférence n'a pas tranché sur l'éventualité de mesures de rapatriement forcées auxquelles Hongkong menace de recourir.

Selon un communiqué du HCR, publié le 1<sup>er</sup> mai, les participants ont voulu « contrecarrer les rumeurs qui ont engendré l'aggravation de four espoirs parmi les Vietnamiens dans les camps temporaires de premier asile ». Parmi ces rumeurs qui freinent les retours volontaires, circule celle que le Koweït serait prêt à embaucher des réfugiés vietnamiens pour la reconstruction du pays.

Selon le communiqué, « les personnes qui ne sont pas reconnues comme réfugiés doivent savoir qu'elles n'auront finalement pas d'autre solution que de rentrer au Vietnam avec des garanties pour leur sécurité et la dignité supervisées par le HCR ». Jusqu'à présent 80 % des boatpeople soumis aux opérations de sélection à Hongkong depuis 1988 n'ont pas été reconnus comme réfugiés politiques, mais comme des migrants économiques en quête de travail.

« La patience des pays de premier asile (Indonésie, Hongkong, Thaïlande, Malaisie, Philippines) n'est pas illimitée », a souligné l'un des participants. Un représentant britannique a estimé que la situation était devenue intolérable à Hongkong où se trouvent près de la moitié des boatpeople d'Asie du Sud-Est. Il a précisé que la colonie britannique serait peut-être amenée à prendre prochainement « d'autres mesures », laissant présager des rapatriements forcés.

Le HCR, a souligné un de ses responsables, M. Jamshid Anvar, ne veut en aucun cas s'associer à des rapatriements forcés, auxquels les Etats-Unis ont aussi rappelé leur opposition.

La CEE a confirmé le début d'un programme de quelque 12 millions de dollars visant à des créations d'emploi pour inciter les Vietnamiens à rentrer chez eux. Le directeur du programme pour les réfugiés au département d'Etat américain, M. Princeton Lyman, a déclaré que Washington n'envisage pas d'y participer ni de lever son embargo économique. - (AFP, Reuters)



## ASIE

THAÏLANDE : malgré la levée de la loi martiale

## Les militaires conservent les leviers de commande

Le Conseil national de maintien de la paix, qui a pris le pouvoir lors du coup d'Etat du 23 février en Thaïlande, a annoncé, jeudi 2 mai, la levée de la loi martiale, le calme prévalant dans l'ensemble du royaume. Cette mesure n'affecte pas, cependant, certains districts frontaliers jugés trop sensibles par les militaires.

BANGKOK

de notre correspondant

Les généraux thaïlandais n'ont pas à se plaindre. Voilà déjà plus de neuf semaines, le renvoi du gouvernement de M. Chatichai Choonavan, la dissolution du Parlement et l'abolition de la Constitution s'étaient déroulés sans incident et n'avaient provoqué aucun mouvement de protestation. Au plus, quelques gestes d'humour.

Il est vrai que les forces armées avaient fait preuve à l'occasion d'une belle unité, ce qui ne pouvait que décourager toute velléité d'opposition. Pourquoi, alors, imposer pendant une si longue période une loi martiale qui n'a guère affecté la vie quotidienne des Thaïlandais tout en étant du plus mauvais effet à l'étranger ?

La seule réponse est sans doute une combinaison entre la méfiance et la

volonté d'afficher une autorité. Toutefois, est-il que les militaires ont profité de l'interstice pour remettre les pendules à l'heure, parfois de façon pesante mais, dans certains cas, non sans habileté. Leur manœuvre la plus adroite a été la nomination d'un gouvernement intérimaire, dirigé par un talentueux ancien fonctionnaire devenu entrepreneur, M. Anand Panyasachum, qui a su rassembler autour de lui une solide équipe de technocrates. Les milieux d'affaires pouvaient d'autant plus respirer que M. Anand a su donner une crédibilité à l'intention affichée des généraux de restaurer un régime démocratiquement élu dans un délai de quatre mois.

Les généraux n'ont pas pour autant cédé les principaux leviers de commande à un cabinet dont la majorité des membres sont des civils, redevables devant eux et dont ils contrôlent deux portefeuilles-clés, la défense et l'intérieur. Ils ont promulgué une Constitution intérimaire qui leur accorde de très larges pouvoirs et nommé une Assemblée, également intérimaire, dont la majorité des membres sont issus de leurs rangs et qui a déjà voté la dissolution des syndicats dans les entreprises nationales. Ils seront les maîtres d'œuvre de la future Constitution et ont déjà procédé à des nominations qui leur ont permis, par exemple, de reprendre le contrôle d'entreprises nationales. Ils ont également réaffirmé leur autorité

en matière de politique étrangère, du moins en ce qui concerne les pays frontaliers de la Thaïlande. Et même le 30 avril, leur fait la part belle, avec une augmentation de 13,5 % octroyée au ministère de la défense, l'adoption nationale venant en deuxième position avec une hausse de 10,6 % de ses crédits.

Rétablir rapidement un régime élu

En bref, le régime précédent avait un peu fait oublier ce qui demeure une réalité de la politique thaïlandaise : l'établissement politico-militaire perdure parce que la démocratie demeure encore mal ancrée dans les mœurs et que sa pratique laisse trop de place à la corruption. Le régime parlementaire était très vulnérable et, en lui-même, le coup d'Etat du 23 février, mené dans l'indifférence, a suscité moins de vagues que l'appréhension, ultérieure, de voir les généraux avoir la main trop lourde, en particulier en maintenant une loi martiale dont peu de gens comprennent encore la nécessité. Même un ancien patron de l'armée, le général Chaovalit, reconverti depuis un an dans la politique, avait conseillé aux généraux de rétablir « rapidement » un régime élu.

Cette loi est désormais levée sur la majeure partie du territoire et la classe politique thaïlandaise va pou-

voir songer à la prochaine échéance, celle d'élections générales, qui pourraient avoir lieu avant la fin de l'année. Dans ce domaine, les traditions locales de clientélisme reprendront leurs droits, quel que soit le système retenu. Il reste cependant à savoir si l'armée résistera à la tentation de former son propre parti, ce qu'elle a toujours renoncé à faire ouvertement par le passé.

Sur le plan diplomatique, la Thaïlande n'a pas trop souffert, jusqu'ici, de l'opprobre de certains de ses alliés. Le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, vient de passer quarante-huit heures en visite officielle à Bangkok, donc sans attendre la levée annoncée de la loi martiale, ce qui assure bien d'une coopération de plus en plus étroite entre les deux pays. Les Américains attendront sans doute les prochaines élections pour dégelier une aide relativement modeste, mais les relations entre Bangkok et Washington n'en demeurent pas moins solides.

Quant aux milieux d'affaires, ils se satisfont à l'idée que la croissance prévue de la Thaïlande devrait se poursuivre, dans les années à venir, à un taux supérieur à 8 %. C'est un peu moins bien que les cinq dernières années mais cela fait toujours de ce royaume un très bon champ d'investissements.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## CAMBODGE

## Les deux camps s'accusent mutuellement d'avoir rompu le cessez-le-feu

BANGKOK

de notre correspondant

Les factions en présence au Cambodge se sont accusées mutuellement d'avoir violé le cessez-le-feu qu'elles s'étaient engagées à respecter à compter du mercredi 1<sup>er</sup> mai. Mais rien n'indique, pour l'instant, qu'il s'agisse de graves violations ni que d'intenses combats aient eu lieu.

Les sihanoukistes ont été les premiers, dès mercredi, à protester contre des attaques de leurs adversaires dans les provinces de Siem Reap et de Kompong Thom. De son côté, dans une lettre adressée jeudi aux présidents indonésien et français de la conférence de Paris ainsi qu'au secrétaire général de l'ONU, M. Huo Seo, premier ministre de Phnom-Penh, a fait état de violations du cessez-le-feu par les guérillas dans trois provinces du nord et de l'ouest du pays.

Les Khmers rouges, groupe de guérilla le plus important, ont été, selon les derniers à faire état de violations du cessez-le-feu par leurs adversaires. Mais leur radio avait, la veille, affirmé que les forces de Phnom-Penh avaient reçu l'ordre de s'emparer, « à n'importe quel prix », du centre minier de Pollin. Ce secteur est situé à

proximité de la frontière thaïlandaise et demeure, pour l'essentiel, sous le contrôle des Khmers rouges en dépit d'attaques menées en mars par Phnom-Penh.

Aucun contrôle indépendant du cessez-le-feu n'a été mis en place. Paris et Djakarta ont simplement demandé son instauration pour faciliter des négociations qui doivent reprendre, en principe en juin, dans la capitale indonésienne. Mais les échanges d'accusation ne signifient pas pour autant que les combats aient pas diminué d'intensité depuis mercredi. Il semblerait même, selon certains observateurs, que le contraire se soit produit. De toute façon, les combats se résument souvent à des échanges de tirs d'artillerie et, avec l'arrivée des pluies, ils perdent traditionnellement de leur intensité. Enfin, des soldats de plus en plus nombreux manifesteraient, dans les deux camps, leur lassitude de la guerre, à l'exception, apparemment, des Khmers rouges, d'ailleurs motivés. Mais ces derniers ne cherchent pas à se faire remarquer et, en conséquence, ces derniers temps, leur énergie à tenter de déclencher les campagnes et d'y saper l'autorité de leurs adversaires.

J.-C. P.

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les prémices de la campagne présidentielle

## Le grand désarroi des démocrates

Dix-huit mois avant l'élection présidentielle de novembre 1992, les démocrates n'ont encore trouvé aucun candidat sérieux pour tenter d'affronter un président George Bush encore auréolé de la gloire de la guerre du Golfe. Plus grave, ce sont les orientations mêmes du Parti démocrate qui, incapable de se renouveler et de damer le pion aux républicains, sont en jeu.

WASHINGTON

de notre correspondant

Un démocrate, enfin, s'est jeté à l'eau, lancé dans la longue aventure qui peut conduire à la présidence des États-Unis en 1992. C'est un ex-sénateur du Massachusetts, M. Paul Tsongas, libéral, visage doux et avenant, et chérisse de gagner à peu près n'importe quel tour de scrutin, qui le premier s'est porté candidat à l'investiture de son parti, et a promis - refrain connu - d'en découler avec « la médiocrité de Washington ».

L'échec est encore bien lointain - dix-huit mois, - et pourtant la campagne démarre avec beaucoup de « retard » : à la même époque, il y a quatre ans, quatre candidats étaient depuis des mois les favoris de l' Iowa et du New Hampshire, lieux des premières « primaires » et donc de la première bataille, considérée comme essentielle pour la suite des opérations.

Si cette fois les prétendants semblent beaucoup moins pressés, c'est pour une part parce que, de l'avis général, la dernière campagne fut beaucoup trop longue : le public ne s'y intéressait pas encore que déjà certains candidats (se souvenait-on du beau Gary Hart ?) s'étaient brûlés les ailes, en mettant imprudemment la presse au défi de prouver leurs infidélités conjugales. L'épreuve était trop longue, et les

efforts acharnés consentis dans l'Iowa et le New-Hampshire se sont révélés vains, les « vainqueurs » de ces premières escarmouches mordent bien vite la poussière.

Une autre raison majeure du peu d'empressement des candidats est la nature de l'élection à venir : cette fois, le président sortant peut se représenter, alors qu'en 1988 M. Ronald Reagan arrivait au terme de son mandat et que son vice-président et successeur naturel, M. George Bush, semblait un personnage bien fat et un candidat assez peu redoutable.

La George Bush d'aujourd'hui est au contraire un adversaire formidable, doté de tous les avantages que procure la Maison Blanche, et fort de la « gloire » acquise au Panama et en Irak. Sans doute sa popularité n'est plus tout à fait ce qu'elle était à l'apogée de la guerre du Golfe - plus de 90 %... - et sans doute un nombre croissant, mais encore très minoritaire, d'Américains commencent à éprouver quelques doutes sur la valeur d'une victoire acquise sur un adversaire au profil nettement égal à celui du Kentucky, soit un condémné de celui des États-Unis.

La hantise du déclin

La gâchis humain provoqué par le conflit et ses suites tempère aussi un peu le triomphisme initial, d'autant que « Saddam Hussein-Hier » est toujours là, que « l'après-guerre » se révèle bien difficile à gérer et que le « nouvel ordre mondial » se perd dans les sables. Du coup, ceux qui s'étaient opposés au choix de la guerre, longtemps contraints au silence sous la pression des événements et de l'opinion, retrouvent leur voix et leurs convictions.

Mais, même si les lauriers perdent un peu de leur fraîcheur, on n'imaginait pas un candidat assez fou pour aller attaquer M. Bush sur

ce flanc-là, sous peine de provoquer l'indignation générale. Le défaut de la cuirasse est ailleurs : une économie languissante, des problèmes sociaux qui persistent ou s'aggravent, un système de santé de plus en plus inadéquat, la hantise du déclin de l'Amérique, qu'une faillite vietnamite contre un adversaire trop faible n'a pas vraiment effacée.

Il y aurait, en théorie, matière à une belle empoignée politique, d'autant que M. Bush a donné, à l'automne dernier, des signes de faiblesse, menant avec beaucoup de maladresse et d'indécision les négociations sur le budget, après avoir été contraint de renier sa promesse de ne pas augmenter les impôts.

Usés avant d'avoir servi

Pourtant, conscient du danger qu'il y aurait à trop dégriser le « front intérieur », l'administration républicaine s'est un peu ressaisie. M. Bush a fini par obtenir une baisse des taux d'intérêt, dans l'espoir de faire redémarrer l'économie. Une récente initiative sur l'éducation est également venue rappeler que le titre revendiqué par le candidat Bush : « Je serai le président de l'éducation », était un peu plus qu'un slogan électoral, même si les moyens mis en œuvre sont très modestes.

Mais, y compris sur ce front intérieur, la plus grande force de M. Bush, c'est la faiblesse de la partie adverse, l'absence de tout concurrent menaçant chez les démocrates. M. Paul Tsongas, son premier adversaire déclaré, est si peu pris au sérieux que la chaîne ABC a expédié en deux phrases l'annonce de sa candidature. Il est vrai qu'il est grecco-américain, libéral, et du Massachusetts, ce n'est vraiment pas le moyen de faire oublier la défaite d'un certain Michael Dukakis, alors gouverneur de l'Etat

et écrasé par George Bush en 1988 avant d'être rejeté par ses propres administrés.

Qui pourrait alors faire figure d'adversaire vraiment dangereux ? Plusieurs candidats présumés ou du moins possibles ont déjà été pratiquement rayés des tablettes, parce qu'ils ont voté contre la guerre du Golfe : M. Sam Nunn, redoutable président de la commission des forces armées du Sénat, ou M. Bill Bradley, ex-étoile montante du Parti démocrate (mais à vrai dire on imagine bien mal le premier, homme froid et raide, sur des tréteaux électoraux, et le second s'est embarqué localement dans des problèmes budgétaires).

D'autres « potentiels » de toujours semblent usés avant d'avoir servi, tel M. Mario Cuomo, le gouverneur de New-York, dont les coquetteries lèssent à peu près tout le monde, et qui de plus a emporté ses chances en étant contraint à augmenter massivement les impôts locaux. Certains misent sur M. Charles Robb, démocrate de Virginie et gendre de feu le président Lyndon Johnson, mais, depuis que la chaîne NBC a fait écho de ses relations supposées avec un ex-membre du « Intérieur » admet seulement s'être laissé « masser », et le regrette profondément, ses ambitions semblent réduites à néant.

Resteraient donc le sénateur Al Gore, rescapé de la dernière campagne, où son agressivité et un certain opportunisme n'avaient pas suffi à le faire aller très loin. Il présente, lui, l'avantage d'avoir « bien » voté, c'est-à-dire pour la guerre du Golfe, et c'est en lui que les hommes de la Maison Blanche voient, à ce stade, l'adversaire le plus vraisemblable.

Et puis, une fois de plus, M. Jesse Jackson sure peut-être du mal à résister à l'appel des micros et des foules, et, une fois de plus, il fera semblant de croire qu'il a une

chance de gagner et de prouver que « l'espoir est vivant ». Mais même si le « révérend Jackson » possède cette échelette humaine, cette électricité qui mène à presque tous les succès, lui aussi est usé, on connaît ses stances, ses discours rimés, ses trucs, et son « radicalisme » qui sent le souffre. D'ailleurs, cette fois, il n'est même pas certain d'être le seul candidat noir - le gouverneur de Virginie, M. Douglas Wilder, pourrait lui aussi se mettre sur les rangs, et donner lui, non dans le lyrisme, mais dans le pragmatisme, sans autre espoir que celui d'obtenir un succès d'estime. La liste, bien sûr, n'est pas close, mais la difficulté, pour le Parti démocrate, ne tient pas tant à l'absence d'oiseau rare, de candidat de choc, qu'à la faiblesse du parti lui-même, à l'inconsistance de ses positions politiques, et, disent certains militants avertis, à un certain manque de courage politique.

Même sur un sujet aussi « simple » que la nécessité d'introduire, sur le territoire américain, un minimum de contrôle sur le vente des armes à feu, on trouve des dirigeants du parti pour hésiter, freiner des quatre fers... Comment dans ces conditions aborder des problèmes autrement difficiles, comme le réformisme du système de santé, l'éducation, ou la situation de plus en plus désespérée où s'enfoncent une forte proportion de la population noire des grandes villes ?

Des candidats faibles et un parti divisé et indécis en face d'un président en majesté, comment les démocrates auraient-ils le moral à l'aube de cette campagne présidentielle ? Et pourtant, même si l'année ne leur apporte aucune divine surprise, il leur faudra bien aller au charbon, livrer bataille, qu'ils perdent à nouveau. Mais à perdre, au moins, honorablement, sous peine de compromettre leurs chances pour... 1996.

JAN KRAUZE

## EN BREF

CHINE : M. Han Dongfeng, fondateur du premier syndicat indépendant, a été libéré. - M. Han Dongfeng, fondateur et dirigeant du premier syndicat ouvrier chinois indépendant depuis 1949, emprisonné après l'écrasement du « printemps de Pékin », a été libéré dimanche 28 avril, a annoncé mercredi, à New-York, le groupe de défense des droits de l'homme Asia Watch, sans identifier ses sources. - (AFP)

Visite de ministre soviétique de la défense. - Le maréchal Dimitri Iassov, ministre soviétique de la défense, est arrivé vendredi 3 mai à Pékin pour une visite, qui avait dû être reportée l'an dernier en raison de la situation internationale et de la crise intérieure en URSS. La Chine souhaite acquiescer des armements soviétiques sophistiqués, y compris des chasseurs et peut-être des missiles, ont indiqué des sources diplomatiques. - (Reuters)

VIETNAM : les camps de rééducation. - Il ne reste plus dans les camps de rééducation datant de la fin de la guerre, en 1975, qu'une centaine de criminels « soviétiques de sang », qui refusent d'être rééduqués », a déclaré le ministre vietnamien de l'intérieur, M. Mai Chi Tho, dans un entretien publié mardi 30 avril par l'hebdomadaire officiel Grande Solidarité. La libération de toutes les personnes détenues dans ces camps est une des conditions posées par Washington à la normalisation de ses relations avec Hanoï (Le Monde du 23 avril). - (Reuters)

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lemaire, gérant

Directeur de la publication :

Bruno Frappat

Directeur de la rédaction :

Jacques Gué

Directeur de la gestion :

Manuel Lambert

Secrétaire général :

Thierry Frenet

Philippe Harman

Jacques-François Simon

Directeur des relations internationales :

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1989)

Jacques Fournet (1989-1992)

André Laurens (1982-1989)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUBOURG

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-69-25-25

Télécopieur : 40-69-25-99

ADMINISTRATIF :

1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY

94052 IVRY-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-69-22-25

Télécopieur : 49-60-30-10

**Le Monde** des  
**PHILATELISTES**  
MAI 1991  
**DOSSIER**  
LES TIMBRES ET LES CARTES POSTALES CITROËN  
● Histoire postale : l'exposition coloniale de 1931 à Paris.  
● Les timbres perforés d'Alsace-Lorraine.  
● Collections : les carnets de timbres des îles Anglo-Normandes.  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**ALANTOURS** « NORVÈGE »  
A LA DÉCOUVERTE DU MONDE DES FJORDS  
Circuits accompagnés  
8 jours/7 nuits Paris-Paris,  
pension complète : 7 680 F  
(départs juillet et août).  
Demandez la brochure SCANDINAVIE  
à votre agent de voyage ou ALANTOURS,  
5, rue Danielle Casanova 75001 Paris  
☎ (1) 42 96 58 78.

**Le Monde**  
**HEURES LOCALES**  
Le supplément  
consacré à la vie  
et aux initiatives  
des communes,  
départements  
et régions  
Chaque samedi - date dimanche-jud.

سنة ١٤١١ هـ



صلى الله عليه وسلم

CAMBODGE

Deux camps s'accusent mutuellement d'avoir rompu le cessez-le-feu

Phnom Penh

Le cessez-le-feu conclu à Phnom Penh le 29 septembre 1990, entre le régime royaliste du prince Norodom Ranariddh et les forces armées du peuple (FAP) du Front populaire libérateur (FPL), a été rompu par les deux camps.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

Le prince Norodom Ranariddh a déclaré que les FAP ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages royaux. Les FAP ont répondu que les royaux ont rompu le cessez-le-feu en attaquant des villages du FPL.

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : un revers pour M. Major

Les travaillistes ont remporté les élections locales en Angleterre et au pays de Galles

Le Parti travailliste sort nettement vainqueur des élections locales qui ont eu lieu, jeudi 2 mai, en Angleterre et au pays de Galles. Le transfert des voix en sa faveur par rapport au scrutin local de 1987 est de l'ordre de 5 %. Les travaillistes ont obtenu environ 38 % des suffrages et les conservateurs 36 %. Les démocrates libéraux enregistrent également des succès importants. Il semble donc désormais exclu que M. John Major procède à des élections générales anticipées avant cet été.

LONDRES

de notre correspondant

On votait jeudi dans tout le pays sauf en Ecosse, en Irlande du Nord et à Londres. Il s'agissait d'élire 12 370 conseillers locaux et municipaux. Les conservateurs ont perdu environ 780 sièges tandis que les travaillistes en ont gagné plus de 420 et les démocrates libéraux près de 450. Ce n'est pas un véritable désastre pour les Tories, mais il s'agit d'un sérieux revers.

Le phénomène le plus intéressant est la percée des travaillistes dans le sud du pays. La Grande-Bretagne est divisée depuis des lustres entre un Nord appauvri et désindustrialisé, où les travaillistes sont de loin majoritaires, et un Sud plus prospère, solidement tenu par les conservateurs. Le transfert des voix en faveur du

Labour a été de l'ordre de 10 % dans le Sud, nettement plus que dans le reste du pays. La chute de Plymouth, le grand port de guerre du Devon, à la frontière de la Cornouaille, est symbolique de ce mouvement. La ville était tenue depuis vingt-cinq ans par les conservateurs. Ceux-ci peuvent désormais s'interroger sur le bénéfice éventuel que leur apporterait le ralliement de M. David Owen, député de Plymouth, ancien transfuge du Parti travailliste, qui a fini par abandonner sa petite formation social-démocrate et n'appartient plus à aucun parti.

Séisme  
le centre gauche

On prêtait à M. Major l'intention de faire entrer M. Owen dans son gouvernement pour séduire un certain nombre d'électeurs de centre gauche qui ne font pas confiance aux capacités de M. Kinnoch de gouverner un jour le pays. Le fait que les électeurs mêmes de M. Owen aient massivement voté pour les travaillistes, lors d'un scrutin local, laisse mal augurer de cette stratégie.

Les travaillistes ont également emporté Nottingham, au cœur de la vieille Angleterre, et Blackpool, la station balnéaire située sur la mer d'Irlande, qui vit du tourisme populaire et des congrès. La victoire du Labour à Cardiff, la grande cité galloise, est une bonne nouvelle pour le Gallois qu'est M. Kinnoch. A Liverpool, cinq des six candidats d'extrême gauche, dissidents du Parti travailliste, qui s'étaient présentés

contre les candidats officiels du parti, ont été élus. L'événement confirme la persistance d'un courant d'extrême gauche dans cette ville mais ne semble pas constituer un véritable danger pour les travaillistes. La vie municipale a été en effet souvent mouvementée à Liverpool ces dernières années.

Les conservateurs perdent Canterbury, Winchester ainsi que l'ensemble du West-Lancashire. Les démocrates libéraux prennent le contrôle des conseils municipaux d'Eastbourne et de Turbay, deux villes plutôt cossues de la côte sud de l'Angleterre. Ils sont d'autant plus satisfaits de leur succès à Eastbourne

qu'ils ont remporté récemment une spectaculaire élection législative partielle dans cette ville. Ils deviennent également majoritaires au conseil municipal de Cheltenham, une ville moyenne située à 130 km à l'ouest de Londres, qui a été le théâtre d'une polémique interne au parti conservateur. L'état-major conservateur a décidé de présenter M. John Taylor, un candidat noir, aux prochaines élections législatives de Cheltenham. Certains conservateurs locaux ont publiquement désapprouvé ce choix, et se sont peut-être vengés en votant jeudi pour les démocrates libéraux...

DOMINIQUE DHOMBRES

AFRIQUE

Des Noirs pourraient participer au gouvernement sud-africain

Suite de la première page

Le président De Klerk a précisé que la loi serait « profondément remaniée ». Il cède ainsi, de manière spectaculaire, à l'une des sept revendications présentées au gouvernement par l'ANC, dans un ultimatum qui expire jeudi 9 mai.

Voté en 1982, l'Internal Security Act autorise les détentions arbitraires, les poursuites et déportations pour raisons politiques et le bannissement. Ce texte donne également aux autorités le pouvoir d'interdire des organisations, des publications et des rassemblements. La suppression de ces diverses mesures répressives – en vigueur, de facto, depuis le début des années 60 – devrait permettre de « lever les obstacles qui empêchent une participation normale à la vie politique », a souligné M. De Klerk.

Soucieux d'éviter un affrontement majeur avec l'ANC, le président De Klerk espère sans doute, 600 sans habileté, mettre l'organisation nationaliste au pied du mur. En affichant, à nouveau, sa volonté de dialogue, le numéro un sud-africain pousse l'ANC à assouplir, à son tour, sa position. La conférence tripartite, à laquelle le président De Klerk a convié l'ANC et l'Inkatha, afin de tenter d'enrayer la vague des violences qui ensanglantent le pays, reste fixée aux 24 et 25 mai, a déclaré le président De Klerk. L'ANC, qui a catégoriquement refusé de participer à ce sommet, reviendra-t-elle sur sa décision ? Le chef de l'Etat en a, publiquement émis le souhait : la porte « restera ouverte jusqu'au dernier moment », a-t-il insisté.

Autre mesure d'assouplissement : les derniers prisonniers de l'île de Robben-Island, où M. Nelson Mandela a passé l'essentiel de ses vingt-sept ans de captivité, vont être transférés dans une autre

prison, celle de Polismoor, située sur le continent, non loin de la ville du Cap. Selon les autorités, quarante-deux détenus se trouvent encore à Robben-Island. Celle-ci ne devrait abriter, désormais, que les seuls prisonniers de droit commun. La libération de tous les prisonniers politiques, prévue avant le 30 avril, selon les termes de l'accord signé en août par le gouvernement et l'ANC, est cependant loin encore d'être acquise. Selon la commission des droits de l'homme, seuls neuf cent trente-trois prisonniers politiques ont été relâchés depuis février 1990, et au moins sept cent trente-huit se trouvent toujours derrière les verrous. C.S.

YUGOSLAVIE

Neuf policiers tués en Croatie par des miliciens de la minorité serbe

Selon le président croate, M. Franjo Tudjman, au moins neuf policiers croates ont été tués et trois autres sont portés disparus à la suite des fusillades qui ont opposé, jeudi 2 mai, la police de la Croatie à des membres armés de la minorité serbe vivant à Borovo-Selo et à Poljica, dans l'est de la République.

L'armée fédérale, avec des chars, a été déployée pour rétablir l'ordre. Rectifiant le bilan diffusé auparavant par la télévision croate, faisant état de trente-cinq morts, M. Franjo Tudjman a accusé, dans la nuit de jeudi à vendredi, la Serbie d'être à l'origine de ces incidents, qui sont les plus sanglants jamais intervenus entre Serbes

et Croates depuis la seconde guerre mondiale. « Nous observons, je pourrais dire, le commencement d'une guerre ouverte contre la République de Croatie », a-t-il déclaré. Il a lancé un appel au calme, tout en soulignant que les relations avec la Serbie devraient être révisées et que la Croatie défendrait son territoire si nécessaire. « Nous venons de connaître les jours les plus tragiques de la courte histoire des nouvelles autorités démocratiques, un an après la victoire de la jeune démocratie en Croatie », a déclaré le président en faisant allusion aux élections pluralistes qui ont écarté les communistes du pouvoir l'année dernière. - (Reuter, AFP)

URSS

M. Gorbatchev promet de faire cesser les violences en Arménie

Au cours d'une conversation téléphonique avec le président du Soviet suprême arménien, M. Levon Ter-Petrosian, mercredi 1<sup>er</sup> mai, M. Mikhaïl Gorbatchev a promis qu'il prendrait des mesures pour faire cesser les violences interethniques dans le Caucase.

Selon un nouveau bilan, rendu public à Moscou, trente-six personnes ont trouvé la mort dans deux villages arméniens d'Azerbaïdjan pris d'assaut, mardi, par les forces du minis-

tère soviétique de l'intérieur et des unités spéciales (OMON) azéries.

Le président arménien a affirmé avoir la preuve que cette opération avait été préparée par le ministère soviétique de l'intérieur et le gouvernement communiste d'Azerbaïdjan pour entraver la marche de l'Arménie vers l'indépendance et renforcer l'autorité du président azerbaïdjanais Ayaz Moutalibov. - (Reuter)

NORVÈGE

"TOUR AUTO NORVÈGE"

Circuits individuels  
8 jours/7 nuits Paris-Paris,  
avion + voiture + hôtel  
à partir de : 6 630 F  
base 4 personnes  
(départs juillet et août).

Demandez la brochure SCANDINAVIE à votre agent de voyage ou ALANTOURS, 5, rue Danielle Casanova 75001 Paris

(1) 42 96 59 78.



Ni réforme  
ni révolution  
Depuis deux cents ans, l'argumentaire des conservateurs est immuable. Albert Hirschman en démonte l'architecture avec brio.

Albert O. Hirschman

Deux siècles  
de rhétorique  
réactionnaire



Fayard

L'espace du politique

298 p.  
120 F

C'est assez généralement à l'intersection de plusieurs approches que surgissent les livres qui bousculent les idées reçues et renouvellent les perspectives : l'axiome se vérifie une fois de plus avec le dernier livre d'Albert O. Hirschman...

La simple analyse est incapable de faire saisir le jaillissement de la réflexion et la richesse des aperçus sur quelques-uns des plus grands problèmes de la pensée politique.

Rena Rémont, Le Monde

Albert O. Hirschman montre comment, avec les mêmes raisons formulées parfois dans les mêmes termes, les droites ont refusé les libertés au XVIII<sup>e</sup> siècle, le suffrage universel au XIX<sup>e</sup>, et l'Etat-providence au XX<sup>e</sup>. Le résultat en est si édifiant et la lecture si actuelle que je recommande ce livre à tous ceux qui cherchent à établir un lien entre la politique et la politique.

Jean Dauterive, Le Nouvel Observateur

Collection "L'espace du politique" dirigée par Pierre Birbaumer

FAYARD

TWA, c'est l'Amérique en non-stop.

NEW YORK  
NEW YORK  
BOSTON  
WASHINGTON  
ST LOUIS  
LOS ANGELES

TWA, c'est l'Amérique sans escale depuis Paris, à partir du 2 mai. C'est l'Amérique 2 fois par jour avec les vols pour New York. C'est l'Amérique au quotidien pour Boston, Washington et St-Louis. Et 3 fois par semaine pour Los Angeles dès juin. Appelez votre agence de voyages ou TWA au 47 20 62 11 pour de plus amples informations.



LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE

## PROCHE-ORIENT

Un livre de Bob Woodward sur le conflit du Golfe

## Le chef d'état-major américain aurait préféré les sanctions à la guerre

WASHINGTON  
de notre correspondant

Le chef d'état-major américain, le général Colin Powell, penchait pour une politique de sanctions contre l'Irak, mais le président Bush a préféré la guerre. Telle est la «révélation» majeure d'un livre accueilli avec autant d'intérêt que de suspicion en raison de la personnalité de son auteur : Bob Woodward, célèbre pour son rôle dans la mise à nu du scandale du Watergate, mais dont les méthodes de travail et le style d'écriture font lever bien des soupçons. N'avait-il pas, dans un autre ouvrage, tiré de vastes conclusions d'un mot à peine audible qu'aurait grémelé devant lui, sur un lit d'hôpital, un ex-directeur de la CIA, mort au moment de la parution ?

Au Panama  
déjà

Cette fois, les mots ne parlent pas, mais le nouveau livre de Woodward, *Les Commandants*, dont le *Washington Post* a commencé à publier quelques extraits, se fonde sur des confidences faites sous la condition de l'anonymat et est écrit comme un roman - l'auteur ne cite pas ses sources, mais raconte ce qu'il a dit ou pensé les protagonistes.

Il semble toutefois qu'une partie des confidences recueillies proviennent du général Powell lui-même. Interrogé sur le livre, le président Bush, tout en prenant soigneuse-

ment ses distances et en disant tout le mal qu'il en pensait, n'a d'ailleurs pas démenti qu'il y ait eu une différence d'opinion entre lui-même et le chef d'état-major, premier personnage de la hiérarchie militaire américaine, subordonné direct du secrétaire à la défense. « Il doit donner son avis au commandant en chef (c'est-à-dire au président), a ainsi déclaré M. Bush à propos du général Powell, mais quand le commandant en chef prend une décision, il

salue et marche conformément aux ordres ».

Bob Woodward ne surprend en tout cas personne en dépeignant un président Bush qui penchait dès le début pour une solution militaire et faisait tout son possible pour convaincre les Saoudiens d'accepter l'assistance des Etats-Unis. Et on savait aussi déjà que le général Powell avait mis en garde contre toute intervention militaire précipitée, c'est-à-dire lancée avec des moyens insuffisants.

Mais, à en croire Woodward, ses réticences allaient plus loin et, au mois d'octobre dernier, il aurait fait valoir qu'une politique d'endiguement de l'Irak pouvait être couronnée de succès, même si elle risquait de prendre un an ou deux. M. Bush lui aurait alors répondu : « Je ne pense pas que politiquement il y ait suffisamment de temps pour une telle stratégie », avant d'ordonner le doublement des forces américaines dans le Golfe, ce qui traduisait la volonté d'en finir par la force.

Auparavant, le chef d'état-major aurait tenté en vain de faire valoir ses thèses auprès du secrétaire à la défense et du général Scowcroft, conseiller présidentiel. Il n'aurait retenu l'attention qu'auprès du secrétaire d'Etat James Baker - que ce dernier ait nourri peu d'enthousiasme pour la guerre est également une thèse généralement admise à Washington.

Autres indications dans ce livre : un analyste de la DIA (Défense Intelligence Agency) aurait annoncé que l'Irak allait envahir le Koweït deux jours avant que l'attaque n'ait lieu, dans l'espoir que la Maison Blanche adresserait une mise en garde dissuasive à Saddam Hussein.

Bob Woodward relate aussi les préparatifs d'une autre intervention militaire, l'invasion du Panama en décembre 1989. Cette fois encore, M. Bush aurait de longue date décidé d'intervenir à agir militairement et n'aurait cherché qu'un prétexte pour lancer l'attaque, alors même que le général Noriega s'appliquait à éviter tout incident avec les Etats-Unis.

J. K.

Selon un rapport du Sénat

## Washington a refusé de soutenir des dissidents militaires irakiens

Selon un rapport publié jeudi 2 mai par la commission des affaires étrangères du Sénat, les Etats-Unis ont refusé d'apporter leur soutien à un groupe de militaires irakiens dissidents qui avaient pris contact, début mars, avec l'opposition en vue de rallier la rébellion ou de préparer un éventuel coup d'Etat.

Ce rapport précise que des officiers irakiens étaient entrés en relation avec le comité d'action commune, qui regroupe toutes les tendances politiques de l'opposition en exil. « Ils envisageaient d'apporter des forces pouvant être décisives du côté des rebelles (...), mais ils voulaient d'abord recevoir

une indication que ces derniers disposaient du soutien des Etats-Unis », lit-on dans ce document.

Mais Washington, craignant un démantèlement de l'Irak, avait refusé des contacts publics avec les Kurdes et l'opposition, ce qui avait été interprété comme « une claire indication que les Etats-Unis ne soutenaient pas le rébellionnisme », a déclaré le porte-parole de la commission en ajoutant qu'« à la suite de ces signaux négatifs, les opposants militaires potentiels » étaient restés passifs « pendant qu'il ajoutait, « cela peut changer à tout moment ».

Pour sa part, le ministre israélien de l'habitat, M. Ariel Sharon, a accusé jeudi les Etats-Unis de vouloir contraindre Israël à accepter un échange « terre contre Juifs ». Le chef de file des « faucons » israéliens, qui a reçu mercredi à Washington le secrétaire d'Etat Bush, a reproché aux Etats-Unis d'exercer des pressions inadmissibles sur Israël en menaçant de suspendre des prêts financiers destinés à l'intégration de nouveaux immigrants.

Les propos de M. Sharon témoignent des divergences croissantes entre Israël et son allié américain du Proche-Orient. Après un séjour de trois jours à Jérusalem, M. Sharon n'a pu rencontrer son homologue américain, M. Jack Kemp, qu'à

titre privé et à l'ambassade d'Israël. Le secrétaire d'Etat James Baker est intervenu personnellement pour empêcher que le ministre israélien soit reçu officiellement. Le gouvernement israélien a remis jeudi une note de protestation à l'ambassadeur des Etats-Unis.

M. Hurd : l'occupation israélienne est un « poison »

A Amman, le secrétaire aux Affaires étrangères, M. Douglas Hurd, a sévèrement critiqué jeudi l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, « l'occupation israélienne qui continue, l'absence de solution, l'absence de justice pour les Palestiniens, sont un poison et une source d'instabilité pour le Proche-Orient », a-t-il dit à l'issue d'un entretien avec son homologue jordanien, M. Taher El Masmri.

Le chef de la diplomatie soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, est attendu en Jordanie, le 9 mai, dans le cadre d'une tournée au Proche-Orient. Après un séjour de quarante-huit heures à Amman, il se rendra en Israël pour la première visite d'un ministre soviétique des affaires étrangères dans ce pays. (AFP, Reuters)

En visite à Téhéran

## M. Roland Dumas prépare une rencontre entre M. Rafsadjani et M. Mitterrand

M. Roland Dumas devait être reçu par le président Ali Akbar Hachemi Rafsadjani et visiter un camp de réfugiés chiites, au cours de la visite de trente-six heures qu'il a entreprise vendredi 3 mai en Iran. Il devait également s'entretenir à trois reprises avec son homologue, M. Ali Akbar Velayati, ainsi qu'avec le ministre du pétrole.

M. Dumas a indiqué, avant de quitter Hongkong pour Téhéran, qu'il s'attachait à mettre au point une rencontre entre les présidents Mitterrand et Rafsadjani. L'idée, qui témoigne de la normalisation des relations entre les deux pays, avait été directement discutée par les deux dirigeants lors d'un entretien téléphonique pendant la guerre du Golfe, a précisé M. Dumas. Mais le choix du lieu de la rencontre, entre Paris et Téhéran, n'a pas encore été tranché.

Le ministre visitera samedi après-midi un camp de réfugiés chiites ayant fui la répression en Irak qui a été implanté par des Français dans la région septentrionale de Tahriz. Il se rendra dimanche au Koweït.

M. Dumas a indiqué que trois dossiers domineraient ses discussions avec les dirigeants iraniens : l'après-guerre du Golfe et l'annexion de la sécurité dans la région, que l'Iran souhaite débarrassée de toute ingérence étrangère, le sauvetage humanitaire des réfugiés kurdes et chiites, une entreprise dans laquelle Téhéran et Paris ont étroitement coopéré, ainsi que « la participation de l'Iran à l'effort de reconstruction » de l'Irak. Le gouvernement iranien a prévu de consacrer à cette immense tâche quelque 120 milliards de dollars (environ 700 mil-

liards de francs) au titre du plan quinquennal de 1990 à 1994.

M. Dumas entendait d'autre part « faire avancer la solution du contentieux financier qui a longtemps pesé sur les relations bilatérales ». Il porte essentiellement sur la fin du remboursement d'un prêt de 1 milliard de dollars consenti à la France par l'Iran du chah. Six réunions de travail n'ont pas permis à ce jour de trouver une solution à l'amiable, en dépit de la volonté politique d'aboutir proclamée de part et d'autre.

Avant de quitter Hongkong à l'issue d'une réunion des ambassadeurs de France dans la région, le ministre des affaires étrangères s'est déclaré « raisonnablement ambitieux » quant au renforcement de la présence française en Asie. Soulignant la volonté politique de développer la place économique et culturelle de la France, M. Dumas a admis que des efforts restent à accomplir. La part du marché asiatique dans le commerce extérieur français plafonne aujourd'hui à 2 % seulement, au lieu de 6 % à l'échelle mondiale. La France est, qui plus est, déficitaire de 37 milliards de francs, un montant qui représente près du tiers du déficit global français. (AFP)

M. Roland Dumas à Koweït-Ville. - Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, effectuera, dimanche 5 mai, une visite de quelques heures à Koweït-Ville, au cours de laquelle il sera reçu par l'émir Jaber Al Ahmad Al Sabah. Il rencontrera également son homologue koweïtien, Cheikh Salem Sabah Al-Salem.

Pour assurer la protection des réfugiés kurdes

## Les alliés étendent leur présence dans le nord de l'Irak

Des milliers de soldats alliés se déplaçant en camion, en jeep et en hélicoptère ont fait jeudi 2 mai un bond de 70 kilomètres à l'intérieur du nord de l'Irak, élargissant d'autant la zone de sécurité pour les réfugiés kurdes. Les alliés sont parvenus en fin d'après-midi à la ville d'Al Amadiyah, sans rencontrer de résistance de la part des quelques centaines de soldats irakiens présents dans le secteur.

Cette avancée intervient onze jours après la création par des troupes américaines, britanniques, françaises, néerlandaises et canadiennes d'une zone de sécurité autour de la ville de Zakho (nord-ouest de l'Irak), d'où les soldats irakiens ont été contraints de se retirer, permettant ainsi à des réfugiés kurdes de quitter les montagnes de la frontière turque pour rentrer en Irak.

Environ 2 500 hommes ont participé, sous le commandement du général américain Jay Garner, au mouvement de jeudi, qui doit permettre de rapatrier des réfugiés se trouvant dans des camps à proximité de la ville turque de Cukureca. Les irakiens se sont vu intimé l'ordre de maintenir leurs forces à 30 km au moins des positions alliées. Si l'on prend en compte ce *no man's land*, le secteur contrôlé par les alliés s'étend

sur une bande de 115 km sur 50 km. A Bagdad, le président Saddam Hussein a ordonné jeudi la démolition de son palais d'été de Sarsank, en plein cœur de la nouvelle zone de protection créée par les alliés, afin d'éviter qu'il ne leur serve de base.

Fermeture de la frontière turque

La Turquie a fermé jeudi soir le pont de Habour, principal passage frontalier avec l'Irak, interrompant les mouvements des soldats alliés, des organisations de secours et des réfugiés irakiens se rendant à Zakho dans le nord de l'Irak. Cette mesure pourrait être une riposte des autorités d'Ankara aux informations de la presse étrangère accusant des soldats turcs d'avoir volé des vivres dans des camps de réfugiés. Jeudi, Robert Fisk, correspondant au Proche-Orient du quotidien britannique *The Independent*, a été arrêté à Diyarbakir pour avoir publié un article mettant en cause les militaires d'Ankara. Il a été conduit de son hôtel au principal poste de police de la ville par six policiers en civil. Mercredi, un porte-parole du ministère des affaires étrangères avait dénoncé vivement cet article en le qualifiant de tendancieux et de faux. (AFP, Reuters, AP)

## M. Bush affirme « ne pas être pessimiste » sur les chances de paix

Le président George Bush a affirmé, jeudi 2 mai, « ne pas être pessimiste » quant aux chances de paix au Proche-Orient malgré de « gros obstacles ». Soulignant qu'il voulait poursuivre ses efforts, il n'a pas exclu que le secrétaire d'Etat James Baker puisse se rendre à nouveau dans la région. Il a toutefois déclaré à ce sujet qu'il n'avait « pas de plan immédiat ». Mais, a-t-il ajouté, « cela peut changer à tout moment ».

Pour sa part, le ministre israélien de l'habitat, M. Ariel Sharon, a accusé jeudi les Etats-Unis de vouloir contraindre Israël à accepter un échange « terre contre Juifs ». Le chef de file des « faucons » israéliens, qui a reçu mercredi à Washington le secrétaire d'Etat Bush, a reproché aux Etats-Unis d'exercer des pressions inadmissibles sur Israël en menaçant de suspendre des prêts financiers destinés à l'intégration de nouveaux immigrants.

Les propos de M. Sharon témoignent des divergences croissantes entre Israël et son allié américain du Proche-Orient. Après un séjour de trois jours à Jérusalem, M. Sharon n'a pu rencontrer son homologue américain, M. Jack Kemp, qu'à

## La chute du régime éthiopien pourrait entraîner l'arrêt de l'émigration des falachas vers Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

A mesure que progressent vers Addis-Abeba les troupes des rebelles tigréens opposés au régime du président Mengistu, l'inquiétude grandit à Jérusalem sur le sort des quelque 20 000 juifs éthiopiens (falachas), qui pour la plupart sont actuellement regroupés autour de la capitale. Venu principalement des provinces du Nord - Gondar et Tigré notamment - les falachas installés dans des camps de transit, vivraient dans des conditions de plus en plus difficiles.

Depuis la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, en novembre 1989, le départ des falachas vers Israël a été soumis aux aléas de la guerre civile éthiopienne, c'est-à-dire tour à tour favorisé ou, au contraire, bloqué, selon les humeurs du régime. Celui-ci entendait ainsi faire pression sur l'Etat hébreu pour obtenir ventes d'armes et soutien militaire dans sa lutte désespérée contre les rebelles du Tigré et de l'Erythrée dont les troupes ne sont plus qu'à une centaine de kilomètres de la capitale. « Nous avons peur », disent les porte-parole des juifs éthiopiens. Selon eux, la chute de Mengistu risquerait d'entraîner l'arrêt définitif de l'émigration des falachas, voire des représailles à

leur rencontre. Les rebelles nordistes, murmure-t-on à Jérusalem, bénéficieraient du soutien de la Libye et d'autres pays arabes dits « radicaux », ils considéreraient le régime d'Addis-Abeba comme « pro-israélien » et verraient dans l'Etat hébreu un des principaux soutiens au président éthiopien.

Mandaté par le président George Bush, un ancien sénateur américain, M. Rudy Boschwitz, devait se rendre sur place cette semaine, pour tenter d'accélérer le départ des falachas vers Israël. La presse israélienne se fait l'écho de multiples rumeurs concernant un possible « marché » : le colonel Mengistu se verrait garantir l'asile politique - « en Europe », assure-t-on - en contrepartie d'une transition politique « en douceur », favorable aux rebelles, et en échange aussi d'un accord sur le départ des falachas.

Toutefois, à Jérusalem, la prudence reste de rigueur. Chacun garde en mémoire les tristes péripéties de la fameuse « opération Moïse », en 1984 : un pont aérien, organisé à partir du Soudan, avait permis l'émigration de quelque 20 000 juifs éthiopiens, mais avait dû être interrompu brutalement après que la presse eut révélé l'existence.

ALAIN FRACHON

Malgré ses révélations sur la crise des otages américains à Téhéran en 1980

## M. Bani Sadr devrait pouvoir obtenir un visa pour les Etats-Unis

Le Département d'Etat américain a recommandé la délivrance d'un visa d'entrée aux Etats-Unis à l'ancien président iranien Abolhasan Bani Sadr. Le secrétaire d'Etat adjoint, M. Lawrence Eagleburger, a adressé, jeudi 2 mai, cette recommandation au Département de la Justice, à qui revient la décision finale.

Cette décision avait été retardée parce que M. Bani Sadr, président de l'Iran pendant la période de la crise des otages américains détenus à Téhéran. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater avait précisé jeudi : « Pour chaque membre du gouvernement iranien de cette époque (1979-80), nous étudions soigneusement une demande (de visa) ».

M. Bani Sadr avait adressé sa demande le 23 avril pour venir

promouvoir aux Etats-Unis, à partir du 2 mai, son dernier livre : « Mon tour de parler : Iran, la révolution et les accords secrets avec les Etats-Unis ». Dans ce livre, il affirme que les responsables de la campagne électorale de Ronald Reagan, pour assurer la défaite du président Jimmy Carter, avaient passé un accord secret avec l'Iran pour qu'il ne libère les otages américains qu'après l'élection de novembre 1980. Selon M. Bani Sadr, « il faut une fête de la CIA pour organiser un tel accord secret », et « cette fête n'était pas Reagan mais Bush ». « Donc, à mon avis, c'est Bush qui a organisé tout ça », a-t-il déclaré lors d'une interview diffusée jeudi par la télévision britannique Channel Four. (AFP)

## Le Monde

Édité par la SARI, Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Habert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 51437  
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-28-33

Imprimerie  
du « Monde »  
11, rue de Valenciennes  
93452 IVRY-SEINE CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.808 F

Le Monde  
PUBLICITE  
Jacques Lesourne, président  
Françoise Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
5, rue de Montesseny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F  
Tél. : 45-55-04-70. Société d'édition  
du journal Le Monde et Regie Presse SA

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10  
Tél. : 281.311 F

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-80-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG-LUXEMB-PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres de l'OCDE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 064 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner,  
renvoyer ce bulletin  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en  
indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois	<input type="checkbox"/>
6 mois	<input type="checkbox"/>
1 an	<input type="checkbox"/>

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Je m'engage à payer l'abonnement en espèces ou par chèque (à l'ordre de M. Bani Sadr) ou par carte de crédit (à l'ordre de M. Bani Sadr).

PP-Paris RP

كتاب الام



# POLITIQUE

La première visite dans l'île de M. Marchand

## Le ministre de l'intérieur considère le nouveau statut de la Corse comme un fait acquis

**« Il n'y a plus de projet Joxe, il y a une loi de la République ! »**  
C'est la formule, lancée, jeudi 2 mai, par M. Philippe Marchand, résume le message du premier voyage en Corse du successeur de M. Pierre Joxe au ministère de l'intérieur : la nouvelle loi statutaire est votée, il n'y a plus à discuter de ses orientations. Sous réserve de l'avis du Conseil constitutionnel, qui n'empêche pas de dormir M. Marchand, il faut veiller à sa mise en œuvre.

BASTIA

de notre envoyé spécial

Les hasards de la politique n'ont voulu que ce soit le ministre Marchand qui fasse voter le projet Joxe, le nouveau « M. Corse » du gouvernement. Il est venu bouter l'air de l'île pour comprendre de quel il retourne exactement et, aussi, pour se présenter à des Corse qui, sans le connaître, ont beaucoup entendu parler de lui. Pour sa première prise de contact, jeudi, avec une île qu'il n'avait, jusqu'alors, visitée qu'en touriste, le nouveau ministre a adopté un style bien différent de celui de M. Joxe. Accompagné de sa femme et de l'un de ses enfants, il a parlé en ministre, mais, aussi, en avocat de profession et en élu local de la région du... cognac. A la coopérative agricole de Casinca, il s'est employé à parler en technicien des problèmes de la viticulture, de la taille de la vigne au prix des vins. A la mairie annexée de Vescovato, dans la plaine, il a dit : « Je ne me sens pas dépaycé », car il retrouvait dans les problèmes du maire socialiste, M. Marchionni, les préoccupations de beaucoup d'élus locaux du continent : animation des cités, sécurité, investissements éducatifs.

Lorsque le cortège a grimpé la route en lacets pour aller dans le village au vieux village de Penta-di-Casina, lorsqu'il a parcouru à pied, sous la pluie, les étroits, entre les façades hautes et sévères des maisons anciennes, sous le regard immobile des vieilles du village derrière les volets mi-clos, lorsqu'il est entré dans la petite église, la magie de la Corse a commencé d'opérer. Et lorsqu'il a, en réponse à M. Castelli, le maire communiste en rupture de parti, évoqué « l'âme corse », la « nécessité de respecter ce passé magnifique » et « cette immense

culture », il était évident que ce propos dépassait la simple courtoisie envers ses hôtes.

S'il a, en ce premier après-midi, senti quelque chose de la réalité profonde de la Corse, M. Marchand ne s'est pas départi de la posture modeste qu'il avait choisie. Venu non pour annoncer des nouveautés, mais pour « travailler et écouter », il s'est employé, surtout, à assurer le suivi d'un dossier pris en cours de route : plus d'audiences en série des forces politiques de l'île, mais des rencontres avec les acteurs de la société civile corse ; plus d'exposés longs et nourris, destinés à convaincre de la justesse des orientations retenues, mais le bref rappel que le texte du gouvernement vise à assurer un « mieux-être » de l'île, à « faciliter la décentralisation et le développement économique, social et culturel de la Corse » et que « le dynamisme des Corse eux-mêmes et, aussi, l'engagement de l'Etat seront garants des succès de l'entreprise ».

### Les problèmes de sécurité

Évoquer l'engagement de l'Etat en Corse, surtout pour le ministre de la police, c'est parler, d'abord, du problème du respect de la loi et de l'ordre public. M. Marchand a abondamment le ton décontracté, presque badin, qu'il avait souvent employé, jusqu'alors, au cours de sa visite. Il a confirmé implicitement ce que l'on pressentait : maintenant que le gouvernement a mené à terme une démarche politique prenant en compte une partie des revendications autonomistes et nationalistes, la police d'Etat n'a plus l'attitude relative-ment souple qu'elle devait rendre possible et accompagner cette démarche politique. M. Marchand a l'intention de faire en sorte que « les problèmes de sécurité soient mieux traités que précédemment », et il est décidé à faire en sorte que « l'autorité de l'Etat soit respectée ». Déjà, outre les nominations dans l'appareil judiciaire local, la hiérarchie policière de l'île a été renouvelée au niveau du préfet de police, mais aussi de la direction de la police judiciaire, de la police de l'île et des frontières et des renseignements généraux.

M. Marchand a été directement confronté à l'un de ces problèmes de sécurité : lors de sa visite à la coopérative de Casinca, il a rencontré deux des membres de la famille Novignon, des pieds-noirs réinstallés en Corse, dont le domaine agricole de Lingui-zetta avait été la cible d'un attentat à

l'explosif le 30 avril (le Monde du 3 mai). Ces deux personnes, qui avaient auparavant expliqué à un collaborateur du ministre que la situation ici est « pire qu'en Nouvelle-Calédonie », ont exprimé à M. Marchand leur inquiétude et leurs incertitudes sur leur avenir dans l'île. Le ministre, tour comme le préfet de la Haute-Corse, M. Henri Hurand, leur a assuré que leur sécurité sera garantie (1). Lors d'une conférence de presse à Bastia, M. Marchand a précisé qu'il s'agit, à ses yeux, d'une « affaire grave » et que des instructions ont été données « pour que le maximum soit fait afin de trouver les auteurs » de l'attentat.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) Notre correspondant en Haute-Corse, Michel Codacci-Pignelli, indique que ce dénominateur de 10 hectares avait déjà été occupé en 1983 par des agriculteurs de la FDSEA qui reprochaient à la famille Novignon de ne pas vivre en Corse et d'abandonner, selon eux, l'exploitation agricole des terres au bénéfice d'activités touristiques. Plus récemment, le 15 avril 1991, ce sont des militants du Syndicat corse de l'agriculture (SCA) nationaux qui avaient occupé une autre propriété agricole de la famille Novignon à France, à quelques kilomètres de là. Les agriculteurs nationaux y dénonçaient « les risques de vente du domaine à des fins touristiques sans le contrôle de la SAFER ».

Par ailleurs, les observateurs sur l'île jugent que du point de vue du mouvement Rénouveau, qui a signé l'attentat, il s'agit plus d'une démonstration de force que d'un véritable acte de rébellion. D'ailleurs, les observateurs sur l'île jugent que du point de vue du mouvement Rénouveau, qui a signé l'attentat, il s'agit plus d'une démonstration de force que d'un véritable acte de rébellion. D'ailleurs, les observateurs sur l'île jugent que du point de vue du mouvement Rénouveau, qui a signé l'attentat, il s'agit plus d'une démonstration de force que d'un véritable acte de rébellion.

Deux ans après son élection

## Les embarras municipaux du maire de Béziers

Béziers, deuxième ville de l'Hérault, confrontée au chômage, à la reconversion de la viticulture et au vieillissement de sa population, n'avait pas besoin d'ajouter à ces difficultés une crise municipale. Et pourtant, elle y est plongée, depuis qu'une partie de la majorité du nouveau maire socialiste, M. Alain Barrau, élu en 1989, a décidé de le quitter et qu'une autre a refusé de voter le budget de la ville avant de se rallier finalement du bout des lèvres (le Monde des 6, 14 et 15 avril).

BÉZIER

de notre correspondant

« Allons Béziers ! », la liste d'ouverture qui avait permis à M. Barrau de ravir, à quarante-trois ans, le pouvoir municipal à M. Georges Fontès, ancien secrétaire d'Etat RPR aux anciens combattants du gouvernement de cohabitation de M. Jacques Chirac, est désormais minée par les échos d'une querelle entre les élus d'extrême gauche et les élus de droite. Quatre conseillers municipaux ont démissionné des adjoints chargés de l'urbanisme, M. Jean-Paul Coultouma (écologiste), et de la formation, M. Gilbert Aubry. La crise de confiance touche au total douze élus, et parmi eux cinq conseillers socialistes qui ne cachent plus leur amertume.

« Tout est centralisé autour de M. Barrau et de son cabinet », explique le député socialiste aux affaires scolaires, M. Gilles Despaux, l'un des contestataires. Les élus n'ont aucun pouvoir et sont trop souvent écartés de ce qui se passe dans le secret du cabinet du maire. On ne répond même pas à notre courrier. Cela nous prive de l'envie de venir à la mairie. Les Biterrois le sentaient bien et attendaient que l'on secoue le cocotier. A ces griefs s'ajoute le sentiment que les grands dossiers n'avancent pas.

La plupart sont encore à l'état d'études. Il est vrai que la dette de la ville (1,3 milliard de francs) freine

considérablement l'investissement. Le vent de la fronde soufflait depuis plusieurs mois, mais M. Barrau ne l'a pas vu venir, aveuglé peut-être par sa réussite. Le parcours littéraire de cet homme au physique imposant et au sourire jovial, s'était jusqu'à présent déroulé sans accroc. Formé dans l'appareil parisien du PS, ce « parachuté » avait réalisé un sans-faute en étant élu député en 1986, conseiller général en 1988, maire en 1989.

Sa liste « Allons Béziers ! » rassemblait un bel échantillon de la « société civile » locale, composée d'hommes et de femmes très ancrés localement, pas forcément socialistes, peu enclins à se contenter de tolérer une trop forte centralisation du pouvoir au sein d'un cabinet de maire. « Nous, Occitans, sommes ouverts aux étrangers, mais nous ne supportons pas qu'un Parisien vienne nous donner des leçons », remarque un conseiller municipal qui, hier encore, soutenait le nouveau maire.

### Culture de l'échec

M. Barrau accuse le coup et sent bien qu'il lui faut rectifier le tir. « Il ne faut jamais sous-estimer ce type d'échec », dit-il. Des amis qui se retournent contre vous sont prévenants, ça n'est pas rien, explique-t-il en convenant de la nécessité de revoir le fonctionnement de son cabinet. Son rôle doit évoluer de manière à faciliter le contact entre les élus et le plus solent plus directement en première ligne. Les adjoints viennent effectivement de recevoir en toute hâte de véritables délégations, avec pouvoirs de signature. Le nouvel adjoint à l'urbanisme pourra, par exemple, signer les permis de construire alors que cette formalité lui était auparavant interdite. Quant au directeur de cabinet, le plus visé par les élus frondeurs, il devrait bientôt changer de poste.

M. Barrau reconnaît aussi qu'il a peut-être trop fait rêver, autour de lui, à un moment où les Biterrois désespèrent de la ville : « Il y a un

décalage entre l'image que l'on a donnée de notre enthousiasme au moment de la campagne, l'état réel de la ville, difficile au plan économique et démographique, et les réalités qui le sous-tendent (...). Le développement social des quartiers, une politique culturelle. Ces acquis sont réels et reconnus. Mais il nous faut maintenant être plus concrets, plus proches des préoccupations quotidiennes, et tenir ce que nous avons promis ».

Dans son proche entourage, on s'interroge avec angoisse sur la « culture de l'échec politique » qui semble planer sur la ville. En 1983, le maire communiste sortant, Paul Balmigère, avait fait les frais de la division de la gauche. En 1989, M. Georges Fontès avait été victime des critiques de ses propres adjoints avant de s'incliner devant M. Barrau. Un maire, un mandat.

En ville, comme dans les locaux du conseil général de l'Hérault, nombreux sont ceux qui croient voir derrière cette crise municipale la main du maire de Montpellier, M. Georges Frêche, qui contrôle la fédération socialiste de l'Hérault. Les cinq élus socialistes responsables de la fronde appartiennent, comme M. Frêche, au courant jospiniste alors que M. Barrau est fabiusiste.

« Je ne vois pas qu'il innervait M. Frêche à agir de la sorte », répond M. Barrau en refusant d'accréditer cette thèse. Les cinq conseillers socialistes nient également l'existence d'une tentative de déstabilisation légitimée. M. Frêche n'a-t-il pas été mandaté par la fédération de l'Hérault entre les deux votes du budget municipal pour, justement, ramener les bras égarés dans la bergerie et ne l'a-t-il pas fait avec succès ?

Il n'en reste pas moins que la majorité du maire de Béziers est à l'heure d'être renouvelée. On ne peut pas dire qu'il n'y ait rien de nouveau dans cette situation iconoclaste. M. Barrau a mis, de l'eau dans son vin, ce qui, ici, est hors norme.

JACQUES MONIN

La célébration du 10 mai par le PS

## M. Mauroy souligne que l'élaboration de leur nouveau « projet » doit mobiliser les socialistes

M. Pierre Mauroy a présenté, jeudi 2 mai, la campagne du PS pour le dixième anniversaire du 10 mai 1981 (le Monde du 3 mai), en soulignant « le grand devoir des socialistes » du slogan reteau (« dix ans qu'un rêve ») et en affirmant que le « projet du PS pour l'an 2000 est le projet de la France ». C'est la grande interrogation et le grand devoir des socialistes. Le bureau exécutif, qui s'est réuni jeudi, n'est pas revenu sur la préparation de ce projet ni sur la question de l'avancement de la date du congrès, à l'occasion duquel il pourrait être adopté. M. Mauroy avait réaffirmé, le 29 avril, sur RTL, son souhait d'avoir un congrès avant la fin de l'année, qui permette de mettre à plat tous les problèmes qui gênent les socialistes maintenant.

Le bureau exécutif a discuté, en revanche, de la création de commissions d'enquête parlementaires, proposée par le PS à l'Assemblée nationale et au Sénat, sur les ressources des partis politiques avant la loi de janvier 1990 instituant un financement public. L'opposition exigeait des postes de responsabilité dans ces commissions, les socialistes pourraient accepter de lui abandonner la présidence de celle de l'Assemblée, en prenant le poste de rapporteur, à condition que l'inverse soit fait pour celle du Sénat, où la droite est majoritaire. Les dirigeants socialistes se sont félicités, d'autre part, que le gouvernement ait présenté « les bases d'une réflexion indispensable et urgente » sur les retraites. Ils souhaitent que « le débat concerne

l'ensemble des régimes de retraite et pas uniquement le régime général ». Le PS estime, en effet, que « des enseignements utiles peuvent être tirés des modes de fonctionnement des régimes complémentaires, regardés par les partenaires sociaux comme des références ». Il souligne que « les conditions actuelles de calcul des pensions conduisent à des injustices pour les travailleurs ayant des carrières longues ». Il demande que « les mesures de renouveau puissent aller au-delà de la garantie du pouvoir d'achat » soient « prioritairement affectées aux petites pensions et, notamment, aux pensions de reversion, qui concernent beaucoup de veuves ».

## « Le président a fini par découvrir que j'étais capable de loyauté »

déclare le premier ministre

La station locale Radio J a interrogé plusieurs personnalités socialistes à l'occasion du dixième anniversaire de la victoire de la gauche en 1981. Parmi les déclarations qu'elle a recueillies et qu'elle diffusera les 5 et 10 mai, celles de M. Michel Rocard portent, notamment, sur les rapports entre M. François Mitterrand et lui-même. « Je crois pouvoir dire qu'il y a, dans nos relations, une assez grande confiance, indique le premier ministre. Le président a fini par découvrir que j'étais capable de loyauté, et je m'astreins à être à ses injonctions ».

Comme on lui demande si sa nomination au poste de premier

ministre, en 1988, était « un remerciement pour la part [qu'il avait] prise dans la campagne, une mise à l'épreuve ou un piège », M. Rocard répond : « Ajouter : une formidable chance, et je répondrai : tout à la fois. C'est vrai que j'ai mené activement ma part dans la campagne électorale (...). C'était sûrement une occasion, pour le président, de vérifier si j'avais, oui ou non, des capacités à ce niveau-là. Cela a constitué une très grande chance, c'est vrai, et si j'avais échoué dans cette fonction, c'est été un piège, mais, apparemment, il n'y a pas de piège, parce que, premièrement, je suis toujours là et que, deuxièmement, au bout de trente-six mois de fonction, je me

porte un peu mieux que mes prédécesseurs. J'ai encore du travail pas fini. » Au sujet du Parti socialiste, M. Rocard estime qu'il « a des statuts internes impossibles, qui transforment une compétition momentané (le congrès) en fabrication de clientèles et en bataille permanente ». Par ailleurs, d'une réforme de ces statuts, le premier ministre propose que « le comité directeur soit élu sur des bases relativement différentes, au sein des modes d'élection distincts pour une, ou deux, ou trois catégories de délégués », mais, ajoute-t-il, « je ne veux rien faire, parce que je crois qu'il faut qu'on en discute tous ensemble ».

## Près de la moitié des Français jugent que la victoire de M. Mitterrand était une « bonne chose »

Selon le dernier « baromètre » de la SFOPES pour le Figaro (enquête réalisée du 22 au 24 avril auprès d'un échantillon de mille personnes), MM. François Mitterrand et Michel Rocard voient, en un mois, leur cote de confiance sensiblement baisser. Le président de la République perd cinq points par rapport au mois précédent : 52 % des Français lui font confiance, 42 % ont de lui une opinion négative. Le premier ministre perd trois points : 50 % d'opinions favorables, 45 % de négatives. Toutefois, M. Rocard demeure en tête (51 %) des personnalités politiques de gauche auxquelles les Français voudraient voir jouer « un rôle important au cours des mois à venir », devant MM. Jacques Delors (30 %) et Jean-Louis Debré (24 %). A droite, M. Simone Veil reste en tête (46 %), suivie de MM. Michel Noir (42 %) et Jacques Chirac (40 %).

Deux sondages situent, d'autre part, l'état d'esprit des Français après dix années de « mitterrandisme ». La première étude, faite par BVA pour Paris-Match (mille neuf personnes interrogées les 24 et 25 avril) établit que, pour 48 % des Français, l'élection en 1981 de M. Mitterrand a été « une

bonne chose pour la France », alors que 26 % d'entre eux sont d'un avis opposé : 69 % des personnes interrogées (+23 points en un an) considèrent que M. Mitterrand est « un grand homme d'Etat » et « qu'il représente bien la France ».

### La montée du Front national

Mais une majorité semble ne pas connaître l'homme privé : 65 % des Français ignorent la religion d'origine du chef de l'Etat, et 10 % d'entre eux seulement épellent correctement le nom du président de la République ; 46 % des personnes interrogées estiment que le rôle de la France dans le monde s'est renforcé depuis dix ans, 30 % jugeant qu'il est identique, et 16 % qu'il est moins important. En revanche, 48 % des personnes interrogées (contre 39 %) estiment que la société française « a changé en mal », et 49 % que « l'économie française s'est affaiblie », soit une progression d'opinions négatives de 16 points en un an.

La seconde enquête, réalisée par Louis-Harris pour Profession politi-

que (mille quatre personnes interrogées les 24 et 25 avril), indique qu'aux yeux des Français la poussée du Front national et le déclin du PCF sont les deux événements les plus marquants de la décennie écoulée. Pour 38 % des personnes interrogées, la montée en puissance du parti de M. Jean-Marie Le Pen est l'événement politique majeur. Pour 28 % d'entre elles, c'est la chute du Parti communiste qui constitue cet événement.

Au cours de ces dix dernières années, les Français ont également retenu, comme faits majeurs, la cohabitation (26 %). En perte de crédit des partis politiques (24 %), ainsi que de personnalités extérieures comme MM. Bernard Tapie ou Bernard Kouchner (23 %).

■ M. Chirac : la France affaiblie. — M. Jacques Chirac, invité à dresser le bilan de la décennie écoulée, jeudi 2 mai, sur RTL, a déclaré que « la France sortira affaiblie de cette période ». Parmi les « échecs » de la décennie, l'ancien premier ministre a relevé « le chômage des jeunes, l'éducation nationale, la sécurité, la justice, qui, trop souvent, font l'objet d'interventions de la part de l'Etat ». Favorable à certaines adaptations de la Constitution, il a cité « l'élargissement du champ d'application du référendum, la modification du Conseil supérieur de la magistrature et la réduction du mandat présidentiel à cinq ans ».

■ Le PCF estime que la récolte du PS « n'est pas bonne ». — Commentant, jeudi 2 mai, le slogan de la campagne d'affiches du PS pour le dixième anniversaire de l'élection de M. François Mitterrand, « dix ans qu'un rêve », M. Claude Billard, membre du bureau politique du PCF, a déclaré que « la récolte n'est pas bonne ». Selon lui, « les dix ans de la présidence de M. Mitterrand se traduisent par toujours plus d'inégalités, un chômage qui s'accroît, une priorité qui se développe ». « Nous ne nous sentons pas complaisants des résultats de cette politique », a indiqué le dirigeant communiste. Pendant toute une période, un certain nombre d'avancées ont été obtenues, qui, aujourd'hui, sont remises en cause. »

A Tomblaine (Meurthe-et-Moselle)

## Histoire de gifles

NANCY

de notre correspondant

La crise qui a secoué, depuis dix mois, la municipalité socialiste de Tomblaine (Meurthe-et-Moselle) s'est enrichie, mercredi 1<sup>er</sup> mai, d'un nouvel épisode. Le premier adjoint, M. Jean-Paul Lacroix, a porté plainte contre le maire, M. Job Durupt, ancien député, qu'il accuse de l'avoir giflé au cours d'une commémoration de la fête du travail.

Le « giflé » affirme que le « gifleur » a refusé qu'il vienne fleurir, avec d'autres conseillers, les tombes des élus décédés at qu'il l'a souffleté devant témoins. A l'appui, M. Lacroix a produit un certificat médical.

B. M.



## SOCIÉTÉ

Alors qu'un bilan provisoire fait état de 92 000 morts

## L'aide internationale converge vers le Bangladesh

Tandis que les rescapés, de l'eau boueuse jusqu'au cou, s'agglutinent autour des rares hélicoptères et canots de sauvetage qui atteignent leurs îles submergées, le bilan du très violent cyclone tropical qui a balayé les côtes sud-est du Bangladesh le 30 avril ne cesse de s'alourdir.

Trois jours après la catastrophe, les autorités locales avançaient le chiffre officiel de 92 000 morts. Des milliers d'autres personnes sont toujours portées disparues. Le ministre des finances du Bangladesh, M. Saifur Rahman, interviewé par

la chaîne de télévision américaine CNN, a dit qu'en se fondant sur « les expériences passées », on pouvait penser que le bilan pourrait atteindre les 200 000 morts.

Dans le monde entier, on se concentre pour envoyer les aides en vivres, en matériel, en médicaments et en argent, que le gouvernement du Bangladesh a officiellement demandées.

Le CEE a décidé d'allouer au Bangladesh une somme de 12 millions de dollars dont les trois quarts seront consacrés à l'achat de blé et d'huile

végétale. Le Canada vient de débiter une aide de 1,2 million de dollars (américains), dont la plus grande partie ira à différentes organisations telles que la Croix-Rouge ou le Bureau du coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO).

Les États-Unis ont promis 20 millions de dollars.

Trois avions saoudiens transportant des secours devaient arriver à Dacca la soirée du 2 mai.

Quant à la Grande-Bretagne - le Bangladesh, alors partie intégrante des Indes, a été colonie

britannique de 1772 à 1947, - elle a déjà accordé une aide de 2,5 millions de livres, mais le gouvernement a fait savoir qu'il pourrait envoyer une aide supplémentaire dès qu'il aura une « idée plus précise de ce qui est nécessaire dans cette situation tragique ».

L'Inde a débiter 750 000 dollars et mis trois hélicoptères à la disposition de son voisin. L'aide consentie par l'Allemagne et les Pays-Bas est respectivement de 150 000 et 1,1 million de dollars. - (AFP, UPI.)

## Un pays en dérive

BANGKOK

de notre correspondant

Le Bangladesh est un mouvoir. Comment ne pas y songer en voyant défilier les images des ravages provoqués sur la côte sud-est du Bengale par le cyclone qui s'y est abattu en début de semaine ? Il y a déjà plus de 47 000 morts, avançant-on jeudi 2 mai en fin d'après-midi à Dacca, de source officielle. Le ministre bangladais des finances, M. Saifur Rahman, a même redouté que le nombre des victimes atteigne 200 000. « Des centaines de corps ont commencé à flotter en direction des côtes », a rapporté, de son côté, après avoir inspecté les régions sinistrées, le ministre chargé de l'aide, M. Lutfar Rahman Khan. Et il a évoqué une « crise nationale ».

Les vagues de 6 mètres de hauteur, la montée du niveau de la mer et les vents d'une force inouïe ont, en effet, tout balayé sur leur passage dans la région du port de Chittagong et des bouées du Brahmapoutre. Au moins 11 000 morts sur l'île de Maheshkhali, 8 000 sur celle de Kutubdia, 5 000

à Sandwip, 3 000 à Hatiya, sans parler de 10 000 victimes dans la région côtière de Chokoria. Tels étaient déjà, jeudi, les premiers décomptes en pertes humaines. Le cyclone s'est abattu sur une région où vivent une dizaine de millions de personnes, sur les 110 millions d'habitants que compte le pays.

## Une demande d'hélicoptères

La population avait été alertée. Par la radio, par haut-parleur. Depuis qu'un cyclone avait fait des centaines de milliers de victimes en 1970, on avait même construit des refuges en béton un peu partout. Mais comment avertir les pêcheurs et les paysans trop pauvres pour s'offrir une radio ? Et comment, de toute façon, faire face à de telles catastrophes dans l'un des pays les plus démunis de la planète, où le revenu par tête est évalué à 1 000 F par an et où la densité de la population s'élève à pas moins de 770 habitants par kilomètre carré ?

Depuis mardi, des embarcations dont les passagers ont été balayés

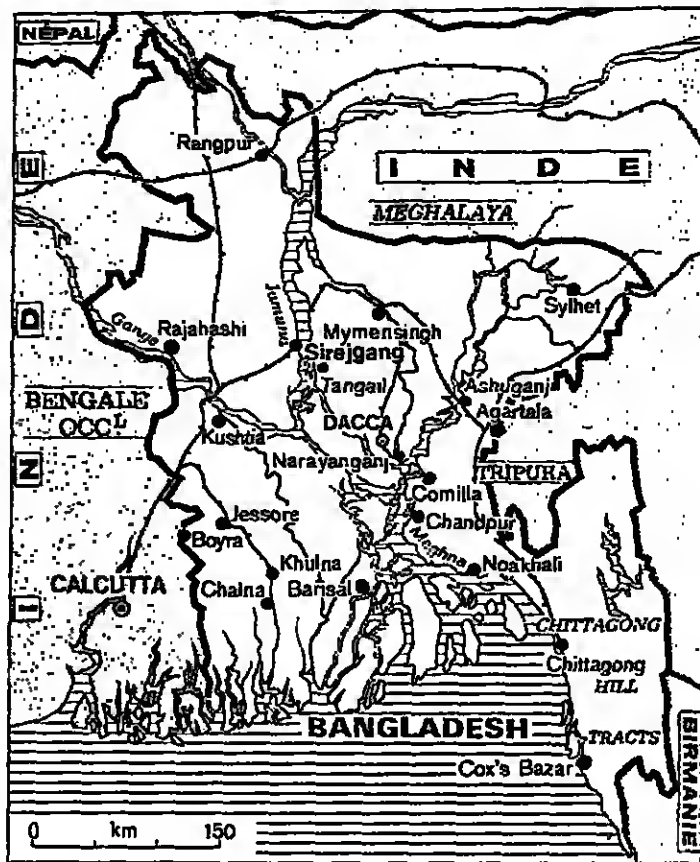
par le cyclone dérivent un peu partout sur les côtes comme à l'embouchure des fleuves. Des dizaines de milliers de survivants, sans abri et privés de toute nourriture, attendent désespérément les premiers secours. Car, aux pertes humaines déjà enregistrées, il faut ajouter celle des biens. Logements détruits, provisions épuisées, troupeaux dévastés. Le port de Chittagong a subi de graves dommages. Au sein des deux tiers du cheptel seraient perdus. Les récoltes ont été dévastées. Les dégâts subis ont été estimés à près d'un demi-milliard de dollars, et certains pensent qu'ils atteindront le double. Pour se faire une idée de l'ampleur du désastre, il suffit de se rappeler que le budget national du Bangladesh est d'environ 2 milliards de dollars, ce qui représente également le montant global de l'aide étrangère perçue par ce pays chaque année.

Il est encore bien trop tôt pour mesurer tous les effets du cyclone, mais la région dévastée sera durablement menacée par la disette. A cela, il faut ajouter tous les maux qui accompagnent ce genre de catastrophe, des épidémies de dys-

enterie et de la propagation du paludisme aux classiques morsures de serpent. L'assistance étrangère, qui se manifeste plus lentement que par le passé, est impérieuse. Les autorités réclament non seulement des aides alimentaires et sanitaires, mais également des moyens de transport, notamment des hélicoptères, pour tenter de secourir les populations isolées par les eaux et sans moyen de communication avec le reste du monde.

Sur le plan politique, enfin, l'épreuve est redoutable pour le jeune gouvernement de M<sup>re</sup> Khaleda Zia, qui a pris ses fonctions le 19 mars au lendemain de sa victoire électorale. Il va falloir gérer l'aide et le faire sans prêter aux accusations de détournement et de corruption, comme ce fut souvent le cas lors des catastrophes précédentes. Des dirigeants de l'opposition ont déjà souhaité être associés à l'organisation des secours, de façon à limiter une polémique sur la distribution de l'aide. De toute façon, M<sup>re</sup> Khaleda doit trouver un moyen d'éviter la politisation de ce débat-là.

JEAN-CLAUDE POMONTI



## Apprendre à vivre avec les inondations

Avant la catastrophe du 30 avril, on débattait de projets pharaoniques pour domestiquer les fleuves

Faut-il domestiquer les trois « Tigres » du Bengale, le Brahmapoutre, le Ganga et le Maghna, ces fleuves monstrueux et imprévisibles, mais nourriciers ? L'équilibre naturel, économique et humain, du « pays éponge » ainsi transformé, ses 115 millions d'habitants vivront-ils mieux ? Notre envoyé spécial Laurent Zecchini, qui sa trouvait au Bangladesh juste avant la catastrophe du 30 avril, a constaté que les experts occidentaux, qui présentaient des projets pharaoniques, font preuve désormais d'une grande modestie. Les Bangladais, eux, se demandent s'ils ne sont pas condamnés à vivre avec les inondations.

SIRAJGANJ (rive du Brahmapoutre) de notre envoyé spécial

La largeur du fleuve dépasse l'horizon brumeux. Des pirogues effilées, la lisse au ras de l'eau, transportent des sacs de farine. Elles sont propulsées par des moteurs de pompe hydraulique que les organisations humanitaires destinaient à un autre usage. Un fatras de véhicules, d'animaux et de voyageurs encombre des bacs poussifs qui traversent avec un « teuf-teuf » nanchalant. Un vieux pêcheur, habillé d'un chapeau de paille et d'un bout de pagne, jette dans un arc de son bras un filet soulevé bredouille. Il travaille quinze jours par mois, la quinzaine autorisée par le cycle de la lune. Sa prise est de 1 à 3 kilos par jour et, au marché, on lui donne environ 8 takas (1) pour une poignée de poissons.

Sur le fleuve, les « chars », ces bancs de sable blanc, envahissent la surface de l'eau, comme des îlots d'hippopotames baladeurs. Ils naissent et disparaissent au gré d'une alchimie de courants. Le fleuve est vivant, insaisissable. Le Brahmapoutre est un fleuve « à tresses », le crasse sans arrêt sur lui, se dédouble à l'infini. En saison sèche, sa largeur, à Sirajganj, est d'environ 4 kilomètres. Sous l'influence des pluies de la mousson, les paysages s'évanouissent. Les basses terres immergées, l'univers aquatique devient sans limites : c'est le moment privilégié du cycle de reproduction des pois-

sons. Chacun, même les cultivateurs, devient alors pêcheur. Le poisson fournit 80 % des protéines animales consommées par les Bangladais. En un sens, le Bangladesh est un « don » du Brahmapoutre, du Gange et de la Meghna.

Nul ne sait ce qu'il adviendra des pêcheurs et de leurs poissons, si l'on s'avise de domestiquer les trois « Tigres » du Bengale en les contraignant dans leur lit. Mais, en effet, il faut « faire quelque chose » pour tenter de limiter leurs excès. Parfois, l'eau tue davantage qu'elle ne nourrit. C'était en septembre 1988 et la mémoire collective ne se souvenait pas d'un tel spectacle : Dacca, la capitale, devenue Venise lépreuse, palangeait, asséchée par la « mer ». Le pays, noyé sur 60 % de son territoire, était à la dérive. 45 millions d'habitants avaient trouvé refuge sur les moindres hauteurs. Il y eut environ 1 700 morts, et les dégâts s'élevèrent à 1,3 milliard de dollars. La communauté internationale, qui assistait sur ses écrans de télévision au spectacle d'un pays devenu Atlantide, en fut choquée.

## Une mentalité d'assisté

Les autorités du Bangladesh, exploitées par cette compassion occidentale, ont exagéré les conséquences de la catastrophe. Les paysans firent de même, pour obtenir davantage d'aides gouvernementales. En 1988, comme en 1987, cette mentalité d'assisté qui était devenue un trait dominant de la société bangladaise, se renforça. M<sup>re</sup> Danielle Mitterrand, venue exprimer la « solidarité » française, fit part de son émotion. La France prit son bâton de pèlerin pour mobiliser la communauté internationale. Devant les Nations unies, le chef de l'Etat proposa que la « stabilisation des fleuves qui inondent le Bangladesh » devienne un « grand projet d'aide internationale capable de mobiliser les énergies au service de telle ou telle région baignée par la nature ».

Une équipe d'experts français fut envoyée au Bangladesh, de janvier à mai 1989, pour se pencher, à grand renfort de modèles mathématiques, sur le problème des inondations. « Disons », précise Jean-Marie Lacombe, représentant du BCEOM (2), « que nous avons sans doute trop réfléchi dans l'obscurité, en sous-estimant l'élément humain. Nous avons raisonné en termes de

volumes d'eau qui traversaient le pays. Surtout, nous nous sommes appuyés sur les études et plans existants, émanant du Water Management, organisme d'Etat du Bangladesh, qui conclut à une politique d'endiguement systématique. L'étude française, dite de « pré-faisabilité », n'est pas la seule. Parallèlement, le PNUD (programme des Nations unies pour le développement) ainsi que les gouvernements américain et japonais se sont livrés à un travail semblable.

Le principe qui guide les partisans de mesures structurelles est de permettre aux inondations de traverser le Bangladesh vers l'océan en créant le moins possible de dommages à l'activité économique des zones d'habitation. La finalité du projet est d'augmenter la production alimentaire, par une extension des surfaces cultivables et une augmentation des rendements, grâce notamment à une meilleure irrigation. Le calcul est faux, répondent les adversaires du plan français, d'abord parce que les inondations sont largement inévitables, envisagées par des travaux entassés, vont déstabiliser une série de conséquences économiques, humaines et écologiques non maîtrisables.

Le débat est loin d'être tranché, mais une chose est sûre : les « sauveurs » du Bangladesh sont allés un peu vite en besogne. Tout en soulignant la nécessité d'un schéma directeur « souple et ouvert », l'étude française suggère un plan d'ensemble nécessitant des travaux de dimension « pharaonique » : il s'agit d'endiguer les trois fleuves sur la quasi-totalité de leur cours, de la frontière du nord jusqu'au delta. Cette « vision » ambitieuse de l'aménagement du Bangladesh est illustrée par les propos de Jacques Attali, ancien conseiller spécial de M. Mitterrand. Ce projet, estime-t-il, est nécessaire parce que « la vie de millions d'hommes est concernée, et aussi parce que notre siècle a besoin de cathédrales à construire. Et si on n'a pas de rêves fous et réalisables, le monde va périr dans le quotidien et l'ennui ».

Cathédrale ? En effet : selon l'option retenue, les travaux représenteraient entre 3350 et 4000 kilomètres de digues (dont 30 % existantes, qu'il faudrait réhabiliter), soit 400 millions de mètres cubes de remblais. La hauteur des digues varierait entre 4,5 et 7,4 mètres, et la protection serait assurée par des épis, échelonnés sur plusieurs centaines de kilomètres. Outre des dispositifs de drainage, le plan prévoit

des ouvrages de protection pour 18 villes principales, dont la capitale. L'étude française reconnaît que « les effets sociaux seront importants », puisque 180 000 personnes seront expropriées. Le projet du PNUD est également basé sur l'endiguement, mais l'idée directrice est celle de la « répartition équilibrée ». Les zones devant être protégées sont divisées en unités locales autonomes, à la fois pour que les infrastructures soient gérables et pour limiter les conséquences en cas de rupture des ouvrages.

Les inondations sont réputées nécessaires à condition qu'un système en règle les excès. L'étude américaine repose sur le constat selon lequel il faut apprendre à « vivre » avec les inondations, plutôt que tenter de les contrôler par des infrastructures lourdes, coûteuses, peut-être inévitables, et potentiellement dangereuses pour l'environnement. L'impact financier de l'étude française est à la mesure du gigantisme des travaux proposés, ceux-ci devant s'échelonner sur vingt ans : selon les scénarios, le montant des investissements serait compris entre 5,3 et 10,2 milliards de dollars. Les dimensions du projet, de par sa portée, ont conduit Paris à rechercher des partenaires pour diviser la charge financière. Après plusieurs rencontres internationales, la Banque mondiale a été chargée, en décembre 1989, de coordonner un plan d'action de cinq ans qui se compose de vingt-six actions prioritaires, à la fois des études régionales et des projets-pilotes.

## Une réponse à la mesure du cataclysme

Ce plan a été doté d'un budget de 146 millions de dollars. En fonction des résultats obtenus au cours de cette phase d'étude et d'expérimentation, une première tranche de travaux, dont le coût atteindrait 500 millions de dollars, sera entreprise. De plus en plus d'experts s'interrogent cependant sur la finalité du projet, c'est-à-dire sur la nécessité d'entreprendre des travaux aussi colossaux. Comme il est peu probable que le gouvernement bangladais soit capable d'assumer la charge financière de l'entretien des infrastructures (qui se situent entre 160 et 180 millions de dollars par an), cela signifie que la communauté internationale est condamnée à supporter indéfiniment le coût du « sau-

vetage » du Bangladesh. La grande leçon des premières études de terrain a été de constater que les inondations ne sont pas la préoccupation majeure des paysans bangladais. Le fleuve des usagers, celui de la propriété et de la répartition foncière, les ravages dus aux épidémies, constituent des questions bien plus essentielles pour la population rurale. La deuxième surprise tient à l'absence de réaction et d'adaptation des paysans face aux inondations. Leur réponse est, en quelque sorte, à la mesure du cataclysme. « Les inondations d'une intensité normale sont des phénomènes ressentis comme tout à fait normaux », explique Jean-Claude Reverdy, qui est sociologue rural. « Les gens prennent des précautions, ajoutent-ils, ils utilisent des variétés de riz qui supportent mieux les inondations, ils anticipent. De plus, pour un paysan, l'inondation est certes le phénomène le plus « gênant », mais sûrement pas le plus coûteux, rien à voir par exemple avec un cyclone, qui, lui, dévaste tout. »

Les paysans sont persuadés que les inondations des terres agricoles assure leur fertilité. Les spécialistes de la pisciculture affirment d'ailleurs que les actions en faveur de la lutte contre les inondations (modifications du système hydraulique) ont contribué à réduire le volume de la pêche, une activité qui fait vivre près de 10 millions de personnes. Un endiguement systématique des grands fleuves, ajoutent-ils, ruinerait plusieurs centaines de milliers de gens, parmi les plus pauvres de la population bangladaise. Il y a plus inquiétant : aucun modèle mathématique ne permet de prévoir les conséquences de l'endiguement sur la morphologie et la vitalité des fleuves.

Or, les dommages causés par les inondations sont moins dus à la montée des eaux proprement dite, qu'à la stagnation de celles-ci. Depuis vingt ans, le Bangladesh a été sillonné de routes surélevées dont la fonction est aussi de protéger la population contre les crues. Faute de système de drainage, ces routes empêchent l'écoulement au moment de la décrue.

Mesurant mieux l'étendue de leur ignorance s'agissant des réactions des grands fleuves, les experts étrangers font désormais preuve de circonspection. Une « autre logique » commence à s'imposer parmi les représentants des pays bailleurs de fonds. Chacun souligne la nécessité de « pouvoir rectifier le tir », et vante les bienfaits de « systèmes souples »,

à « échelle humaine », associant l'expérience de la population et celle des organisations non gouvernementales. Il ne s'agit plus de « combattre » les inondations, mais d'essayer d'exercer un « contrôle » des excès des grands fleuves. Ce climat de prudence tranchait, ces derniers temps, avec l'attitude des représentants des lobbies de la construction qui plaçaient d'impudence en attendant le début des travaux sur le terrain. Pour certains hauts fonctionnaires de l'administration bangladaise et une « armée » d'intermédiaires, la lutte contre les inondations représenterait aussi un pactole.

Dans quatorze ans, en 2005, le Bangladesh aura 165 millions d'habitants. Or la pauvreté et le nombre de paysans sans terre s'accroissent régulièrement depuis vingt ans. La communauté internationale a sûrement le devoir de réfléchir aux moyens de survie d'un pays victime de déaux congénitaux. Mais pas le droit de se tromper en prenant des décisions irréversibles.

LAURENT ZECCHINI

(1) Un franc français vaut environ 7 takas.  
(2) BCEOM : Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer.

## Pour l'envoi de dons

Les personnes qui souhaitent contribuer à l'aide au Bangladesh ont le choix entre plusieurs organismes, en précisant à chaque envoi « Bangladesh » :

- Croix-Rouge française : 1, place Henri-Dunant, 75008 Paris. CCP 80 000 Y Paris.
- Fondation de France : 40, avenue Hoche, 75008 Paris. CCP 386 G Paris.
- Secours catholique : 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. CCP 737 G Paris.
- Secours populaire français : 8-11, rue Froissart, 75003 Paris. CCP 2333 S Paris.
- Médecine du monde : 87, avenue de la République, 75011. CCP 1144 Z Paris.
- Médecins sans frontières : 8, rue Saint-Sabin, 75544 Paris Cedex 11. CCP 4080 U Paris.
- Action d'urgence internationale : 10, rue Félix-Ziem, 75018 Paris. CCP 15 820 17 P Paris.

سونا من الاموال



سكنا من الامم

## SOCIÉTÉ

### MÉDECINE

A l'étude aux Etats-Unis

# Un projet de directives sur les médecins et les dentistes porteurs du virus du sida

Selon un projet de directives du Centre de contrôle des maladies (CDC) basé à Atlanta, les dentistes et médecins contaminés par le virus du sida devraient obtenir la permission de pratiquer certains actes ou interventions jugés à risque auprès de commissions locales d'experts.

Au cours de l'été 1990, le Centre américain de contrôle des maladies a déterminé qu'un patient avait été contaminé par le virus du sida à l'occasion d'une extraction dentaire. Ce cas ne devait pas rester isolé. Des recherches menées parmi 591 patients du même dentiste démontrèrent qu'au moins trois d'entre eux pouvaient avoir été infectés au cours de soins prodigués par le chirurgien-dentiste.

Édictées en 1987, les premières recommandations pour éviter la contamination visaient notamment à éviter les contacts sanguins entre patients et soignants, grâce au port de gants ou de masque, et à pratiquer une désinfection ou une stérilisation convenable des instruments.

Après un colloque organisé en février dernier, le CDC a élaboré un nouveau projet de directives ayant pour objet de mettre en place des comités locaux d'experts chargés de permettre ou d'interdire aux médecins infectés par le virus du sida de poursuivre certaines opérations ou actes médicaux particulièrement « à risque ».

Composés de médecins, de chirurgiens et de dentistes, ces comités seraient chargés d'identifier les opérations susceptibles d'exposer un patient à un risque de contamination. Pour les « opérations à haut risque », les experts devraient dire s'il est nécessaire d'obtenir le consentement préalable des patients. Par « opérations à haut risque », il faut entendre notamment celles où le chirurgien touche l'extrémité d'une aiguille avec l'un de ses doigts ou se sert d'un instrument tranchant dans une zone anatomique difficile d'accès.

Dans son projet, récemment révisé par le New York Times, le CDC ne se prononce pas en faveur d'un dépistage obligatoire mais s'en remet

à la « responsabilité professionnelle » des intéressés pour subir un test volontaire. Sans devenir obligatoires, ces recommandations pourraient être prises en compte en cas de poursuite pour négligence dans l'hypothèse où un patient aurait été infecté à la suite d'une procédure menée par un médecin qui ne les aurait pas respectées.

#### Informers les patients

Le 25 avril dernier, une décision de justice est venue relancer la polémique. Un juge de l'Etat du New Jersey a estimé qu'un hôpital avait le droit de demander à un chirurgien séropositif d'informer ses patients avant de pratiquer une intervention. « Le risque final pour le patient est si absolu, si destructeur, qu'il n'est pas pensable d'offrir à l'encontre d'un consentement informé, a estimé le juge. Si l'on y voit un ultime arbitre pour décider si le patient doit être opéré par un chirurgien séropositif, l'arbitre sera le patient pleinement informé ».

Cette décision, sujette à appel, est contestée par des associations d'aide aux malades du sida, qui la jugent

discriminatoire soulignant que les risques de contamination sont ici quasi nuls. De leur côté, l'Association médicale et l'Association dentaire américaines ont déjà formulé des recommandations, plus restrictives que le projet du CDC, selon lesquelles les membres des professions médicales séropositifs devraient en informer leurs patients ou amener les actes de chirurgie.

En France, les épidémiologistes estiment que le risque de contact sanguin entre un chirurgien-dentiste et son patient est extrêmement faible. Selon eux, les moyens les plus efficaces de prévenir le risque de transmission du virus HIV (comme celui de l'hépatite B) restent les précautions classiques d'hygiène : port de gants, de blouses et de masques, emploi de matériel à usage unique, désinfection des surfaces de travail, stérilisation des instruments.

Deux cent quatre-vingt-sept cas de sida survenus chez des professionnels de santé, dont quatre-vingt-six médecins et dix-huit chirurgiens-dentistes, étaient recensés, en France, par la direction générale de la santé au 31 mars 1990.

MARTINE LARONCHE

## Obligatoires depuis le 1<sup>er</sup> mai Des zones non-fumeurs dans les restaurants et les cafés belges

BRUXELLES

de notre correspondant  
« Apartheid tabagique », titre le quotidien *le Soir*. Depuis le 1<sup>er</sup> mai, les quelque 60 000 cafés et restaurants de Belgique doivent en principe respecter un arrêté instituant des zones non fumeurs chez eux. Au moins un tiers de leur surface devient interdit aux amateurs de tabac et, dans le reste des lieux, l'air devra être purifié et ventilé par un système adéquat.

La mesure a été accueillie avec un certain scepticisme par les patrons, peu enthousiastes à l'idée des installations à poser, et par leurs clients, habitués à voir courir les nombreuses réglementations du royaume. Ils ont sans doute tort, car les responsables de la santé publique et des affaires sociales paraissent décidés à faire appliquer leur décision par... l'inspection des denrées alimentaires.

Selon les statistiques, le cancer des poumons chez les Belges provoque environ 20 % des décès dus à cette maladie sous toutes ses formes. Ce n'est pas un « record » en Europe, mais la Belgique se veut à la pointe du combat contre

le tabac engagé par la Commission des Communautés européennes. L'interdiction de fumer dans les lieux publics figure dans le premier plan d'action lancé par celle-ci. Un des « dix commandements européens » pour aboutir à 15 % de victimes en moins d'ici à l'an 2000 est le suivant : « Fumeurs, arrêtez le plus vite possible et n'enfumez pas les autres ».

La cantine de la Commission, ouverte chaque jour à plusieurs milliers de fonctionnaires européens, donne l'exemple. On y trouve partout la réplique du dessin rouge et blanc prohibant sans appel la cigarette dans les toilettes d'avion. Sans doute les cafetiers belges chercheront-ils à faire respecter le règlement d'une façon plus conviviale.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
RADIO TÉLÉVISION

## Punir le malade

par Jean-Yves Nau

LES réflexions américaines sur les conditions dans lesquelles un médecin ou un chirurgien contaminé par le virus du sida peut ou non poursuivre son activité professionnelle coïncident avec l'adoption, il y a quelques jours par le Sénat français, dans le cadre de la réforme du code pénal, d'un amendement punissant ceux qui participeraient consciemment à la dissémination de cette maladie (*le Monde* du 26 avril). Cet amendement, vigoureusement défendu par M. Jacques Sourdille (RPR, Ardennes) et adopté par la majorité sénatoriale, institue des peines de trois ans d'emprisonnement et des amendes de 300 000 F visant à sanctionner « des comportements imprudents ou négligents d'une personne consciente et avertie ayant provoqué la dissémination d'une maladie transmissible épidémique ». C'est bien évidemment du sida qu'il est question, M. Sourdille ayant fort justement exhorté les sénateurs « à ne pas traiter à la légère la menace qui s'annonce ».

On pourrait, certes, en première lecture, partager les convictions de M. Sourdille. Pourquoi la collectivité ne pourrait-elle agir, vis-à-vis de ceux qui participeraient délibérément à la dissémination d'une maladie mortelle, comme elle s'est donné les moyens de le faire, par exemple, pour les personnes en état d'ébriété conduisant un véhicule automobile ? Différents pays sont dotés de législations de ce type, et on recensait depuis quelques années plusieurs cas de condamnations de personnes – des prostituées notamment –

accusées de participer à la dissémination du virus du sida. Pour sa part, la France dispose également d'un cadre législatif, applicable aux maladies sexuellement transmissibles, qui permet notamment d'exercer une contrainte sur un sujet dès lors qu'on peut le désigner comme étant un « agent contaminateur ».

Or, comme le souligne M. Jean-Paul Jeun, spécialiste de ces questions et conseiller technique auprès de M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, toute la législation relative aux « fléaux sociaux » – qu'il s'agisse de la psychiatrie, de la toxicomanie ou des « alcooliques dangereux » – est dépassée, contournée et plus généralement « en crise ». La possibilité juridique de contrainte sociale sur l'individu au sein de la santé publique est le plus souvent inapplicable, donc inopérante.

#### Vieilles lunes hygiénistes

Il faut, pour comprendre, saisir l'ampleur des évolutions thérapeutiques sociales et culturelles qui se sont produites depuis l'époque où, grâce en partie aux considérables avancées physiopathologiques postérieures, prévalait une logique hygiéniste. La syphilis, on le sait, n'a rien d'héréditaire et s'est effacée devant une thérapeutique antibiotique adaptée. Les angioques commencent à être traités, l'information médicale a, avec le sida, permis le développement de massages préventifs efficaces. Convient-il dès lors

d'intégrer les vieilles lunes hygiénistes au futur code pénal ? Faut-il, une fois encore, alors qu'on sait – et qu'on dit – tout des modes de transmission de ce nouveau virus, se résoudre à punir les malades ? La question est d'importance dans la mesure où ceux qui la soulèvent – pour y répondre de manière affirmative – ne font que rajouter la logique perverse des manderins ou des politiciens, chantres du délitage systématique des personnes contaminées ou de l'enfermement des malades atteints du sida.

Sans même aborder les insolubles problèmes de causalité (comment prouver que telle personne contaminée est à l'origine de l'infection de telle autre ?), le propos est d'autant plus inopportuniste que les différentes actions, gouvernementales ou non, entreprises dans ce domaine en France depuis près de dix ans, ont permis de concilier les exigences démocratiques et les impératifs de la santé publique. Les dispositifs contraignants ne peuvent qu'être inefficaces, voire nuisibles, dès lors que le malade que l'on soumettrait à une telle sanction ne dispose d'aucune thérapeutique.

Pour autant, il est vrai que l'on ne saurait à l'avenir, dans le cadre de la rénovation de la législation applicable aux maladies sexuellement transmissibles, faire du sida une pathologie spécifique vis-à-vis de laquelle la puissance publique ne pourrait être en mesure d'agir de manière contraignante.

Libération d'un des Britanniques incarcérés lors d'une saisie de haschisch à Lyon. – M. Geoffrey Thurwood, trente ans, l'un des cinq ressortissants britanniques et irlandais incarcérés et libérés, à Lyon, après la saisie d'une tonne de haschisch par les douaniers, le 6 juin 1990, a été libéré par le juge d'instruction Jacques Dallest, vendredi 26 avril, contre une caution de 20 000 francs. Les cinq hommes avaient été interpellés alors qu'ils chargeaient leur marchandise dans un local loué par les douanes afin de les piéger (*le Monde* du 17 septembre 1990). Le rôle de M. Thurwood se serait limité à la conduite d'un camping-car entre Londres et Lyon.

#### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 3 mai :

##### UN DÉCRET

– N° 91-404 du 26 avril 1991 modifiant le taux des vocation allouées aux conseillers prud'hommes.

##### DES ARRÊTÉS

– Du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Ile-de-France complétant la liste nationale.

– Du 24 avril 1991 autorisant au titre de l'année 1991 l'ouverture de concours pour le recrutement d'agents techniques forestiers de l'Office national des forêts.

– Du 9 avril 1991 portant déclassement et reclassement des routes (voies nationales et départementales).

– Du 23 avril 1991 modifiant l'arrêté du 18 octobre 1977 relatif aux conditions d'admission à l'Ecole nationale supérieure des télécommunications.

Dans la banlieue parisienne

## Prévention itinérante

Même si les allées d'appellent Beethoven, Mozart ou Chopin, même si la forêt d'immeubles effleure des couleurs pastel, le « quartier des musiciens », dans la ZUP nord d'Argenteuil, n'échappe pas à la délinquance. Mercredi soir 2 mai, la veille de l'inauguration par M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, présidente de l'association France Libertés, d'une « permanence mobile pour la prévention du sida et de la toxicomanie en banlieue », la local de la conférence a fait l'objet, pour la sixième fois, d'actes de vandalisme.

Jeudi 2 mai, la « permanence mobile », un Master Renault flambant neuf, trône dans l'allée Berlioz. A l'origine de cette initiative, une association, Inter Med Assistance, fondée par une cinquantaine de médecins et de paramédicaux dont les trois quarts sont d'origine maghrébine (*le Monde* du 11 avril). Transformé en cabinet de consultation et en lieu d'accueil, ce camion sanitaire va accueillir au fil de ses déplacements

ments en banlieue parisienne les personnes, jeunes ou parents, en quête d'informations sur le sida ou sur la toxicomanie. S'il a pour principal point d'attache les cités, on le trouvera aussi à la sortie des lycées, près des foyers de travailleurs immigrés, des stades ou des bouches de métro.

A son bord, des médecins, des assistantes sociales, des psychologues, infirmières et éducateurs se relaieront pour venir en aide à leurs visiteurs. A l'extérieur, un écran passera des vidéos sur le thème de la mère et de l'enfant réalisées en arabe, berbère, turc, wolof et français, et consacrées à la grossesse, la contraception, les accidents domestiques ou la protection sociale. Si l'expérience est concluante et si l'argent ne manque pas, un autre bus devrait aller, dès la rentrée, les quartiers nord de Marseille.

M. L.

► Inter Med Assistance.  
8P 281 75010 Paris Cedex.  
Tél : (1) 42 39 28 88

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS

Chaque année, ces dossiers font le point sur les grandes régions du monde et sur la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde.

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

La guerre du Golfe et ses conséquences. Les principaux événements économiques et commerciaux de l'URSS, au Japon, en Chine et aux Etats-Unis. L'Europe et la CEE. La réussite allemande. L'écroulement du bloc de l'Est. Les difficultés des pays les plus pauvres.

LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

Les principales lignes de la vie économique française en 1990. Le ralentissement de la croissance et ses origines. Des inégalités préoccupantes. L'aggravation du chômage. La crise de la protection sociale. Le mal des banlieues. Le mécontentement des agriculteurs.

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et les étudiants qui souhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## 世界第二を誇るプリンター製造社 「スター」がフランスの学生に 日本を紹介します。

C'est parce que le deuxième constructeur mondial d'imprimantes est toujours tourné vers l'avenir, qu'il se tourne aujourd'hui vers la jeunesse. Depuis le 5 janvier 1991, Star (votre imprimante) organise et sponsorise pour tous les lycéens de 16 à 18 ans, le grand concours "L'Avenir, Passion du Monde" avec de nombreux voyages à gagner pour partir à la découverte du Japon. Carrefour des coutumes et des technologies de pointe, pays où le futur se conjugue chaque jour au présent, le Japon et son incroyable complexité culturelle sont des données indispensables à l'ouverture des sociétés et des hommes de demain. En offrant cette formidable opportunité aux lycéens, Star répond une fois de plus à la philosophie qui lui tient à cœur : "offrir à la jeunesse tous les moyens de sa réussite".

\* Le 2<sup>e</sup> constructeur mondial d'imprimantes fait découvrir le Japon aux étudiants.

star  
votre imprimante

l'avenir  
PASSION DU MONDE



## CULTURE

## ARTS

## Les compagnons du petit point

L'exposition Seurat remet les néo-impressionnistes à la mode

**DESSINS  
NÉO-IMPRESSIONNISTES**  
au Musée d'Orsay  
**LOUIS HAYET**  
au Musée de la Fontaine

Effet de mode habituel : comme la rétrospective Gauguin avait suscité d'innombrables hommages à Pont-Aven et aux « pont-avéniens », la rétrospective Seurat suscite des expositions-filles consacrées à la gloire du divisionnisme, ses héros, ses valeurs et ses méthodes. Leurs dessins sont réunis dans une salle obscure - précautions obligées - et adroitement dissimulés entre deux escaliers et un escalator du dédale musée d'Orsay.

Il y a là la phalange parisienne, Messieurs Angrand, Cross, Luce et Aman-Jean rangés sous l'autorité du capitaine Signac, le vétéran Pissarro et les renforts belges, Lemmen et Van Rysselberghe. Il y a même un frano-tireur, Ernest Laurent, qui fut le condisciple de Seurat et Aman-Jean dans l'atelier de Lehmann aux Beaux-Arts et dessinait dans un style singulier, un peu fibreux, un peu mou, à mi-chemin du luminisme contrasté des « noirs » de Seurat et des sinuosités d'Eugène Carrière.

Dans cette réunion de famille, deux constantes et deux talents se distinguent. Constantes de procédés : les « néos » ont eu commun de réduire les formes à des signes plats et minces et d'obtenir cette réduction par le clair-obscur. Si coloristes soient-ils dans leurs tableaux, et coloristes doctrinaires n'évitaient aucun ton aigre ou aucune dissonance, sur le papier, au crayon et au fusain, ils se révèlent les contemporains de Fantin-Latour. Même amour de l'impression, même dilution des traits dans un poudroinement de lumière grise et blanche, même effacement des volumes, quand Charles Angrand exécute le portrait de sa mère, il la place de profil, blême, sur fond de nuit, ni regard ni expression visibles. Seurat l'inspire, naturelle-

ment, mais encore Redon, lequel Redon, qui qu'en ait pu dire Fénéon, a de l'influence sur ces jeunes gens qui préfèrent l'art de l'édition à celui de la description. Poussé à l'extrême, ce goût glisse à l'évanescence, très « symbolarde », très « fin de siècle », ce qui ne devrait pas surprendre des contemporains de Viéty-Griffin et de Debussy.

A cette dissolution commodément poétique, Signac et Cross résistent en dépit de leur allégeance au mouvement. Du second des esquisses pour le portrait de sa femme, qui était du reste, quand il la dessina, celle d'un autre, démontrent la force. La toile appartient aux collections du musée et il n'aurait peut-être pas été inutile de l'accrocher à proximité de ces études très construites. On se serait ainsi plus sûrement convaincu de l'acuité de Cross, qui ne se cantonna pas dans les paysages du Lavandou et des îles.

Un expérimentateur  
inlassable

Même vérification pour Paul Signac, qui ne fut pas seulement l'aquarelliste des ports français. Moins contemplatif que Seurat, plus soucieux que lui du sens politique et moral de ses œuvres, Signac a exécuté aux alentours de 1885 des compositions tout ensemble divisionnistes de technique et satiriques d'inspiration. On dirait du Degas vaporisé, une peinture de la vie moderne figée par la méthode néo-impressionniste. Les études du *Dimanche parisien* et les vues de la banlieue, réservoirs et fortifications de Clichy, montrées à Orsay devraient inciter à l'organisation d'une exposition Signac. Elle surprendrait assurément.

L'exposition Hayet du musée de Pontoise a cette même ambition : révéler un méconnu digne d'attention et démontrer la supériorité de son talent. Elle accomplit la première moitié de son programme, car Louis Hayet, natif de Pontoise en 1864, accompagna entre 1885 et

1890 l'évolution du mouvement. Proche de la famille Pissarro, il se prit de passion pour l'analyse chromatique et composa des cercles, gammes et échantillons de contrastes à deux et trois dominantes. Ces recherches admirablement méthodiques ayant tourné à l'obsession, Hayet se sépara de ses alliés dès 1890 pour continuer sans danger d'être pillé ses expérimentations inlassables sur la décomposition de la lumière et des tons, la peinture sur calicot ou à l'encaustique.

Seule négligence de sa part : il oublia que la peinture souffre d'être réduite à l'exercice d'une arithmétique et d'une chimie. Hayet savait comment peindre, il ignorait absolument quoi peindre. Ses bords de l'Oise et de Seine et ses paysages parisiens manquent autant de profondeur que de densité. Ce sont des rabâchages des motifs impressionnistes les plus galvaudés, que l'adresse de quelques harmonies ne sauve pas de la banalité.

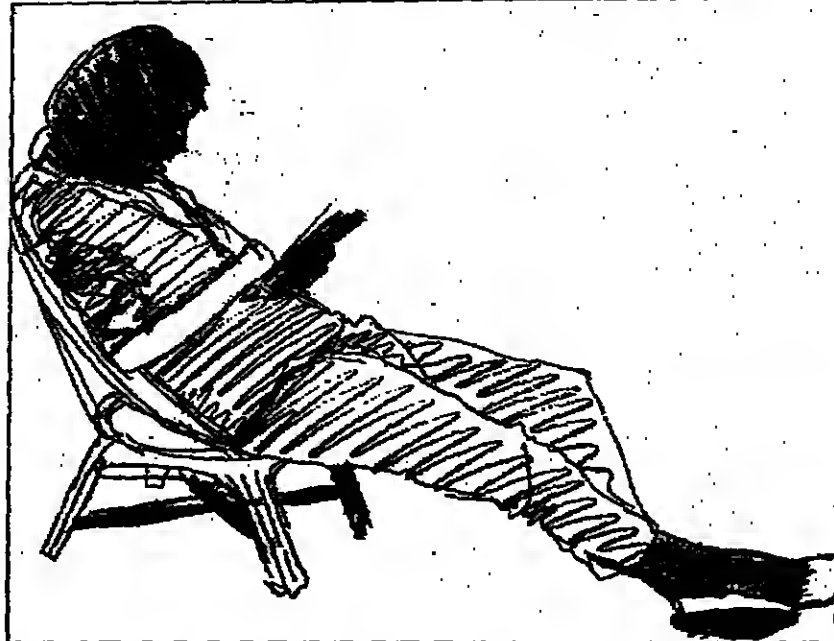
Seules exceptions : quelques croquis de passants à la Pissarro et un portrait du poète et critique Gustave Kahn, qui essaya de défendre Hayet en dépit de ses extravagances de caractère et de sa manie de la persécution. Il échoua, Hayet cessa à peu près de peindre en 1904 et mourut parfaitement négligé des historiens et des collectionneurs, en 1940. Au moyen de l'exposition d'aujourd'hui et d'un catalogue absurde et apologetique, on veut le faire passer pour l'égale de Seurat : il ne mérite ni cet excès d'honneur ni l'indignité de l'oubli qui le frappa d'abord.

PHILIPPE DAGEN

► Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, 75007, Paris : tél. : 40-49-43-14. Jusqu'au 7 juillet.  
► Musée de Pontoise, 4, rue Lemerclier, 95300, Pontoise : tél. : 30-38-02-40. Jusqu'au 4 août.

## Ligne de vie

Quarante ans de dessins, brouillons, projets. Gilles Aillaud au travail



GILLES AILLAUD  
à la Galerie de France

Cela commence par un travail minutieux de jeunesse : un grand dessin de grenouille, plat comme une feuille. Le dessinateur attentif qui détaille la peau ocrue avec du trait-à, à vingt ans, rivaliserait avec Dürer ? Ou bien est-il simplement fasciné par l'organisation secrète de la vie animale, là si végétative ? Toujours est-il que cela situe, un peu, le Gilles Aillaud que l'on connaît le mieux : celui des tableaux d'animaux au zoo, dont on n'a souvent retenu que des images métaphoriques de l'aliénation de l'homme et oublié de reconnaître le plaisir de l'artiste à s'adonner à l'étude de milieu, comme on disait à l'école primaire.

Si ce plaisir à observer et capter avec justesse toutes formes de vie, Aillaud peintre a pu, un temps, le

réfréner (avant, pendant, et après mai 68, dans la foulée des grands engagements politiques, avec le Salon de la jeune peinture et les expositions de Pierre Gaudibert à l'ARC). Aillaud dessinateur l'a toujours volontiers laissé courir d'un croquis l'autre, crayonné en passant, sur le vif, mais pas exactement de chic.

L'instant d'émotion face aux êtres chers et aux choses alentour, aux grands et petits spectacles qui s'offrent au regard, est souvent trop plein de joie grave pour que le trait retienne, concentré, ne tente de la restituer simplement, hors de tous effets superficiels, sans complaisance. Dessins de cailloux, de prairies ou de rochers à fleur d'eau dans le golfe de Morbihan, dessins de crottes d'ânes et de petits chevaux à Skiros, dessins de fruits de baobab ou d'éléphants se profilant dans les grands paysages du Kenya, dessins d'animaux étranges en vue d'une

encyclopédie, portraits des enfants à tous les âges, de Camille, ou de Franz à l'âge, de face, de profil, de dos, faisant corps avec sa machine à écrire.

Parfois, on y sent l'artiste en état de grâce qui, fort de son expérience de la discipline graphique, réussit en deux points, trois virgules, quelques hachures et une vague ligne de colline, à dire toute la somptuosité d'un paysage lointain. Parfois, au contraire, on le voit buter devant la difficulté à saisir un visage aimé, si proche, mais qui se dérobe, lointain.

Tout n'est pas bon dans les quelques trois cents dessins, croquis, esquisses et notes de travail exposés. Mais peu importe, et qui compte, là, hors de toute considération esthétique, c'est l'authenticité de la démarche solitaire, hors temps, hors mode, de Gilles Aillaud, un presque vieux philosophe replié dans son île pour méditer face à l'énigme de la vie. Qui nous fait là un beau cadeau, rare en art aujourd'hui : une leçon de modestie.

GENEVIÈVE BREERETTE

► Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, 75004, Paris. Tél. : 42-74-38-00. Jusqu'au 18 mai.

## Oiseaux à cornes

Un bestiaire surréaliste

**DESSINS DE WIFREDO LAM**  
à la Galerie Lelong

Squelettes de poissons ailés, naseaux bicéphales à cornes, centaures à museau rectangulaire et scarifié, poules au sexe béant : Wifredo Lam fut, dans le mouvement surréaliste, le grand pourvoyeur de monstres. Il les obtenait par croisement des genres et des espèces, le marin et l'aérien, l'animal et l'humain, et par hybridation des cultures, l'afrique et l'occidentale classique, l'aztèque et la cubiste.

Lui-même de naissance cubaine, passé par Madrid et Barcelone de 1924 à 1938, réfugié à Paris ensuite, contraint de fuir la France peu après, revenu dans les Caraïbes en compagnie d'André Breton et de Claude Lévi-Strauss, Lam est l'artiste de toutes les syn-

thèses et des combinaisons les plus hétérogènes. Dans les dessins présentés aujourd'hui, tous datés des années 40, son époque la plus féconde, Bosch flirte avec Picasso, les Sénoüfos avec les Incas, les Égyptiens avec Brueghel.

A l'encre, qu'il rehausse volontiers de lavis, il compose une savante galerie des chimères. Trop savante même, d'un fantasme plus érudit que visionnaire : c'est la seule faiblesse de Lam que le côté passablement répétitif et systématique de ses esquisses.

A moins d'être visité de cauchemars identiques à ceux dont le peintre fait son essentiel, rapaces cornus et chevaux-hérissés peuvent laisser un peu froid.

Ph. D.

► Galerie Lelong, 13 rue de Téhéran, 75008 Paris. Tél. : 46-63-13-19. Jusqu'au 11 mai.

## PHOTO

## L'éblouissement

L'été israélien inspire les mises en scène lumineuses d'un topographe de la vision

**GEORGES ROUSSE**  
à la galerie Farideh Cadot

Georges Rousse investit un peu partout dans le monde des sites architecturaux abandonnés ou délaissés, qu'il aménage avant leur destruction. La reproduction photographique est la seule trace et l'image finale de ces créations éphémères qui ont eu lieu dans l'espace.

Invité en Israël durant l'été 1990, Rousse, comme à son habitude, a minutieusement choisi et repéré au polaroid des bâtiments isolés au bord de la mer Morte ou du lac de Tibériade, en plein désert ou au cœur des villes, Jérusalem ou Safed. Il métamorphose ces vestiges en temples dédiés à la lumière après les avoir vidés, nettoyés et entièrement peints en blanc. Le monochrome

accentue l'espace méditatif et spirituel que Rousse, dans un corps à corps avec sa culture et sa mémoire, reconnaît avoir cherché dans ces lieux purifiés par la chaleur et le soleil. S'il renoue avec sa propre histoire, Rousse n'omet pourtant pas l'aspect imaginaire et plastique de son art. Sa quête de la forme et des signes purs est d'autant plus probante qu'elle est peu apparente. Un rond rouge, un carré bleu outre-mer (référence à Malévitche dont il se sent proche), placés harmonieusement dans le cadre, suffisent à troubler la représentation de l'espace et sa perception.

Avec la même simplicité, Rousse abolit le volume et stimule la profondeur en reliant l'une à l'autre deux pièces par une brèche qui brouille la perspective. Ailleurs, il grille délicatement de fines hachures au crayon

des surfaces courbes qu'il délimite d'un seul point de vue. Ou bien il les noie de calligrammes de son invention, sorte d'écriture automatique dictée par une gestuelle instantanée : une manière de meubler sa solitude et de « parler l'espace ».

Par leur caractère éphémère ces interventions monumentales colorent une part d'éternité. Architecture et peinture se fondent en une œuvre photographique originale qui a pour enjeu la mise en scène de la lumière. A la Martinique, où il a entamé une autre série, à base d'inscriptions murales, Georges Rousse a déjà repris, seul, son périple d'archéologue insaisissable.

PATRICK ROEGERS

► Galerie Farideh Cadot, 77, rue des Archives, 75003 Paris. Jusqu'au 25 mai. Monographie aux éditions Navarra.

**RTL VOUS OFFRE** **200 PLACES AU**  
**châtelet**

**POUR L'Enlèvement au Sérail** **LE MARDI 21 MAI**

*Die Entführung aus dem Serail* de W.A. Mozart  
Direction musicale John Eliot Gardiner / Mise en scène Louis Pasqual

**CONCOURS RTL-CHATELET DU LUNDI 6 AU VENDREDI 10 MAI**

à 8H15

سورة الاحقاف







## SPECTACLES

VENDREDI 3 MAI

## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

Lunagard (1944), de Marc Allégret, 18 h ; les Monuments français, Art Rencontres présentent : les Osmes (1982, v.o.), de Joseph Losey, 19 h ; L'Orchestre, tout va bien (1990), de Hans Peter Christen, 21 h.

## PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Shakespeare au cinéma : Romeo et Juliette (v.f.), de Renato Castellani, 18 h ; Richard III (1955), de Paul Ruiz, 20 h 30.

## CENTRE

## GEORGES-POMPIDOU

## SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Les Cinémas d'Aïe centrale soviétique : le Chasseur Achov, l'ère cadet du complot Alkhmed (1987, v.o. traduction simultanée), d'Anatoliy Goumanov ; le Compagnon (1987, v.o. traduction simultanée), de Guennadi Bazarov, 14 h 30 ; le Kiba-A (1988, v.o. traduction simultanée), de Rezhid Nougmanov ; le Trio (1989), d'Alexandre Baranov ; le Sakhyt Kilbesov, 17 h 30 ; l'Ascension du Fuji-Yama (1988, v.o. e.t.f.), de Sator Chachiev, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

La Commune de Paris : les Pétroleuses : la Commune, Louise Michel et nous (1972) de M. Gard, la Nouvelle Babylonie (1929) de Grigori Kozintsev et Leonide Trauberg, 14 h 30 ; les Années 30 et la Commune : Actualités Gaumont, les Aube de Paris (1935) de Grigori Kozintsev, 18 h 30 ; la Commune Berricade : la Pipe du commandant (1929) de C. Marjor, le Semaine anglaise (1976) de Joël Farges, 18 h 30 ; l'Année terrible (1984) de Claude Santelli, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

## LES AFFRANCHIS (\*\*) (A., v.o.)

Cinéma, 6 (46-33-10-82). ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-53-30) ; Action Écoles, 6 (43-25-72-07) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40).

## ALLO MAMAN C'EST ENCORE

MOI (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; Paramount Opéra, 8 (47-02-65-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-98).

AN ANGEL AT MY TABLE (info-éducatif, v.o.) : Studio des Ursulines, 6 (42-26-12-02) ; Gaumont Opéra, 2 (42-26-12-02) ; Gaumont Opéra, 2 (42-26-12-02).

## PARIS EN VISITES

## SAMEDI 4 MAI

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 10 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre.

« L'Hôtel-Dieu et la médecine ultérieure », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« Le Louvre, du donjon à la Pyramide : huit siècles d'histoire », 11 heures et 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 18 h 15, 18, rue de la Harpe, 2, rue de la Harpe, 2, rue de la Harpe, 2.

« L'Autour d'Alphonse Mucha et de José Marie Seret », 14 h 30, 23, rue de Valenciennes (Musée Carnavalet).

« Le Louvre, de la Pyramide de Philippe-Auguste à la Pyramide de Pompidou », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« Visite exceptionnelle de l'hôtel de Rohan », 14 h 30, 83, rue Vieille-du-Temple (M.-C. Lenoir).

« Le quartier du Cloître Notre-Dame : maisons des chanoines et chapelle Saint-Aignan », 14 h 30, parvis Notre-Dame, statue de Charlemagne (Paris historique).

« Exposition « Camille Claudel au Musée Rodin », 14 h 30, dans la cour, 77, rue de Valenciennes (C. Merle).

« Les plus belles demeures du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel de Clugny », 14 h 30, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« La Chambre de commerce et d'industrie dans l'hôtel des comtes Potoczi », 15 heures, 27, avenue de Friedland.

« Ouverture des Quatre Nations à l'Institut de France : cent cinquante ans de politique », 15 heures, 23, quai de Conti (Monuments historiques).

« Le Moulin d'Ivry », 15 heures, entrée du Moulin, rue Barbès, à Ivry (Association des Amis du Moulin, tel. : 46.70.15.71).

« Saint-Germain et son quartier », 15 heures, métro Louvre (Lutèce visites).

« Le Grand Orient de France. Histoire et symbolisme de la franc-maçonnerie, du dix-neuvième siècle à nos jours », 15 heures, 15, rue Cadet (J. Heullier).

(47-42-80-33) : Racine Odéon, 6 (43-26-19-68) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-75-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

« L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-69-04-87) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79).

ARACHNOPHOBIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-89-18-18) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-98).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinéma, 6 (48-33-10-82).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; UGC Danton, 6 (42-26-10-30) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PEROU (Can.) : Latine, 4 (42-78-41-88) ; Le Berry Zébra, 11 (43-57-51-55).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.) : Utopia, 6 (43-26-84-86).

BONS SAISIRS O'HOLLYWOOD (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-12-06) ; Le Berry Zébra, 11 (43-57-51-55).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; Studio 28, 18 (45-06-36-07).

BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 6 (43-26-19-09) ; George V, 8 (45-82-41-48).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 6 (42-22-67-87) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (43-69-04-87) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-98).

ENO OF THE NIGHT (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-78-38).

LE VEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-78-38) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; Pathé Français, 8 (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14 (43-27-84-50).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucania, 6 (45-44-57-34).

GAWIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-98).

GENIAL, MES PARENTS DIVORCIENT (Fr.) : Sept Parnasses, 14 (43-20-12-06).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-12-06).

L'ABYSSINE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

LUNG TA (Fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; La Pagode, 7 (47-06-12-18) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-98).

SOIGNI O'ORO (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-41-88) ; Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (For., v.o.) : Latine, 4 (42-78-41-88) ; Lucania, 6 (45-44-57-34).

LE SYNONYME ASTHÉNIQUE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-53-30) ; Pathé Nord, 5 (43-54-15-04).

THELONOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08).

TOCCATA ET FUGUE POUR UN ENFANT (Fr.) : George V, 8 (46-82-41-46) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-53-30) ; Le Berry Zébra, 11 (43-57-51-55).

LE TRÉSOR DES ÎLES CHIENNES (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-28-58-00) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).

LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

TRIPLEX (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-12-06) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93).

MOI ET MAMA MIA (Dan., v.f.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; République Cinéma, 11 (45-06-61-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

MONY (Fr.) : Can., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-82-41-48).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-12-06).

L'OPÉRA DE BERNARDO ALBA (Esp., v.o.) : Studio 28, 18 (46-06-36-07) 19 h 21 h.

CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-53-30) 11 h.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 6 (43-26-19-09) 17 h 45.

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-46-86) 18 h 10.

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 18 h 10.

OLUCATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-53-30) ; UGC Danton, 6 (42-26-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-06-12-18) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-18).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-53-30) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83).

EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-53-30) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-74-94-94) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31).

GHOST (A., v.l.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Danton, 6 (42-26-10-30) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

HALFAOUIE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HANDFUL OF TIME (Nor., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-46-86) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

HENRY & JUNE (Fr., v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82).

HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-28-58-00) ; Élysées Lincoln, 8 (43-59-18-08) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-18) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01).

HISTOIRE SANS FIN II (A., v.l.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

HOT SPOT (It.) (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'INCROYABLE LÉGERETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82).

## LES FILMS NOUVEAUX

LES DOORS. Film américain d'Olivier Stone, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-26-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Kinoparade, 15 (43-06-50-50) ; v.f. : Pathé Française, 8 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-98).

SAISONS. Film américain de Ben Shedd : La Géode, 19 (40-05-80-00).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-12-06).

L'ABYSSINE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

LUNG TA (Fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; La Pagode, 7 (47-06-12-18) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-98).

SOIGNI O'ORO (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-41-88) ; Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (For., v.o.) : Latine, 4 (42-78-41-88) ; Lucania, 6 (45-44-57-34).

LE SYNONYME ASTHÉNIQUE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-53-30) ; Pathé Nord, 5 (43-54-15-04).

THELONOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08).

TOCCATA ET FUGUE POUR UN ENFANT (Fr.) : George V, 8 (46-82-41-46) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-53-30) ; Le Berry Zébra, 11 (43-57-51-55).

LE TRÉSOR DES ÎLES CHIENNES (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-28-58-00) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).

LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

TRIPLEX (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-12-06) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93).

MOI ET MAMA MIA (Dan., v.f.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; République Cinéma, 11 (45-06-61-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).



صلى الله عليه وسلم

22 Philips refuse une société unique des circuits intégrés  
Une fondation pour aider la sidérurgie de l'Est

24 La crise du système financier américain  
M. Bédar plaide en faveur des retraites

24 Marchés financiers  
25 Bourse de Paris

BILLET

Vive la spéculation pétrolière !

Vive les spéculateurs ! Villendans aussi longtemps que les prix du pétrole s'envoient, ces « profiteurs » de la crise ont été curieusement oubliés depuis la chute des cours. A y bien regarder pourtant, les marchés à terme, par nature spéculatifs, sur lesquels se fixent quotidiennement les prix de référence du brut, ont parfaitement joué leur rôle pendant tout le conflit du Golfe. Au point qu'on peut se demander aujourd'hui s'ils n'ont pas évité à l'Occident la répétition d'un choc pétrolier aussi durable que les précédents en 1973 et en 1979.

Les marchés, on s'en aperçoit avec le recul, n'ont pas créé de toutes pièces une hausse artificielle, mais simplement accompagné les évolutions réelles d'un marché physique soumis à de fortes tensions. Les chiffres définitifs publiés par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) avec quelques mois de décalage le prouvent.

Car l'invasion du Koweït et l'embargo qui a suivi au début du mois d'août 1990 ont bel et bien privé le marché mondial de plusieurs millions de barils par jour, lesquels n'ont pu être compensés que par un déstockage forcé et à contre-saison. Entre le second et le troisième trimestre, estime l'AIE, la production mondiale a ainsi diminué de 1,8 million de barils par jour, tandis que la consommation, gonflée par le pont aérien militaire et le stockage, lui a spéculatif, des consommateurs finaux, augmentait d'un bon million. Résultat : un « trou » de près de 3 millions, qui justifiait largement l'envolée des cours, passés de 15 dollars par baril en juillet à 29 dollars en septembre.

Ce « trou » a vite disparu. Dès le mois d'octobre, tous les producteurs ont poussé au maximum leur rythme d'extraction. La production mondiale s'est accrue de près de 2 millions de barils par jour tandis que la consommation, découragée par l'envolée des cours, stagnait à un niveau nettement inférieur à la normale saisonnière. Le marché physique s'est donc rééquilibré. Le résultat ne s'est guère fait attendre : dès le mois de janvier, les cours sont retombés aussi vite qu'ils étaient montés. D'un maximum de 34 dollars en moyenne en octobre 1990, le baril est retombé à moins de 20.

Depuis le début de l'année, les cours restent remarquablement stables autour de ce niveau, certes supérieurs à celui de juillet, mais considérés par les experts comme un prix d'équilibre raisonnable. C. O. F. D. La crise n'aura donc été pour les pays consommateurs qu'une alerte. Contrairement à ce qui s'était passé après les chocs de 1973 et de 1979, lorsque les marchés à terme n'existaient pas. Sans les « spéculateurs », honnis du public, les producteurs auraient-ils de leur plein gré ramené les prix officiels au niveau précédent ? L'expérience passée ne le prouve pas...

VÉRONIQUE MAURUS

La production pétrolière mondiale diminue. — Pour la première fois depuis le déclenchement de la crise du golfe Persique, la production mondiale de pétrole a diminué nettement en avril, estime l'Agence internationale de l'énergie dans son bulletin mensuel de conjoncture. Cette réduction explique la bonne tenue des cours du brut depuis la fin du conflit. La baisse de la production mondiale, qui a atteint au total 1,2 million de barils par jour, soit 1,7 %, est également répartie entre les pays membres de l'OPEP (-0,6 million de barils/jour) et les autres producteurs.

Vers un mariage forcé dans les grands magasins

Les Galeries Lafayette lancent une OPA sur les Nouvelles Galeries

En raison du refus du Conseil des Bourses de valeurs de leur permettre de contrôler plus de 33,33 % du capital des Nouvelles Galeries sans passage en Bourse, les Galeries Lafayette ont été contraintes de lancer, jeudi 2 mai, une offre publique d'achat (OPA) sur le capital des Nouvelles Galeries. C'est maintenant au groupe Devanay, principal actionnaire des grands magasins de province, de jouer.

C'est à contrecoeur, semble-t-il, que les Galeries Lafayette lancent une OPA sur le capital des Nouvelles Galeries, se proposant d'acheter 1 500 039 actions au prix unitaire de 863,5 francs, ce qui correspond aux 950 francs payés à Proventus pour ses actions avant l'attribution d'une action pour dix anciennes, le 15 avril dernier. En tout, 1,34 milliard de francs à déboursier, il faut ajouter aux 800 millions déjà sortis pour acheter au groupe financier suédois Proventus une partie (16,4 %) du capital des Nouvelles Galeries qu'il détenait, le Crédit commercial de France, banque des Galeries Lafayette, en prenant 9,5 % (le Monde du 18 avril).

C'est comme cela que tout a commencé. Le grand magasin parisien du boulevard Haussmann — qui détenait, par sa filiale Monoprix, 21 % des Nouvelles Galeries — se retrouvait posséder 37,4 % du capital (et 38,39 % des droits de

vote) du groupe de grands magasins provinciaux, dont le principal porteur de parts reste le groupe textile Devanay, avec 34 % du capital et 47,68 % des droits de vote. Cet achat avait l'avantage de consolider le capital des Nouvelles Galeries, en empêchant que Proventus, qui souhaitait se dégoûter, ne vende sa participation à un éventuel roder sur des lieux loquaces, français ou étrangers... Cela aurait dû se passer en douceur, les responsables des Galeries Lafayette n'ayant cessé d'affirmer leur souci « de ne pas remettre en question le contrôle de la société ».

Un groupe plus harmonieux

C'était compter sans le Conseil des Bourses des valeurs (CBV), gardien de la loi : quand on franchit le seuil de 33,33 % du capital d'une société, on doit lancer une OPA. Les Galeries Lafayette avaient demandé une dérogation au CBV, qui leur refusait (le Monde du 30 avril).

Cela remet en question le délicat équilibre qui existe de longue date entre les deux groupes de grands magasins. Un pacte d'actionnaires les lie, qui réserve les deux tiers du capital au groupe Devanay et à ses alliés (familles Lévy, Salomon et Cligman) et leurs banques, Société générale et BNP, et un tiers aux Galeries Lafayette; jusqu'ici, rien ne semblait devoir modifier cet accord, l'évolution devant se faire sans bruit, dans la manière discrète qui est celle de M. Léon Cligman

(gendre de M. Pierre Lévy, fondateur de Devanay) et de M. Etienne Moulin, patron des Galeries Lafayette.

Pourtant, les deux affaires sont étonnamment complémentaires : le groupe des Galeries Lafayette (16,3 milliards de chiffre d'affaires escompté en 1990, 144 millions de bénéfice, part du groupe) compte 17 grands magasins essentiellement en région parisienne et environ 300 Monoprix; celui des Nouvelles Galeries (19 milliards de francs de chiffre d'affaires attendu et 199 millions de bénéfice) gère 61 grands magasins en province, de nombreux magasins spécialisés dans le jardin et la maison, et contrôle 51 % du BHV et de ses magasins de bricolage, ainsi que plus de 60 Utopia. La réunion des deux constituerait à une époque où la taille est un facteur déterminant pour jouer dans la cour de récréation européenne, un groupe cohérent et plus harmonieux.

Les exigences du CBV accablent un processus prévisible. La balle est maintenant dans le camp de M. Léon Cligman. Voudra-t-il réaliser une jolie plus-value (les actions Nouvelles Galeries étaient cotées, avant suspension, à 780 francs...) ? Acceptera-t-il, puisque l'OPA est limitée aux deux tiers du capital, de rester minoritaire dans le groupe qu'il contrôlait ? Voudra-t-il se lancer dans une contre-OPA coûteuse, qui transformerait le consensus tacite avec son partenaire d'hier en guerre ouverte ? C'est en tout cas à lui de jouer.

JOSÉE DOYÈRE

La politique énergétique de Madrid

L'Espagne signe avec l'Algérie et le Maroc un accord pour le transport du gaz

Après une longue négociation, les ministres chargés de l'énergie d'Espagne, d'Algérie et du Maroc ont signé, mardi 30 avril à Madrid, un accord assurant le transport par voie terrestre du gaz algérien vers l'Europe, renforçant ainsi l'interdépendance économique entre pays des deux rives de la Méditerranée.

MADRID

de notre correspondant

L'accord signé mardi 30 avril à Madrid entre l'Espagne, l'Algérie et le Maroc prévoit la construction d'un gazoduc de mille deux cent cinquante kilomètres, qui partira des gisements algériens de Hassi R'Mel et aboutira à Séville, en passant par le territoire marocain et le détroit de Gibraltar (1). Le gazoduc doit entrer en fonction à partir de 1995, avec, dans une première phase, une capacité de transport de 10 milliards de mètres cubes par an, qui pourra ensuite être portée à 20 milliards avec l'adjonction d'installations de compression. Le coût total de l'opération est estimé à 1,3 milliard de dollars.

Un virtuel abandon

Le ministre espagnol, M. Claudio Aranzadi, a souligné que les répercussions de cet accord dépassaient le cadre de l'Espagne, et qu'il s'agissait là d'une opération « de grande importance stratégique dans les relations tant économiques que politiques entre le Maghreb et l'ensemble de l'Europe ». Ce gazoduc devrait permettre d'approvisionner non seulement le péninsule ibérique, mais aussi les autres pays de la Communauté importateurs de gaz. A la mi-1992 devrait être précisément réalisé le rattachement entre les réseaux de gazoducs français et espagnol, avec l'achèvement du dernier tronçon encore en construction, celui qui relie le gisement de Lacq et la ville de Calabonne, au sud de Pamplune. Un rattachement qui assurera, dans un premier temps, l'importation par l'Espagne de gaz norvégien, mais qui devrait permettre ensuite l'acheminement en sens inverse du gaz algérien vers le nord.

Cet accord intervient à un moment où l'Espagne est engagée

dans un grand débat sur l'avenir de sa politique énergétique. En 1983, les socialistes avaient décrété, peu après leur arrivée au gouvernement, un « moratoire nucléaire » interrompant la construction de cinq nouvelles centrales, qui devaient s'ajouter aux dix déjà existantes. Le moratoire arrive aujourd'hui à son terme, mais l'appareil du parti socialiste, au sein duquel le courant antinucléaire est puissant, a fait pression ces derniers temps sur le gouvernement afin d'obtenir sa prolongation.

Réticents au départ, les responsables économiques du gouvernement ont profité de l'accord sur le gaz algérien pour justifier leur ralliement aux thèses du parti. M. Aranzadi a affirmé que la construction du gazoduc rendait désormais inutile « toute augmentation de la capacité de production nucléaire espagnole », annonçant ainsi implicitement la prolongation du moratoire, ce qui devrait signifier cette fois, dans la pratique, un virtuel abandon des cinq centrales.

Le gouvernement devra dans ces conditions indemniser les sociétés constructrices, dont les investissements dans les travaux déjà réalisés sont estimés de source indépendante à quelque 650 milliards de pesetas (33 milliards de francs), voire à plus de 800 milliards (43 milliards de francs) par les intéressés.

M. Aranzadi a affirmé que le gouvernement avait décidé de miser désormais sur le gaz pour des raisons de coût et d'environnement, mais aussi de diversification. Le gaz naturel n'intervient actuellement que pour 5,6 % dans la satisfaction des besoins énergétiques de l'Espagne, alors que la moyenne communautaire avoisine les 19 %. La part du nucléaire au sud des Pyrénées, en revanche, est déjà de 14,5 %, c'est-à-dire légèrement supérieure à la moyenne au sein des Douze. Mais au-delà des raisons d'ordre technique, d'ailleurs réelles, avancées par le ministre, ce choix de l'équipe économique du gouvernement aura aussi pour effet de favoriser l'apaisement dans les rapports avec l'« appareil » du parti, après les affrontements qui se sont multipliés récemment entre les uns et les autres.

THIERRY MALINIAK

(1) Un autre gazoduc relie déjà Hassi R'Mel à l'Italie, via la Tunisie et le détroit de Sicile.

La visite du ministre du commerce extérieur à Washington

M. Rausch estime que les entreprises françaises doivent profiter du niveau actuel du dollar

Malgré la hausse du dollar, qui a gagné 20 % de sa valeur depuis février, le ministre du commerce extérieur, M. Rausch, juge que le marché américain doit rester prioritaire pour les entreprises françaises, notamment en matière d'acquisition.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

A l'occasion d'un bref séjour dans la capitale fédérale, qui lui a notamment permis de rencontrer le 30 avril M<sup>me</sup> Carla Hills, représentant spécial du gouvernement américain pour les questions commerciales, M. Jean-Marie Rausch, ministre français du commerce extérieur, indique avoir perçu « une certaine complexité » dans la position américaine à propos des difficiles négociations de l'Uruguay Round par rapport à l'adhésion adoptée par Washington en décembre dernier à Bruxelles. « Les États-Unis semblent se rendre compte que nous réfléchissons à une réforme de la politique agricole commune, en dehors de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), tout en insistant, avec nos partenaires européens, sur la nécessité d'aborder dans le même temps d'autres dossiers tels que les services, la propriété intellectuelle ou l'accès aux marchés », a-t-il précisé.

Doublement des achats d'entreprises

« Un dollar à moins de 6 francs permet d'offrir les conditions d'une présence française accrue aux États-Unis », a estimé de son côté M. Jean-Daniel Tardiman, chef des services de l'expansion économique, à l'issue d'un séminaire sur les possibilités d'implantation dans ce pays. « Si on raisonne en termes d'investissement à long terme, le fait de disposer d'un dollar encore assez bon marché et de pouvoir compter sur des avoirs fortement dépréciés doit inciter à profiter de ces opportunités dans la perspective d'un redémarrage de l'économie. La Chase Manhattan est prolixe à vendre pour 1 milliard de dollars, la chaîne hôtelière Marriott ne valait plus, à un moment, que les trois quarts de la valeur qu'on lui accordait généralement. Demain, il sera peut-être trop tard. On paiera les entreprises américaines beaucoup plus cher », estime-t-il.

En le faisant nommer cogérant de la Compagnie des établissements Michelin

M. François Michelin choisit son fils Edouard comme « dauphin » officiel

M. Edouard Michelin, vingt-huit ans, cinquième enfant et quatrième fils du manufacturier François Michelin, sera nommé, le 28 juin, lors de l'assemblée générale des actionnaires, cogérant de la Compagnie générale des établissements Michelin, aux côtés de son père, soixante-quatre ans, et de M. René Zingraff, cinquante-quatre ans. Il remplacera ainsi M. François Rollier, dont les fonctions de gérant commandité prendront fin à la même date.

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Les actionnaires ont eu connaissance de la nomination de M. Edouard Michelin par une lettre en date du 30 avril signée de MM. François Michelin, François Rollier et René Zingraff, où il est bien précisé que « les gérants en exercice ont, sauf circonstances imprévues, toujours eu le souci d'appeler à leurs côtés plusieurs années à l'avance celui ou ceux qu'ils jugeaient le plus aptes à diriger la maison après eux ».

Les choses ne sauraient être plus claires : M. Edouard Michelin, diplômé de l'École centrale de Paris, est appelé à la succession. « Cette façon de procéder nous apparaît d'autant plus pertinente qu'elle permet d'assurer la continuité d'une gestion à long terme alliant tradition et volonté de progrès, qui ont permis à la maison de devenir ce qu'elle est », est-il ajouté dans la lettre.

M. Edouard Michelin travaille dans l'entreprise depuis qu'il est sorti de l'école centrale. Il a été chef de fabrication de l'usine du Puy-en-Velay (Haute-Loire), chef d'équipe à l'usine de Montceau-Les-Mines, avant de prendre des responsabilités à la direction commerciale France.

Dès juillet de cette année, il prendra la direction des sociétés Michelin aux États-Unis et au Canada, sous la responsabilité de leur précédent directeur, qui, dans la nouvelle organisation nord-américaine, dirige l'ensemble regroupant les activités Michelin et celles d'Uniroyal Goodyear. « L'ayant attentivement suivi au cours de ces différentes étapes, nous avons acquis la conviction qu'il possède les qualités de caractère, d'esprit et de cœur qui doivent réunir le futur chef d'une maison comme la nôtre. Sa jeunesse est un atout, des lors que M. François Michelin, âgé de soixante-quatre ans, et M. René Zingraff, âgé de cinquante-quatre ans, sont, pour de nombreuses années encore, à la tête de notre entreprise. Elle permettra à M. Edouard Michelin de se consacrer aux responsabilités opérationnelles qui lui sont confiées, de détecter les axes de progrès et de poursuivre ainsi sa formation « sur le tas », avant d'être appelé à partager quotidiennement la tâche des deux autres gérants et de finir d'acquiescer à leur contact la connaissance des hommes de la maison et de son environnement ».

A Clermont-Ferrand, M. Edouard Michelin est déjà appelé « le dauphin ».

JEAN-PIERRE ROUGER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration, réuni le 30 avril 1991 sous la présidence de Monsieur Philippe CAMUS, a arrêté les comptes sociaux de MMB et examiné les comptes consolidés relatifs à l'exercice 1990.

Le résultat net social a été arrêté à 296 MF pour 1990 contre 47 MF en 1989. Il intègre la plus-value nette réalisée par MMB lors de la cession, intervenue en novembre 1990, de 46,6 % du capital de QUILLET S.A., soit 282,3 MF.

Le résultat net consolidé (part du Groupe) s'élève à 368,2 millions de francs contre 220 millions de francs en 1989, ces chiffres comprenant respectivement 237 et 30 MF de plus et moins-values.

Avant plus et moins-values, le bénéfice consolidé de MMB pour 1991 devrait intégrer l'infléchissement annoncé, sur leurs propres résultats, par HACHETTE et MATRA, principales participations de la Société, et, de ce fait, se trouvera en baisse.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire, convoquée pour le 18 juin 1991, la mise en distribution d'un dividende de F. 3 par action plus F. 1,50 d'avoir fiscal contre respectivement F. 2,70 et F. 1,35 au titre de 1989.



## AFFAIRES

Refusant aussi un relèvement des droits de douane

## Philips n'est pas favorable à la création d'une société européenne unique des circuits intégrés

CHRISTIAN CHARTIER

L'économie générale de l'économie se fera sentir dans le secteur des transports jusqu'à l'été, selon les prévisions de l'Observatoire économique et statistique des transports (OEST). Celui-ci a calculé que seuls le circulation routière totale véhicules confondus (+2,3 %) et le trafic poids lourds sur autoroute (+2,7 %) progresseront, en France, au cours du premier semestre 1991, alors que tous les autres modes de transports verront leur activité en recul : en matière de voyageurs, le pôle touché sera Air Inter (-3,9 %), mais le SNCF ne sera guère mieux loti (-2,1 %).

La signature de cet accord intervient à un moment très préoccupant de la situation économique algérienne. La dette extérieure atteint 25,3 milliards de dollars et 500 poids restera insupportable jusqu'en 1992, au point de représenter les trois quarts des recettes d'exportation. Cet accord s'ajoute à une décision prise en décembre dernier, qui prévoyait une augmentation de 58 % des importations italiennes de gaz naturel algérien à partir de 1994.

o Siemens entre dans la future filiale transports de Krupp. - Le groupe allemand Siemens Ag va entrer à hauteur de 25 % dans le capital de la nouvelle filiale de Krupp MAK, Maschinenbau GmbH, née de la fusion de ses deux sociétés de construction ferroviaire [Krupp Maschinenstechnik GmbH et MAK]. La nouvelle société devrait atteindre un chiffre d'affaires de 250 millions de marks (840 millions de francs), a-t-on précisé chez Siemens. L'opération doit toutefois être validée par le conseil de surveillance du groupe bavarois et par le conseil fédéral (Office fédéral des cartels). Siemens AG espère profiter de sa coopération avec Krupp pour renforcer sa position sur le marché

**CORSE :** tous  
juillet/août  
50 mètres plage,  
and studio tout confort  
pour 4 personnes  
avec terrasse dans  
végétation, possibilité  
tennis et piscine.

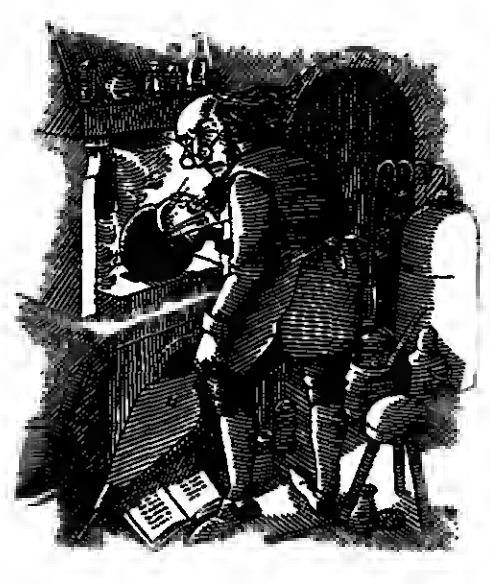
مکتبہ القرآن



هكذا من الامل

On parle, on parle, et puis un jour on s'aperçoit  
que les mots avaient quelque peu dépassé la pensée.

Certains pétroliers redécouvrent l'alchimie :  
en supprimant le plomb de l'essence,  
ils ont trouvé le moyen de se faire de l'or.



Produire un carburant plus propre avec moins de plomb, c'est bien. Rajouter des additifs miracles pour en augmenter le prix, ce n'est pas très clair. Mais refuser aux hypermarchés de le vendre moins cher, c'est franchement trouble. Décidément, pour obliger les automobilistes à payer au prix fort les carburants les moins polluants, l'industrie et les monopoles font bon ménage.

E.LECLERC

L'hypermarché Leclerc de Maurepas distribue



pour le plus grand bénéfice  
des consommateurs et de leurs véhicules.

Les Centres Leclerc ont résolument choisi de défendre le consommateur. Et ce n'est pas nous qui allons le leur reprocher. Même si leur enthousiasme les entraîne parfois un peu plus loin dans leurs allégations. Car enfin, défendre le consommateur, il y a déjà bien longtemps que c'est notre philosophie. Si nous dépensons moins d'argent pour le dire, c'est parce que nous investissons beaucoup dans la recherche pour améliorer

sans cesse les performances de nos produits. Aussi lorsque l'hypermarché Leclerc de Maurepas a décidé de distribuer du Shell Superplus sans plomb, nous avons été très heureux de constater que la fougue ne pouvait obscurcir longtemps la lucidité. Désormais, Leclerc aime Shell. C'est encore une belle victoire pour le consommateur qui bénéficiera dorénavant tout à la fois de l'efficacité Leclerc et de la qualité Shell.

j'ime

PIRELLA GÖTTSCHE LOWE



## MARCHÉS FINANCIERS

Après la publication du Livre blanc du gouvernement

## M. Bébear (AXA) plaide vigoureusement en faveur des retraites par capitalisation

Alors que les assureurs n'ont jusqu'à présent guère fait entendre leur voix dans le débat qui s'ouvre sur l'avenir des retraites, M. Claude Bébear, PDG du groupe AXA, propose de « plafonner la part des retraites par répartition à leur niveau actuel » et de « créer dans les entreprises des systèmes collectifs par capitalisation, c'est-à-dire des fonds de pension à la française ».

Lors d'une rencontre avec l'AJIS (Association des journalistes de l'information sociale), le 30 avril, M. Bébear a assuré qu'il n'est pas question de « mettre fin aux régimes par répartition ». Il juge toutefois nécessaire de bloquer le « niveau global des cotisations » à leur niveau actuel et critique ceux qui, « dans les caisses de retraites, ne veulent pas dire la vérité et considèrent que la capitalisation, c'est le diable ». Le PDG du groupe AXA, qui souhaite que le Livre blanc du gouvernement constitue « un point de départ et non un aboutissement », estime que « l'an ne peut pas continuer à jouer la politique de l'autruche ». Pour éviter « une révolte des actifs » contraints de supporter le poids du financement des retraites à venir, « il faut introduire progressivement des régimes par capitalisation, individuels ou collectifs ».

Les sommes dégagées par la création de fonds de pension -

proposition qui figure dans un autre Livre blanc rédigé par les assureurs et remis au premier ministre mais qui, s'il est adopté à la Fédération française des sociétés d'assurances, n'est pas, « dans l'immédiat », destiné à être rendu public - ne devraient pas être gérées au sein même de l'entreprise, comme le suggère le CNPF, mais à l'extérieur. En défendant cette option, M. Bébear souligne qu'il ne se détermine pas en tant que dirigeant du groupe AXA, mais qu'il défend une « dispersion des risques respectant des règles prudentielles » et ne devant pas nuire à la mobilité des salariés.

A cet égard, M. Bébear juge « aberrant que les assureurs ne donnent pas l'exemple » et propose que la moitié de la prime d'ancienneté des 100 000 salariés de la profession soit consacrée au financement d'un régime par capitalisation. Selon lui, le redoublement de telles formules est favorable dans la mesure où « il ne fait pas de doute » que la mondialisation du marché des capitaux « gomme l'existence, sur une longue période, de taux d'intérêt supérieurs à l'inflation ». Enfin, le PDG du groupe AXA a critiqué « le consensus patronal-syndical, qui gère ensemble les retraites complémentaires », tout en relevant que « le CNPF évolue beaucoup à l'heure actuelle ».

J.-M. N.

## La crise du système financier américain

## La FDIC prévoit plusieurs centaines de faillites bancaires aux Etats-Unis

Selon M. John Bovenzi, adjoint du président de la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), l'agence fédérale garantissant les dépôts bancaires aux Etats-Unis, le nombre des défaillances bancaires pourrait atteindre de 340 à 440 établissements en 1991 et 1992. Ces banques, dont les actifs varient de 95 à 160 millions de dollars, devraient cotiser au fonds d'assurance bancaire de l'agence fédérale de 15,8 à 24 milliards de dollars.

Ces chiffres pessimistes viennent à

point d'étayer les dernières déclarations de M. William Seldman, président de la FDIC, lors de la transmission du projet de réforme bancaire soumis par le président Bush au Congrès, le 20 mars dernier, soulignant qu'il était urgent de doter son organisme d'au moins 35 milliards de dollars pour éviter le désastre. La FDIC a dû faire face à plus de 1 000 faillites bancaires au cours de ces six dernières années.

□ Découverte d'un champ géant de pétrole dans le golfe du Mexique. Shell et BP ont annoncé mercredi 1<sup>er</sup> mai la découverte d'un champ pétrolier géant dans le golfe du Mexique. Il s'agit d'une plus grande découverte réalisée aux Etats-Unis depuis vingt ans. Le champ, nommé « Mars », est situé à une très grande profondeur d'eau, environ 930 mètres, ce qui rend son exploitation difficile et coûteuse. Mais il pourrait contenir plus d'un milliard de barils de pétrole brut, se classant ainsi parmi les « géants » mondiaux.

□ Viag achète les unités européennes de Continental Can. Le groupe industriel allemand Viag a acheté Continental Can Europe (CCE) à l'Américain Peter Kiewit. Le prix de cette acquisition serait de l'ordre de 1 milliard de dollars (8 milliards de francs environ). CCE, l'un des principaux fabricants mondiaux d'emballage alimentaire, a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de dollars (près de 10 milliards de francs).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CGI INFORMATIQUE

## ACQUISITIONS POUR CGI INFORMATIQUE

Fidèle à sa politique de rachat de sociétés aux activités complémentaires des siennes, le groupe CGI renforce ses positions :

- En Grande-Bretagne avec l'acquisition de la société LS3 - London Specialist Software Systems Limited - spécialisée dans le développement et la distribution de progiciels pour le secteur industriel avec les produits POPIMS et LS/400. La Grande-Bretagne représentera ainsi la première implantation européenne du Groupe CGI, avec 200 collaborateurs et un chiffre d'affaires d'environ 12 millions de livres.

- Aux Etats-Unis, grâce à un accord signé avec la société américaine TRANSFORM LOGIC CORP., installée à PHOENIX (Arizona) pour le rachat des outils de génie logiciel, DESIGN Aid II et Source/RE. Ces produits comptent 8 000 installations chez 400 clients répartis dans le monde et s'inscrivent dans l'offre globale CGI pour constituer l'atelier de génie logiciel le plus ouvert et le plus complet du marché.

Cette prise de participation et cet accord confortent la position du groupe CGI en tant que leader de la GPO en France (POPIMS et LS/400 s'ajoutent à TZAR II et TDMBASE) et s'inscrivent dans la logique d'ouverture poursuivie par CGI en matière de génie logiciel et d'intégration à l'AD/CYCLE (Design Aid II et Source/RE s'ajoutent à PACBASE, PACLAN et YOURDON).

## NEW-YORK, 2 mai ↑

## Pause

Tout en bénéficiant du recul des taux d'intérêt américain, le marché américain a enregistré une modeste progression jeudi 2 mai, des prises de bénéfices érodant les gains du début de séance. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 2 938,81, en hausse de 8,41 points, soit un gain de 0,28 %. Quelques 188 millions d'actions ont été échangées : 948 titres étaient en hausse, contre 612 en baisse, 499 sont restés inchangés.

Selon les experts, les taux d'intérêt à long terme ont reculé après l'annonce d'une progression des commandes d'allocations d'édifice à la mi-avril, ce qui a encouragé un transfert de capitaux du marché obligataire vers les actions. Le marché attend maintenant la publication, vendredi 3 mai, des chiffres du chômage. Les conjoncturistes privés tablent généralement sur un taux de 7 % (contre 6,8 % en mars) et sur 175 000 pertes d'emploi.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, sont tombés à 8,13 %, contre 8,17 % mercredi soir.

VALEURS	Cours de 1 <sup>er</sup> mai	Cours de 2 <sup>e</sup> mai
Alcoa	70	71
AT&T	37 3/4	37 3/8
Chrysler	12 1/2	12 3/4
Du Pont de Nemours	18 3/4	18 3/4
Exxon	42 5/8	42 1/8
General Motors	59 5/8	59 5/8
IBM	23 1/2	23 1/2
Johnson & Johnson	37 1/4	37 1/4
Merck	21 7/8	21 7/8
Microsoft	105 3/4	105 3/4
ITT	59	59 7/8
Molden	58	57 7/8
Schlumberger	62 7/8	62 3/4
Tecumseh	86 3/4	86 1/8
Union Carbide	18 1/2	18 1/2
USX	31 7/8	31 7/8
Westinghouse	27 1/4	27 1/4
Yale Corp	57 1/4	57 3/4

## LONDRES, 2 mai ↑

## Poursuite de la hausse

Pour la deuxième séance consécutive, les valeurs ont poursuivi leur hausse jeudi 2 mai au Stock Exchange. Au terme des échanges, l'indice FTSE 100 a gagné 22,3 points à 2 530,7, soit un gain de 0,9 %. Le volume des échanges a été de 419,3 millions de titres, contre 418,6 millions de titres, mercredi. L'ouverture en hausse de Wall Street et les espoirs de victoire des conservateurs aux élections locales de jeudi (dont les résultats ne seront connus que dans la nuit) ont contribué dans une large part à cette progression. Les déclarations, mercredi 1<sup>er</sup> mai, du premier ministre britannique, M. John Major, selon lesquelles la victoire de la droite au sein du parti conservateur permettrait de mettre fin à la dépression, ont stimulé le marché.

Le marché a été, toutefois, ralenti par l'augmentation de capital de 119 millions de livres lancée par le groupe de construction de l'aéroport de Heathrow, qui a légèrement reculé.

La plupart des valeurs ont progressé, notamment les pétrolières, les assurances, les magasins et les banques.

## FAITS ET RÉSULTATS

□ Accord de coopération entre Viatic et Dai-Tokyo Fire. - Dai-Tokyo Fire and Marine Insurance Co., la cinquième compagnie japonaise d'assurance non-vie, a annoncé la conclusion d'un accord de coopération avec l'assureur français Viatic (groupe Suez), cinquième européen, pour un accès réciproque à leurs marchés. Par cet accord, les deux groupes pourront au Japon et en Europe vendre des contrats d'assurance non-vie, s'échanger des opérations de réassurance et des informations sur leur secteur d'activité. La firme japonaise bénéficiera du réseau européen de Viatic pour suivre ses habituels clients japonais installés sur le marché européen. Viatic s'appuiera de son côté sur le réseau domestique de Dai-Tokyo pour se développer dans l'Asie-Pacifique et y assurer ses clients européens sans pour autant dénoncer les relations déjà existantes entre certaines de ses filiales et d'autres compagnies d'assurances, notamment en réassurance (Colonie avec Nippon-Fire et Nordstern avec Yaguda-Fire). Créée en 1918, Dai-Tokyo, Viatic n'appartient à aucun trust japonais, est en fait la première compagnie d'assurance non-vie indépendante du Japon. Employant 6 700 personnes et présente dans six pays, son total de bilan atteint plus de 1260 milliards de yens (154 milliards de francs).

□ Courcouronnes-Bouvet renforce ses activités de gestion de portefeuille. - En concluant un accord portant sur la mise en œuvre d'une « gestion de portefeuille » de la société de Bourse Auboyneau-Labouret-Ollivier (BLOL, France), l'ex-chef d'agence de change Courcouronnes-Bouvet (groupe Paribas) renforce ainsi son activité de gestion d'actifs pour compte de tiers qui constitue l'un des métiers du groupe Paribas. Ce nouvel ensemble ainsi constitué gère plus de 8 milliards de francs d'actifs. Courcouronnes-Bouvet, en nom collectif, est filiale à 100 % de Paribas. Elle dispose de 250 millions de francs de fonds propres et a réalisé en 1990 un résultat net de 44 millions de francs.

## PARIS, 3 mai ↑

## Sans tendance

Après la forte progression de la veille (+2,53 %), les valeurs françaises ont enregistré une hausse nettement plus modérée. En retrait de 0,18 % des gains de la veille, les transactions, le marché parisien quittait momentanément sa tendance initiale, plutôt orientée à la baisse, pour évoluer de part et d'autre du point d'équilibre sans adopter de véritable orientation. En fin de séance, il offrait une légère avance de 0,14 %, sans conviction. En début d'après-midi, l'indice de la place continuait son essor-réaction entre le rouge et le vert. Plus tard dans la journée, avant que ne soient communiqués les chiffres de chômage aux Etats-Unis, qui pourraient donner une orientation plus nette au marché d'ici la clôture, l'indice CAC 40 a enregistré un retrait symbolique de 0,02 %.

Selon les opérateurs, le marché est resté légèrement positif dans l'attente d'une baisse des taux français, la baisse d'un demi-point du taux d'escompte américain a continué de soutenir le marché en perspective d'un nouvel assouplissement de la politique monétaire par la Réserve fédérale américaine, lors de la prochaine réunion du conseil des gouverneurs (FOMC) qui sera même évoquée. Ce qui ne sera pas impossible compte tenu des statistiques, plutôt médiocres, réajustement public aux Etats-Unis. De plus, le maintien en l'état de la politique allemande en matière de taux d'intérêt lors de la réunion du conseil des gouverneurs de la Bundesbank, jeudi 2 mai à Francfort, a été interprété comme un facteur supplémentaire qui pourrait autoriser cette détente des taux en France et, comme l'ajoutait un opérateur, entraîner des transferts de liquidités sur la Bourse.

Du côté des valeurs, bonne remontée du BIC, de Radiotechnique. Les valeurs dites « à taux » (banques et assurances) se replaçaient sensiblement.

## TOKYO, 3 mai

## Clos

Tous les marchés boursiers et financiers japonais ont clôturé vendredi 3 mai en raison de fêtes locales.

## Extension des horaires d'ouverture de la Bourse de Tokyo

Le début de la session d'après-midi de la Bourse de Tokyo commencera une demi-heure plus tôt, depuis le mardi 30 avril, afin d'accroître la durée des transactions au capital. Fondé en 1934, l'ancien marché de la Bourse de Tokyo, qui a été transféré à la Bourse de Kabuto-cho, a été réorganisé. Après l'interdiction de mise en œuvre des cours des actions et des obligations reprenant à la cote de Tokyo à 12 h 30 (heure locale), contre 12 heures précédemment, le début annuel des transactions passera ainsi de 9h45 heures en 1990 à quelque 11 h 00 heures en 1991. Le début de la session de la Bourse de New-York.

Cette augmentation des horaires de session devrait aussi permettre aux salariés japonais de passer des ordres boursiers pendant l'heure du repas, traditionnellement fixée au Japon entre midi et une heure de l'après-midi.

□ La CFPI double sa présence en Allemagne. - La CFPI, premier chimiste indépendant français, a plus que doublé sa présence en Allemagne en acquérant la totalité du capital de la société Gebard Ruff und Co., selon un communiqué de la société. Le principe de cette acquisition, dont le prix n'a pas été révélé, avait été annoncé en novembre dernier par le PDG de la CFPI, M. Claude Henin. La CFPI (Conseil français de produits industriels) exporte déjà pour environ 50 millions de francs directement de France vers l'Allemagne. Sy ajoutent les ventes de sa filiale CFPI GmbH (11 millions de francs) et celles de Microalloywerk Stade (17 millions de francs), dont le groupe français détient la moitié du capital. Fondé en 1934, Ruff employait environ 110 personnes dans ses deux usines de Memmingen (Bavière, sud de la RFA), et de Neumarkt, près de Salzbourg (Autriche). La société réalise 85 millions de francs de chiffre d'affaires, essentiellement dans les produits de nettoyage et d'hygiène destinés à la production industrielle et aux industries agroalimentaires.

□ Bank of the West (BNP) acquiert trente agences d'une banque d'épargne américaine. - La Bank of the West, filiale à 100 % de la BNP, a acquis trente agences de l'Imperial Federal Savings and Loan Association du Nord. Cette banque se voit confier les dépôts qui y étaient attachés, soit 1,5 milliard de dollars, mais ne possède plus les actifs de la « Savings and Loans » revendus au Crédit Suisse First Boston, a déclaré M. Michel Larrouilh, directeur général de la Bank of the West. Décrivant le mécanisme complexe, M. Larrouilh explique : « La « caisse d'épargne » américaine, en faillite, a été rachetée pour 3,75 millions de dollars (21,3 millions de francs). Cependant, la RTC (Resolution Trust Corporation), chargée de vendre les actifs d'épargne américaines en faillite, a donné trois mois à la banque pour étudier l'ensemble des actifs, choisir ceux qui intéressent et retourner les autres ».

## PARIS :

## Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3829	3840	I.C.C.	254	254
Amstel Amoco	290	290	DIA	343	343
B.A.C.	152	152	Micromex	135	135
Bouygues	880	884	Immob. Habitat	925	908
Bouygues (Ly.)	372	371	LP.B.M.	101	100
Bouygues (Lyon)	212	212	Locamotives	285	285
C.A.I. de F. (C.C.I.)	1100	1101	Locamotives	91 50	91 50
Calsonic	406	405	Nova Com	128	129 50
Cardif	685	710	Motex	150	150
C.E.G.E.P.	180	179	Preborg	84	84
C.F.P.I.	306	313	Publi-Reportage	370	376
C.N.I.M.	920	920	Radi	805	810
Codanor	268	258	Renaissance (Ly.)	201	201
Comptex	885	885	S.H. Hengsten	175	179
Conseil	280	255	Soltech Invest (Ly.)	102	102
Dagbladet	467 50	478	Sorbus	480	480
Dalmeida	1003	1005	S.M.T. Group	130	115
Danachy Worms Co.	385	385	Sopra	274 50	255 20
Dezoban et Gril	285	285	TFI	302	302
Derivale	1214	1214	Thomson H. (Ly.)	281	278
Devil	404	410	Unicor	228	225
Dollac	135	139	Vel et Cie	105	104 50
Edison Belland	235	235	Y. St-Laurent Group	799	800
Europ. Propriété	343	340			
Finacor	128 50	128 50			
Frankoph	138	138 70			
G.F.F. (Group Fin.)	305	304 50			
Grand Livr	385	385			
Groupograph	228	228 10			
Group Origyn	714	700			
Géral	1000	1005			

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 mai 1991

Nombre de contrats : 81 676

COURS	Échéances
Dernier	107,24
Précédent	106,90
	106,94
	106,74

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	107	107
	0,70	1,42
	0,47	1,19

CAC 40 A TERME (MATIF)	Volume : 9 174
Dernier	2 938,50
Précédent	1 779
	1 829
	1 788,50
	1 803

COURS	mai	juin	juillet
Dernier	1 838,50	1 829	1 803
Précédent	1 779	1 788,50	1 803

CHANGES	BOURSES
---------	---------

BOURSES	PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-80)
Industrielles	30 avril 2 mai
Valeurs françaises	116,70 118,80
Valeurs étrangères	112,50 113,60
(SIF, base 100 : 31-12-81)	
Indice général CAC	479,60 488,70
(SIF, base 1000 : 31-12-87)	
Indice CAC 40	1779,18 1824,23

NEW-YORK (Index Dow Jones)	1 <sup>er</sup> mai 2 mai
Industrielles	2 930,20 2 938,61
LONDRES (Index Financial Times)	1 <sup>er</sup> mai 2 mai
100 valeurs	2 508,40 2 530,70
30 valeurs	1 966,70 1 981
Mines d'or	139,90 140,90
Fonds d'Etat	84,92 85,05

FRANCFORT	2 mai 3 mai
Dollar (en DM)	1,722 1,743
TOKYO	2 mai 3 mai
Dollar (en yens)	137,68 Cts

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	2 mai 3 mai
Paris (3 mai)	9 316 - 9 316 %
New-York (2 mai)	9 344 %

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	+ base	+ base	Rap., + ou dép. -		Rap., + ou dép. -		Rap., + ou dép. -	
\$ E.-U.	5,8150	5,8180	+ 158	+ 168	+ 130	+ 330	+ 860	+ 920
\$ can.	5,8096	5,8064	- 8	+ 10	- 12	+ 18	- 4	+ 6
Yen (100)	4,2171	4,2208	+ 33	+ 44	+ 84	+ 101	+ 294	+ 343
DM	3,3667	3,3695	- 3	+ 13	- 7	+ 14	- 31	+ 22
Finl.	3,0041	3,0064	- 4	+ 4	- 7	+ 7	- 26	+ 26
FR (100)	16,4500	16,4530	+ 10	+ 70	- 30	+ 90	- 100	+ 200
FS	3,9993	4,0041	+ 15	+ 30	+ 32	+ 50	+ 120	+ 177
L (1 000)	4,5676	4,5717	- 96	- 80	- 187	- 161	- 334	- 472
S.	9,9931	10,0040	- 260	- 230	- 400	- 320	- 1010	- 880

TAUX DES EUROMONNAIES	1 <sup>er</sup> mai 2 mai
1 E.U.	5 13/16 5 15/16
Yen	7 15/16 8 1/16
DM	8 13/16 8 15/16
Finl.	9 3/4 9 1/4
FR (100)	9 9 1/2
FS	8 1/4 8 1/2
L. (1 000)	11 1/4 11 3/4
S.	12 1/2 12 3/4
Finl.	9 1/8 9 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Vendredi 3 Mai  
Olivier Lefevre  
PDG de PseudocubeLundi 6 mai  
Paul Rivier  
PDG de Total

سكيا بن الامال

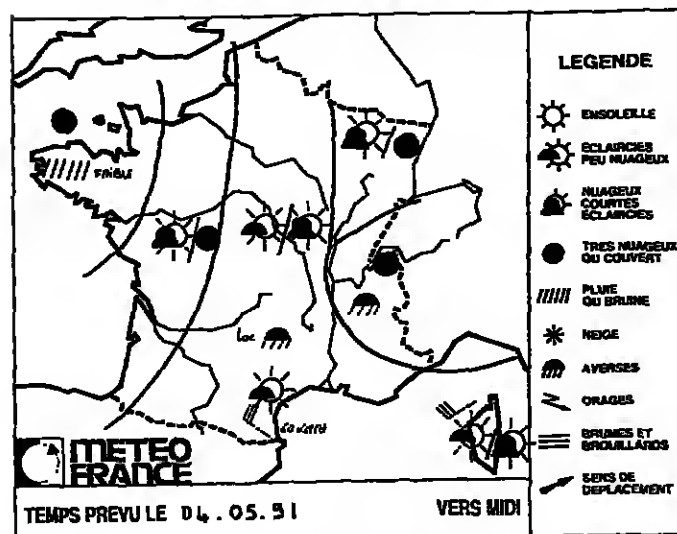


c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché continu

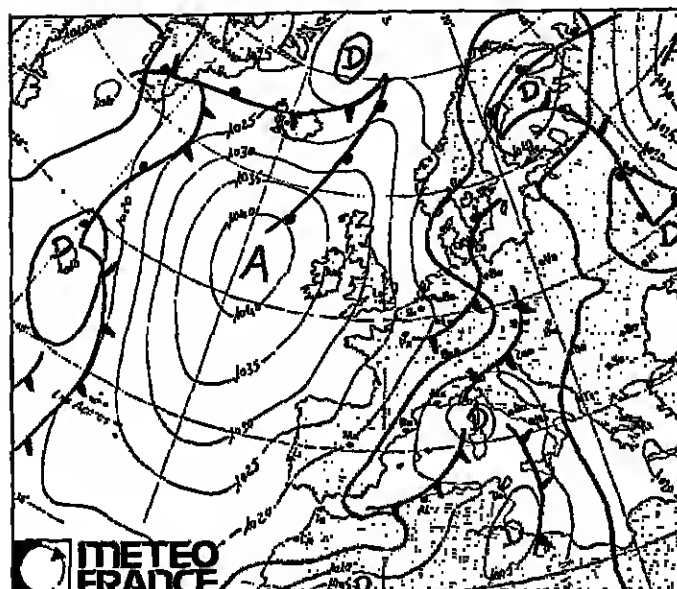


## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 4 mai 1991  
Persistance d'un temps frais et nuageux  
avec quelques pluies à l'Ouest  
et près des frontières de l'Est



SITUATION LE 3 MAI 1991 A 0 HEURE TU



Dimanche : frais et nuageux. - Sur l'ensemble de la France, le ciel restera très nuageux. C'est sur le Sud-Est que ces nuages seront les plus menaçants, émanant des pluies et des orages sur la Provence, la Côte d'Azur, la Corse et les Alpes. Il pleuvra également un peu sur les régions proches des Pyrénées (avec de la neige au-dessus de 1 200 mètres).

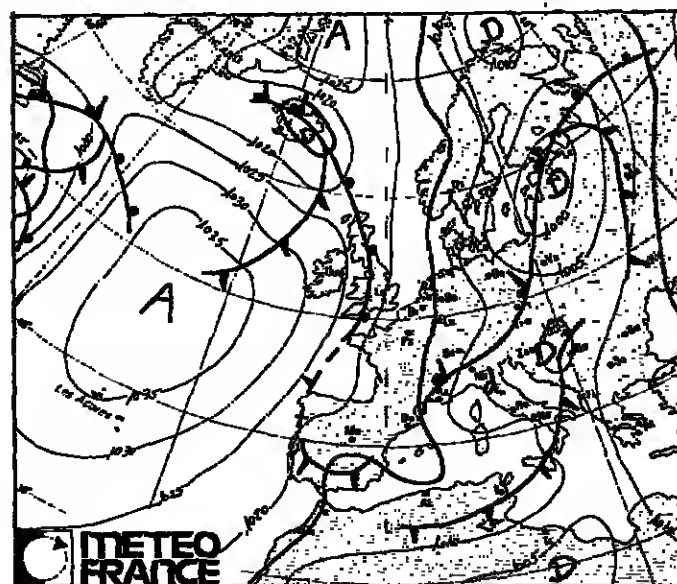
Sur le reste de la France, la matinée sera souvent brumeuse avec même quelques bancs de brouillard qui se formeront en fin de nuit. Par la suite, la

journée sera variable avec de nombreux passages nuageux, de courtes éclaircies et quelques averses.

La tramontane soufflera moins fort que les jours précédents.

La nuit, les températures seront comprises entre 4 degrés et 9 degrés du nord au sud. L'après-midi, elles seront inférieures de 3 degrés à 5 degrés aux températures saisonnières, atteignant difficilement 12 degrés à 14 degrés sur la moitié nord, 14 degrés à 16 degrés sur la moitié sud et jusqu'à 19 degrés sur la littorale méditerranéenne.

PRÉVISIONS POUR LE 5 MAI 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximale - minimales et temps observé le 2-05-1991 à 18 heures TU et le 3-05-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG	LIÉGEOIS	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	BERLIN	MOSCOU	MADRID	MARRAKECH	MEXICO	MILAN	MONTREAL	NEW-YORK	OSLO	PALMA-DE-MAJ	PEKIN	RIO-DE-JANEIRO	ROMA	SINGAPOUR	SYDNEY	TOKYO	TUNIS	VARSOVIE	VIENNE	LOS ANGELES
11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13
14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16
17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18
19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21
22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22
23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23
24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25
26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26
27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27
28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28
29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29	29
30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30
31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## CARNET DU Monde

## Naissances

- Alice VIAL (15-7-86)  
et Bruno VIAL (22-3-88)

ont la joie d'annoncer la naissance de leur frère,

Antonin,

le 2 mai 1991.

Marion Paoli, Nicolas Vial.

- Carole ABEILLON

et Jean-François ARLON

sont heureux d'annoncer la naissance de

Gaillaume,

le 27 avril 1991.

La Jéhémie,

41130 Châtillon-sur-Cher.

## Décès

- Dominique Fontaine  
Et Romain Bassoul,  
ont la tristesse de faire part du décès de

René-Louis BASSOUL,

survenu le 30 avril à Bordeaux.

L'inhumation aura lieu le 6 mai, à 15 h 30, au cimetière de Mérignac.

- M. et M<sup>me</sup> Joachim Rothacker,  
El Jérôme,  
M. et M<sup>me</sup> Gilles Bouverot,  
Guillaume et Nicolas,  
Et leurs familles,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Germaine BOUVEROT,  
née Géraud,

survenu le 26 avril 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Jonquilles, parc Van-Loo,  
13090 Aix-en-Provence,  
3, rue de la Grange,  
38240 Meylan.

- M<sup>me</sup> Claude Gallimard,  
M<sup>me</sup> Simone Gallimard,  
M. et M<sup>me</sup> Emmanuel de Montaigu  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Christian Gallimard  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Antoine Gallimard  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Franck,  
Stéphane et Frédéric Haskell,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude GALLIMARD,

survenu le 29 avril 1991, à Paris, des suites d'une longue maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

17, rue de l'Université,  
75007 Paris.

- Le personnel des Éditions Gallimard  
à la tristesse d'annoncer le décès de son vice-président

M. Claude GALLIMARD,

survenu des suites d'une longue maladie, à Paris, le 29 avril 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

5, rue Sébastien-Bottin,  
75007 Paris.

(Le Monde du 30 avril.)

- Françoise Grux,  
sa fille,  
Bénédicte et Walter Werner,  
David et Romain Werner,  
ses arrière-petits-enfants,  
Andrée Besurement-Le Tac,  
sa filleule,  
ont la tristesse de faire part du décès de

André GRUX-SPILLER,

survenu le 1<sup>er</sup> mai 1991, à Ennery (Val-d'Oise).

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 6 mai, à 11 heures, en l'église Saint-Christophe de Cergy-Village, suivie de l'inhumation dans la sépulture familiale au cimetière d'Omerville (Val-d'Oise), à 12 h 30.

Les Parades,  
22, avenue du Parc,  
95000 Cergy.

- On nous prie d'annoncer le décès, à l'âge de quatre-vingts ans, de

M. Pierre GUILLERY,  
conseiller à la cour d'appel de Paris,  
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 23 avril 1991.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale, le 27 avril, à Granville (Manche).

De la part de  
M<sup>me</sup> Pierre Guillery,  
née Villain,  
M. Pierre Gendreau et M<sup>me</sup>,  
née Guillery,  
leurs enfants et petits-enfants,  
Les familles Villain et Legris.

Résidence Harmonie,  
6, boulevard de Neuilly,  
92400 Courbevoie,  
18, rue des Prestes,  
75015 Paris.

- Issac (Dordogne).

Marie-Ange, Marie-Laure et Eric,  
Bernard, Guy et Christine,  
Noémie, Pauline, Edicé, Sébastien,  
Laurent et Jérémie,  
Cécile,  
ses enfants, leurs conjoints,  
ses petits-enfants et son épouse,  
ont la tristesse de faire part du décès de

André LAMOUROUX,  
ancien ingénieur des poudres,  
administrateur  
à la Communauté européenne,

survenu le 1<sup>er</sup> mai à Issac.

Les obsèques auront lieu au cimetière d'Issac (Dordogne) le samedi 4 mai 1991, à 15 heures.

- Le 17 avril 1991

Ian LE CAISNE

a été enlevé à l'affection des siens.

« Je ne suis plus dans le monde :  
eux sont dans le monde, et moi je  
suis avec Toi. Père, garde-les en ton  
nom. »

Jean XVII, v. 11.

Vous le font savoir :

M<sup>me</sup> Ian Le Caisne,

son épouse,

Barbéro et Matthieu,

ses enfants,

M<sup>me</sup> Rémy Le Caisne,

sa mère,

Sa sœur, ses frères et belle-sœur :

Brigitte Le Caisne,

Luc et Monique Le Caisne,

Marc Le Caisne,

Ses neveux et nièces :

Gilles et Anne, Marion,

Arthur, Léonore et Garance,

Et M<sup>me</sup> Gisèle et Nicole Le Caisne,

M<sup>me</sup> François Dorange,

sa belle-fille,

Patrice Dorange,

son beau-frère,

Ainsi que tous les membres de leur famille.

Son oncle et ses tantes :

M<sup>me</sup> Elisabeth et Marguerite Beuzart,

Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Beuzart

et leur famille,

Tous ses amis.

L'inhumation religieuse a eu lieu à Varengeville-sur-Mer, dans l'intimité familiale.

Un service à sa mémoire sera célébré à l'Oratoire du Louvre, le 14 mai, à 18 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Daniel Niarféix,

son fils,

François Niarféix,

son compagnon,

Les familles Niarféix, Biscariet,

Mahé,

Ainsi que tous ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Madeleine NIARFÉIX,

survenue à Nice le 24 avril 1991, dans sa soixante-dix-septième année, des suites d'une longue et douloureuse maladie.

Les obsèques ont eu lieu le 26 avril, à Nice.

- Paris. Grenoble.

M<sup>me</sup> Bernard Pigeon,

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Et sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques PORTE,

leur frère, oncle et grand-oncle,

survenu à Paris, le 1<sup>er</sup> mai 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu, le samedi 4 mai 1991, à 9 h 45, en l'église Saint-Louis, à Grenoble, suivie de l'inhumation au cimetière de Monestier-de-Clermont.

Les obsèques ont eu lieu le 26 avril, à Nice.

- Paris. Grenoble.

M<sup>me</sup> Bernard Pigeon,

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Et sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques PORTE,

leur frère, oncle et grand-oncle,

survenu à Paris, le 1<sup>er</sup> mai 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu, le samedi 4 mai 1991, à 9 h 45, en l'église Saint-Louis, à Grenoble, suivie de l'inhumation au cimetière de Monestier-de-Clermont.

Les obsèques ont eu lieu le 26 avril, à Nice.

- Paris. Grenoble.

M<sup>me</sup> Bernard Pigeon,

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Et sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques PORTE,



صدا من الامم

# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 4 mai

IMAGES PIERRE GEORGES

## Le pain noir du Koweït

**D**es images lunaires. Le Koweït n'est plus qu'une île rouge et noire comme le feu et les cendres. Dans ses excrétales, l'actualité néglige le suivi. Quelques semaines avaient suffi à oublier ce pays et à transporter les caméras ailleurs, où se manifeste l'urgence, kurde ou autre, du malheur humain. Et le Koweït libéré, du moins de ses envahisseurs, fut oublié, comme au rancart du sensationnel.

Ce ne fut pas le moindre mérite du reportage diffusé jeudi par Antenne 2, dans « Envoyé Spécial », que de rappeler ce fait : le Koweït brûle, encore et toujours, libre d'erreur dans le pénombre des fumées, victime du plus fou des dommages de guerre, l'éclipse permanente de soleil provoquée par ces dizaines de puits en feu.

Ces images d'un pays comme puni par où il a péché, le pétrole, d'un pays où désormais chaque demain est une sure nuit, étaient impressionnantes. Comme ne l'étaient pas moins les visages et les toux des habitants venant à l'hôpital consulter en service pneumologie. « Quand je rouais, c'est du pétrole que ça crache. » Ca vieillit l'homme, pour tout un peuple, les meilleurs de la paix, cette malédiction gluante qui colle à chaque et donne aux parents des voitures l'aspect irradé d'une pluie d'huile.

La catastrophe écologique est donc bien réelle. Et même si tous les Red Adair de la création s'emploient au cessez-le-feu, le Koweït n'est manifestement pas à la veille de revoir le jour. Surtout si une autre catastrophe, sociale celle-là, menace.

La guerre avait surpris le Koweït dans l'équilibre précaire des nations trop riches, un peuple koweïtien assouli du pouvoir de l'argent et les immigrants venus, sur les miettes du faïen, assurer la domesticité. La paix des ruines a tout bouleversé. Les Koweïtiens ne veulent plus des autres, soupçonnés d'avoir trahi trop vite ou d'être partis trop tôt. Et les Koweïtiens ne savent pas se passer des autres.

La situation se fait fabuleuse quand le reportage montre une boulangerie industrielle reprise par des netifs ni qualifiés ni même capables de fabriquer une fiction de pain. Ce pain immanquable est comme le pain noir d'un pays qui en est venu à douter de ses boulangers étrangers. La situation se fait drame, quand on est étranger, entra interdiction de rester dans le pays et défense provisoire d'en sortir. Un médecin palestinien, ces chrétiens irakiens ne sont plus qu'une fois par semaine, le temps d'une messe confidentielle, des Pékistans rêvent le Pékistan, tous ont dit leur peur en ce paradis libéré et perdu.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; O Film à éviter ; N On peut voir ; M Ne pas manquer ; M M Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 3 mai

- TF 1**
- 20.50 Variétés : Tous à la Une.
  - 22.45 Magazine : 52 sur la Une. Enquête sur une disparition.
  - 23.45 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des super-welters : Sébastien Lacroix (France) - Mourad Louvi (Pays-Bas).
  - 0.45 Au tout.
  - 0.50 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Variétés : Dalida mon amour.
  - 22.15 Magazine : Caractères. A l'aventure. Invités : Christine Spongel (Une femme dans la guerre), Patrick Franchot (Au Congo jusqu'au cou), Elle Maillart (la Vagabonde des mers), Marc de Gouvenain (Un printemps en Sibérie).
  - 23.25 Journal et Météo.
  - 23.40 Cinéma : Embrasse-moi, idiot. Film américain de Billy Wilder (1984).
- FR 3**
- 20.35 Magazine : Thalassa. Génération boréale.
  - 21.35 Téléfilm : Bing (1<sup>re</sup> partie).
  - 22.30 Journal et Météo.
  - 22.50 Documentaire : Traverses. De Heroun Tazieff. Ene 1988.
  - 23.45 Magazine : Musicales. Cycle Brahms.
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 20.30
  - 20.05 Sport : Football. Championnat de France : Cannes-Nancy.
  - 22.40 Flash d'informations.
  - 22.45 Cinéma : Kickboxer. Film américain de David Worth (1989).
  - 0.35 Cinéma : Le Blob. Film américain de Chuck Russell (1988).
- LA 5**
- 20.50 Téléfilm : L'Homme au complet marron.
- 22.25** Série : Mystères à Twin Peaks. (3<sup>e</sup> épisode, Rediff.).
- 0.00** Le Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Coup de main aux Philippines.
  - 22.10 Série : La Mélédiction du loup-garou.
  - 22.40 Magazine : Vénus.
  - 23.10 Magazine : La 6<sup>e</sup> Dimension.
  - 23.40 Capital.
  - 23.50 Six minutes d'informations.
  - 23.55 Concert : Live, Kashtin.
- LA SEPT**
- 21.00 Téléfilm : Jeanne d'Arc. Chronique.
  - 22.25 Le Dessous des cartes.
  - 22.30 Téléfilm : Lieutenant Lorena.
  - 23.40 Court métrage : Il est interdit de jouer dans la cour.
  - 23.60 Documentaire : L'apocalypse joyeuse.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives.
  - 21.30 Musique : Black end blue. Chroniques italiennes. 2. Aujourd'hui.
  - 22.40 Les nuits magnétiques. Les petites ondes.
  - 0.05 Du jour au lendemain.
  - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (épis de la radio de Saxe) : Carnéval romain, ouverture op. 9, de Berlioz ; Concerto pour cor et orchestre n° 1 en mi bémol majeur op. 11, de R. Strauss ; Symphonie n° 6 en si mineur op. 74, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de la radio de Leipzig, dir. Yakov Kreizberg.
  - 23.07 Poussières d'étoiles.


- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages. Le Litoral : un restaurant comme un autre, de Rémi Laine et Gérard Ramirez.
  - 13.50 La Une est à vous (et à 14.30, 16.10).
  - 13.55 Série : Vivement lundi.
  - 16.00 Tiroc-quant à Vincennes.
  - 17.30 Divertissement : Mondo dingo.
  - 18.00 Magazine : Trente millions d'amis. Le prêt-à-porter de Valentino ; Les nouveaux parrains ; Le château de Sauvage.
  - 18.30 Jeu : Une famille en or.
  - 18.55 Série : Marc et Sophie.
  - 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
  - 19.50 Tirage du Loto.
  - 20.00 Journal, Tiroc, Tapis vert, Météo et Loto.
  - 20.45 Variétés : Sébastien c'est fou !
  - 22.35 Série : Columbo.
  - 0.15 Magazine : Formule sport.
- A 2**
- 13.35 Magazine : Objectif sciences. Des mains de truanda : Des voitures et des robots ; Velin : papiers ou peaux ; La Terre sous haute surveillance.
  - 14.00 Magazine : Animalia.
  - 14.55 Magazine : Sports passion. Tennis : Coupe Davis (France-Australie).
  - 17.05 Club sandwich.
  - 18.05 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.
  - 18.30 Série : L'Appart.
  - 18.55 INC.
  - 19.00 Faillite : Espionne et tait-toi.
  - 20.00 Journal et Météo.
  - 20.45 Divertissement : En attendant l'Eurovision.
- 21.00** Soirée spéciale : 38<sup>e</sup> Concours Eurovision de la chanson.
- 23.50** Journal et Météo.
- 0.10** Série : Mécènes de nuit.
- 1.00** Série : La Saint.
- 2.00** Magnétoscope : Lutte gréco-romaine. Championnat d'Europe (120 min).
- FR 3**
- 13.00 Télévision régionale.
  - 14.00 Sport : Golf. Dén de Cannes-Mougins 1991. En direct.
  - De 15.00 à 19.00 la Sept
  - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région. Invité : Michel Garret (Centre national de transfusion sanguine).
  - De 20.00 à 0.05 la Sept
  - 0.05 Série rose : Augustin de Villebrenche.
  - 0.35 Magazine : L'Heure du golf.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Téléfilm : Le Dernier Crime d'Al Capone.
  - 15.25 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
  - 16.10 Documentaire : Les Allumés... Une, un sport précolombien.
  - 16.35 Jeu : V.O.
  - 17.05 Les Superstars du catch. En clair jusqu'à 20.30
  - 18.00 Décade pas Bunny.
  - 19.05 Dessin animé : Les Simpson.
  - 19.30 Flash d'informations.
  - 19.35 Top 50.
  - 20.30 Téléfilm : Le Complice.
  - 21.55 Flash d'informations.
  - 22.05 Sport : Boxe. En direct de la halle Carpentier à Paris, championnat du monde des super-welters : Gilbert Del (France)-Jun Suk

- Hwang (Corée). Egalement, Jorge Castro (Argentine) en poids super-welters ; Antoine Fernandez (France) en poids welters ; Pierre « Bibi » Lory (France) en poids super-plume ; Febrice Tiozzo (France) en poids mi-lourds.
- Cinéma :**
- Vacances à Ibiza. Film français classé X, de Gérard Kikoine (1981).
  - 1.15 Cinéma : Veuve male pas trop... Film américain de Jonathan Demme (1988) (v.o.).
- LA 5**
- 13.25 Série : L'Enfer du devoir.
  - 14.20 Série : La Loi de Los Angeles.
  - 15.15 Série : Lou Grant.
  - 16.10 Série : Soko, brigade des stup.
  - 17.10 Série : Le Retour de Mike Hammer.
  - 18.05 Magazine : Intégral.
  - 18.40 Jeu : La Ligne de chance.
  - 19.25 Divertissement : Contes à dormir debout.
  - 20.00 Journal et Météo.
  - 20.40 Journal des courses.
  - 20.50 Divertissement : Grain de folie.
  - 22.30 Débat : A tort et à raison. « Vive l'argent ! ».
  - 0.00 Le Journal de la nuit.
  - 0.10 Magazine : Intégral.
- M 6**
- 13.30 Série : Cosby Show.
  - 14.00 Série : Supercopier.
  - 14.45 Série : L'Armée.
  - 15.35 Série : Les Espions.
  - 16.30 Jeu : Hit hit hit houna !
  - 16.40 Série : Vegas.
  - 17.35 Série : L'Homme de fer.
  - 18.30 Série : Les Têtes brûlées.
  - 19.20 Magazine : Turbo.
  - 19.54 Six minutes d'informations.
  - 20.00 Série : Cosby Show.
  - 20.35 Téléfilm : L'Opération de la dernière chance.
  - 22.15 Téléfilm : Le Prix d'un rapt.
- 23.45** Six minutes d'informations.
- 23.50** Musique : Rapiña.
- 2.00** Rediffusions.
- LA SEPT**
- 14.50 Court métrage.
  - 15.00 Une leçon particulière de musique avec René Jacob.
  - 16.00 Documentaire : Vivre avec des troupeaux.
  - 17.00 Magazine : Avis de Tempête.
  - 19.00 Documentaire : L'Univers intérieur, une exploration du corps humain.
  - 20.00 La Dessous des cartes.
  - 20.05 Histoire parallèle.
  - 21.00 Documentaire : Patrons 78-91.
  - 22.30 Soir 3.
  - 22.50 Charles Trenet au Printemps de Bourges.
  - 23.50 Cinéma de poche danois. 0.00 Opère : Le Prince Igor.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Notre collaborateur Frédéric Edelmann, spécialiste de l'architecture.
  - 20.45 Dramatique. Deux jours dans la vie de M. Boulgakov, de Gennia Salem.
  - 22.35 Musique : Opus. Jon Hassell.
  - 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Opéra (donné le 12 janvier 1991 au Grand Théâtre de Genève) : Daphné, tragédie buccolique en un acte op. 82 de R. Strauss, par l'Orchestre de la Suisse romande et le Chœur du Grand Théâtre de Genève, dir. : Christian Thielmann.
  - 23.05 Poussières d'étoiles.

Dimanche 5 mai

- TF 1**
- 11.20 Magazine : Auto-moto.
  - 11.55 Jeu : Tournez-moi, monnaie.
  - 12.25 Le Journal de la nuit.
  - 12.50 Journal, Météo et Trafic Infos.
  - 13.20 Série : Hooker.
  - 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
  - 15.05 Série : Agence tous risques.
  - 15.50 Divertissement : Vidéo gag.
  - 16.20 Disney Parade.
  - 17.45 Magazine : Téléfoot.
  - 18.55 Magazine : L'Opinion.
  - 19.05 7 sur 7. Invité : Jack Lang, ministre de la culture et de la communication.
  - 20.00 Journal, Tiroc, Météo et Tapis vert.
  - 20.45 Cinéma : Impossibilité... pas français. Film français de Robert Lamoureux (1974).
  - 22.25 Magazine : Ciné dimanche.
  - 22.30 Cinéma : Une épine dans le cœur. Film franco-italien d'Alberto Lattuada (1985).
  - 0.05 Journal et Météo.
  - 0.30 Concert : Soirée Mozart.
- A 2**
- 11.00 Messe. Célébrée à la Maison pour tous de Vauriel (Val-d'Oise), Prédicateur, le père Stan Rougier.
  - 12.00 Dimanche Martin (et à 13.25, 16.45).
  - 13.00 Journal et Météo.
  - 14.55 Série : Mee Gyver.
  - 16.30 Téléfilm : Dérèglement de comptes.
  - 17.25 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde. Papouasie-Nouvelle-Guinée : la machine à remonter le temps.
  - 18.10 Magazine : Stade 2. Basket-ball : Cyclisme : les Deux Jours de Dunkerque ; Football : Golf : Lutte libre ; Rugby : Tennis ; Natation ; Hockey-sur-glace ; Gymnastique.
  - 19.30 Maguy.
  - 20.00 Journal et Météo.
  - 20.45 Téléfilm : Le Tribu des vieux enfants.
  - 22.20 Magazine : Musiques au cœur. Evviva... Vivendi. Les Musiciens du Louvre, en direct, sous la direction de Marc Minkowski.
- 23.30** Journal et Météo.
- 23.50** Série : La Saint.
- FR 3**
- 12.00 Flash d'informations.
  - 12.05 Télévision régionale.
  - 12.45 Journal.
  - 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
  - 13.30 Sports 3 dimanche. Tennis.
  - 18.30 Amuse 3.
  - 19.00 Le 19-20 de l'information. Invité : Pierre Mauroy. De 19.12 à 19.30, Mag Cité.
  - 20.05 Série : Benny Hill.
  - 20.40 Magazine : Mille Bravo.
  - 22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Marienne Segal.
  - 22.20 Journal et Météo.
  - 22.45 Cinéma : L'Inspiratrice. Film américain de Clarence Brown (1931). Avec Greer Garbo, Robert Montgomery, Lewis Stone (v.o.).
  - 0.00 Documentaire : Portrait inédit The Ovine Garbo.
  - 0.50 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 10.55 Cinéma : Kickboxer. Film américain de David Worth (1989).
  - En clair jusqu'à 14.00
  - 12.30 Flash d'informations.
  - 12.35 Mon Zénith à moi.
  - 13.30 Magazine : Rap Rap Rapido.
  - 14.00 Téléfilm : Jusqu'au bout de la fraternité.
  - 15.30 Le cirque Archéos.
  - 16.25 Documentaire : Exploits.
  - 16.40 Dessin animé : Les Simpson.
  - 17.00 Sport : Automobile. Championnat du monde des voitures de sport.
  - 18.00 Cinéma : La Vie en plus. Film américain de John Hughes (1989).
  - En clair jusqu'à 20.30
  - 19.40 Flash d'informations.
  - 19.45 Ça cartoon.
  - 20.25 Magazine : L'équipe du dimanche.
  - 20.30 Cinéma : New York Stories. Film américain de Martin Scorsese. Francis Coppola. Woody Allen (1988). Avec Nick Nolte, Rosanna Arquette, Heather McComb.
  - 22.30 Flash d'informations.
  - 22.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Football : Rugby : match retour des huitièmes de finale du Championnat de France ;

- Basket-ball américain : match des play-off du championnat professionnel américain de la NBA.
- 1.15** Cinéma : La Ruée des Vikings. Film italo-français de Mario Bava (1961).
- LA 5**
- 12.45 Journal.
  - 13.25 Série : L'Enfer du devoir.
  - 14.20 Série : La Loi de Los Angeles.
  - 15.15 Série : Lou Grant.
  - 16.10 Série : Frog Show.
  - 18.20 Tiroc à Longchamp.
  - 18.50 Documentaire : La Grande Saga des ennemis.
  - 19.20 Série : Le Famille des collines.
  - 19.50 Journal.
  - 20.10 Magazine : Oimancha.
  - 20 h 10 Elkabbach. Journal des courses.
  - 20.50 Cinéma : Le Mère d'école. Film français de Claude Berri (1981). Avec Michel Colucci, Joëlle Frenck, Jacques Dubois.
  - 22.40 Magazine : Reporters. Les tortionnières de Dignad : Que sont-ils devenus ? Frank Collins : Les drogues du sexe ; Les westerns.
  - 23.35 Magazine : Top chrono.
  - 0.25 Le Journal de la nuit.
- M 6**
- 11.50 Magazine : Sport 8.
  - 11.55 Infoconsommation.
  - 12.00 Informations : M 6 express (et à 22.20).
  - 12.05 Série : Mariés deux enfants.
  - 12.30 Série : L'Etalon noir.
  - 13.00 Série : L'Ami des bêtes.
  - 13.55 Série : Supercopier.
  - 14.45 Variétés : Ouvert le dimanche.
  - 16.20 Téléfilm : Première Mission.
  - 17.40 Série : L'Homme de fer.
  - 18.30 Série : Les Routes du paradis.
  - 19.25 Magazine : Culture pub.
  - 19.54 Six minutes d'informations.
  - 20.00 Série : Ma sorcière bien-simée.
  - 20.30 Magazine : Sport 6 (et à 0.10).
  - 20.40 Téléfilm : Alerte à l'aéroport.
  - 22.25 Capital.
  - 22.35 Cinéma : Bleck Emmanuel en Amérique. Film italien de Joe d'Amato (1977).
- 0.05** Six minutes d'informations.
- 0.10** Magazine : Sport 6.
- 0.15** Boulevard des clips.
- LA SEPT**
- 15.30 Documentaire : Rendez-vous à Budapest.
  - 18.30 Documentaire : Les Mémoires, Max Ernst.
  - 17.30 Téléfilm : Jeanna d'Arc.
  - 18.55 Documentaire : Villa Air-Bel.
  - 20.00 Documentaire : Vienne 1880-1938, l'apocalypse joyeuse.
  - 20.30 Cinéma : Xica da Silva. Cycle : cinéma brésilien. Film de Carlos Diegues (1978).
  - 22.20 Court métrage : L'île aux fleurs.
  - 22.35 Cinéma : La Bande des quatre. Film français de Jacques Rivette (1988).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radiophonique. Pianographie, études.
  - 22.35 Musique : Le concert. Musique traditionnelle. Chanson de Russie, par Svetlana, chant, Pascal et Marc de Louchet, guitares, Nicolas Kedroff, Philippok, balafas, Michèle Nisimoff, accordéon, Hervé Thibault, contrebasse.
  - 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert donné le 18 avril au Royal Festival Hall de Londres : Symphonie pour ensemble de chambre op. 21, de Weber ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur op. 19, de Beethoven ; Cinq pièces pour orchestre op. 16, de Schoenberg ; Symphonie n° 4 en ré mineur op. 120, de Schumann, par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Christoph von Dohnanyi ; sol. : Emmanuel Ax, piano.
  - 23.05 Poussières d'étoiles.



**CHAMPS DE RÊVES ET D'HISTOIRE**  
Spectacle historique  
1615-1794  
16, 17, 18, 19 MAI 1991  
(22 heures)  
ASSOCIATION SONS D'HISTOIRE AU CHATEAU  
Hôtel de ville - 77420 CHAMPS-SUR-MARNE





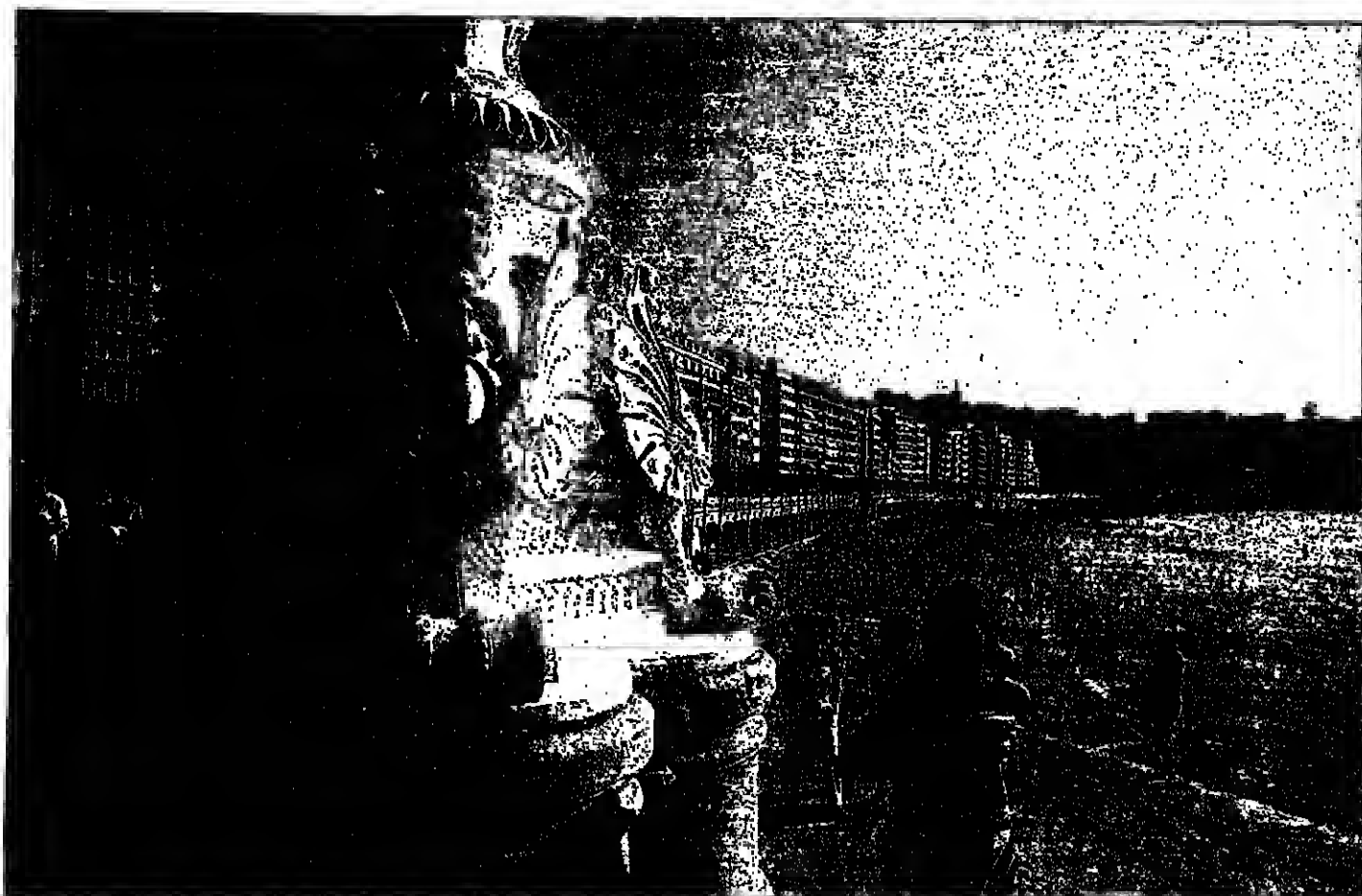


صكاد من الامل

Lèse-majesté

S A N S • V I S A

Saint-Sébastien



Rendez-vous estival de l'aristocratie espagnole depuis le milieu du dix-neuvième siècle, Saint-Sébastien recevait même chaque année la visite du général Franco, en plein territoire de l'ennemi intérieur.

capitale des Basques

Plus parfaitement basque, plus fidèle à sa langue et à son identité que Bilbao ou Vitoria, Saint-Sébastien est la plus nationaliste des villes nationalistes d'Euskadi. Derrière la noblesse de sa baie, au-delà du balnéaire, une ville de sang et de fracas, où les ruelles sont autant de refuges, autant d'invitations à la clandestinité.

UN jour, un jour d'émeute, qu'ici on rabaisse au rang de manifestation un peu rude, les forces de l'ordre poursuivirent une poignée de jeunes nationalistes à l'intérieur d'un des nombreux hars du vieux quartier. Saint-Sébastien, sur les lieux mêmes de l'incident, évoque encore parfois cette iodeité, tout espagnole, à l'heure, sacrée entre toutes, du *txikiteo*, cette errance minutieuse, disciplinée, d'un zinc à l'autre, d'un fond de *txakuli*, l'apre vio blanc un peu vert, à un *txito* couleur sang-de-taureau, d'un cube de *tapa* - ici les *croquetas*, plus loin les anchois, ailleurs une brochette de piments - à une assiette de jambon.

Chemin balisé une fois pour

AU SOMMAIRE



Les sœurs Laffitte font lire tout Marseille ... p. 20

Le Havre, ville de grand large ... p. 15

La Cité universitaire, cité des nations ... p. 17

Les morilles, champions du printemps ... p. 19

Escalier (p. 14) • Têta (p. 14) Jeux (p. 18) • Table (p. 19)

toutes, à la suite du père et du grand-père, qui vous ont appris à teoir déhoul, autant qu'à vous méfier de cette Espagne qui d'aime les Basques que sujets de Castille. L'été, tant que le *txikiteo*, l'ivresse et le *txikiteo* à doses homéopathiques, étirés sur la soirée, reteux pour durer la nuit, comme un songe d'indépendance. Un rite pour soi seul, mais dans vingt salles successives, ou entre amis, entre militants, entre vieux ou jeunes, bourgeois des beaux immeubles ou montagnards râblés, entre femmes, entre hommes, ou à dérive mixte, comme on veut. Le perturber est un crime, aussi grave, à entendre les Basques, que les meurtriers querelles de souveraineté entre l'Etat ibérique et les provinces d'Euskadi, vingt-cinq ans de violence séparatiste, après des siècles de guerres de toutes sortes, sur ce bord ouest des Pyrénées.

Car, ici, les hars sont églises, et le vieux quartier, caravansérail de refuges. Saint-Sébastien ne serait pas ce qu'elle est, une cité marquée par la tragédie, en même temps qu'une des plus étonnantes stations balnéaires d'Europe, sans cette loi non écrite : les ruelles, sombres, pour mieux y assurer l'anonymat, se dédaient aux cot enseignes, cette invite à boire et à manger par étapes, hars, ce labyriothe, échappe au sort commun qui vaut alentour, sur les poutres du rio Urumea, près du théâtre ou de l'ancien casino, le long des halles avenues ou de la Concha, parfaite ligne de plage dessiée au cœur de la ville.

N'entre ici, dans ce ghetto volontaire, que celui qui veut chanter, oublier en se raclant la gorge, même au soir d'atoutat dans la ville. Et la coutume l'assure de l'impunité. Ceot fins de manif ont laissé les flics aux portes, sur l'Alameda del Boulevard, Bernés, Penas, à l'abri de leurs véhicules blindés. Les soirs de *golpe*, lorsqu'il prend aux mili-

taires l'oeuv de priver les civils de la démocratie, le peuple s'y donne ses premiers rendez-vous clandestins. ETA, depuis les années 60, y est partout chez lui, dans vingt-cinq arrière-salles pour une seule veuille. Tous les carnavals, les pétarades pour rire s'y égaient dans des huits de révolution.

L'autre dimanche, c'étaient les supporters de la Real Sociedad, le club de foot de Saint-Sébastien, qui avaient accordé aux Navarrais de Pamplone, leurs invités, le droit de boire dans leur chère médina. A condition d'en respecter le tracé chaotique et l'usage d'avaler un food de verre après l'autre, et jamais sur le même pas de porte. Et comme les slogans du foot, co basque, ressemblent fort à ceux de l'autonomie, comme les Basques parlent et chantent comme aucun peuple au monde, ces courses de jeunes supporters, drapeau d'Euskadi eo tête, avaient encore des allures de prise de pouvoir.

Non, sans ce vieux quartier, blotti au pied du mont Urgull, protégé par l'ancien fort des premières invasions, et par la statue du Christ, Saint-Sébastien serait uoe anomalie. Et, au fond, à y marcher pour comprendre, cette ville reste une énigme. Après bien des combats historiques, des incendies et des épidémies, Saint-Sébastien perdit son carré fortifié du mont Urgull et des ruelles eo 1813, lors du dernier assaut, mené par les alliés anglais et portugais contre la garnison des troupes napoléoniennes. Le feu ravagea la citadelle et son port, presque en eaux calmes, grâce à la présence, dans le golfe, de l'îlot de Santa-Clara. Alors, cette place trop voyante entre la mer cantabrique et la montagne, fatiguée de se battre contre les Visigoths, les Celtes, les Romains, ou les impériaux venus du nord, choisit d'abattre elle-même ses murailles

et de s'étendre en terrain plat, sur les marécages du rio.

La première, la reine Isabelle II eut l'idée, eo 1845, d'y venir prendre ses baies de mer, et la ville connut uo sort priorcier, comme Biarritz, sa voisine. Co trapa des jardins au cordeau, des promenades sous les lampadaires. Un théâtre royal, un palais, l'Hôtel Maria Cristina, décors de stuc et de fer forgé. Idéale villégiature, chaque rue butant sur la pente parfaite d'uoce montagne. La ville entre le vert et le bleu. La ville sortie d'une bande de sable, du mont Urgull au mont Igeldo, qui ferme cette conque - la Concha. Toute l'aristocratie espagnole, mêlée de Habsbourg, y tint ses quartiers d'été, plantant quelqes églises pour le repos de son âme, entre des immeubles qui empruntèrent leur style à ceux de toute l'Europe aristocratique. Saint-Sébastien devint dépendance de la couronne d'Espagne et, pour ce prix, connut avant toutes les villes du oord de la péninsule le tram et l'éclairage électrique.

Même Franco y résida chaque été jusqu'à sa mort, dans les jardins royaux du mont Ayete. Et ce n'est pas le plus mioce des paradoxes. Certes, le Caudillo y fut mieux protégé qu'à Madrid, les flics teoant les étages des immeubles des avenues lorsque il se doonnait le loisir d'uoce promenade apéritive sur la Concha. Son yacht était surveillé par des vedettes de la marie. Mais il y vint, il s'y sentit parfaitement chez lui. Au cœur même du territoire de ses ennemis de l'intérieur. A peu près, toutes proportions gardées, comme si la reine allait passer l'été à Londonderry...

Car Saint-Sébastien est une fausse carte postale. Une ville de sang et de fureur. La plus nationaliste des villes nationalistes d'Euskadi, capitale de Guipuzcoa, province hasque plus rélieve

encore que ses sœurs de Biscaye ou d'Alava. Plus parfaitement basque, faudrait-il dire, fidèle à sa langue et à son identité parce que moins industrielle que Bilbao ou Vitoria, qui pour s'eoricher, et tenir, face à Madrid, durent bien, depuis un siècle, importer de l'ouvrier espagnol dans leurs montagnes. Alors hasque, parce que bourgeoise, et justement au service de la couronne, intellectuelle et politique.

Ses rentes, la ville les tire de quelques cités de la côte ou des premières collines, Footarshie, sur la frontière, Renteria ou Hernani, cités prolétaires, piquées d'HLM et de chemins d'usine où d'anciens paysans ombrageux

transforment les matières premières pour des salaires désormais plus forts qu'en France. Mais, dans Saint-Sébastien, point d'ouvrages polluants. Grâce à la reine Isabelle et au Caudillo. Aussi, l'usage, au début des années 60, quelques jeunes geos de la montagne, sémiaristes nu paysans sans terre, voulurent imposer leur stratégie de l'actioo clandestine à leurs aînés du vieux Parti nationaliste basque (PNV), ils quittèrent Moodragon ou Hernani pour la cité éparquée, l'élégante et son champ de courses, les bords du rio et les dentelles blanches de la Concha.

de notre envoyé spécial Philippe Boggio Lire la suite page 16

CET ÉTÉ LA SCANDINAVIE

CIRCUITS, CROISIÈRES DE TRADITION ET DE QUALITÉ SCANDINAVE

Demandez la brochure

SCANDITOURS ÉTÉ 91

à votre Agent de Voyages ou à LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES 36, rue Tronchet 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65

SCANDITOURS

TOUTES LES FORMULES DE VOYAGES VERS LES PAYS NORDIQUES

ROD



# Le touriste et le voyageur

COMME il était doux et confortable le temps où des fins lettrés s'en allaient pour nous découvrir le monde, des aventuriers nous servir leurs exploits, des explorateurs leurs exploits. Où êtes-vous, Humboldt, Conk et Segalen, Manfred, Stendhal et vous le marquis de Custine ?

Misère, il nous faut aujourd'hui prendre notre sac de marin et faire l'Ulysse pour de vrai : voyager. Qu'avait-on besoin de rajouter un « à tourisme ? Tourism, c'était parfait. Ça appartenait à une grosse poignée de snobs anglais, et tant mieux pour eux s'ils prenaient du plaisir à aller vérifier que les peuples étaient tous plus ou moins ratés, et rapportaient la certitude que leur l'État un peu moins que les autres. Mais, voilà, comme la Terre était ronde, il a fallu qu'on se mette à tourner autour. Les ennus commencent. C'est à ce moment-là que s'attache le livre de Jean-Didier Urbain, dont le titre fixe avec fermeté le propos : *L'Idiot du voyage*, ou de quelques histoires de touristes.

Véritablement, ce qui surprend dans le travail de ce professeur de sociologie à Paris-V, c'est que l'on puisse aussi savamment, aussi longuement, et avec autant de formules habiles, à la fois régler et prendre en considération – miséricordieusement – le cas de cet idiot-là. Il faut, il est vrai, ajouter que la bibliographie dans ce domaine est imposante, et qu'il n'a pas été le premier à se poser ces quelques questions définitives et à jamais sans réponse : pourquoi s'éloigner, pourquoi vouloir rencontrer d'autres êtres sous d'autres climats, et comment les approcher ? Au moins Goering s'était-il fait une idée plus précise de la chose en demandant à ses pilotes de bombardiers de matraquer tout monument qui,

en Grande-Bretagne, était signalé par un astérisque dans le Badeker. Voyage de guerre sans équivoque, mais pour les autres, tous les peuples autres que nous avons été, que nous sommes ou que nous serons, comment gérer le déplacement pour ne pas en sortir honteux ou froissés, glorieux ou bernés, dépités ou furieux ?

« Le touriste n'appartient pas à la famille du voyageur. C'est un bâtard. » Un bâtard qui « harcèle le monde comme un essaim de guêpes », une « pathologie générale », une sorte de « maladie collective ». Manipulé, malmené, fouaillé par les officines en charge de ce dangereux loisir, il est livré pieds et poings liés à la vindicte de cette race de seigneurs de la vadrouille que sont les voyageurs. Eux qui savent s'y prendre avec l'indigène, et trouver au juste moment leur juste place dans les coutumes de l'autre, n'auront jamais de mots assez durs pour flétrir ce concurrent de pacotille et le garrotter dans ses élan naïfs ou ses émotions de carton-pâte. « Être collectif, le touriste n'a pas d'âme. » Nous autres, téméraires sensibles et souples, chargés de mots, de phrases et de prières, savons voir ce que l'homme a cru voir. Caltez, voilà ! Hors de nos panoramas les troupeaux, les bordes, les meutes, les nuées.

C'est la grande croisée. On comprendrait mieux l'existence de ces larges enclos des Canaries et des Baléares où, frileusement regroupés sous le poigne de fer d'organiseurs de choc, les touristes – marqués d'un injurieux



« Europe » à l'épaule – tentent de survivre quelques jours, quelques semaines, loin des sarmas, réfugiés à plusieurs milliers, n'ayant d'autres soucis que celui de s'apitoyer sur le sort de leurs frères en vacances surveillées. Car, s'il est un personnage que le touriste ne supporte pas, c'est bien le touriste. Son double le hâsise, lui donne la chair de poule. Tout pour ne pas être comme ça, tout pour ne pas être ça. Plus fort encore, voilà l'arrivée d'une « forme ultime de mépris : le mépris paradoxal – celui que le touriste se porte à lui-même ». La peur du ridicule

le mine, le ronge, le bardele. Désespérément, il lui faut trouver d'autres filières pour ne plus participer à cette « profanation universelle » que lui semble, à lui aussi, être devenu le tourisme. Les publicitaires sont là, embusqués derrière ses désarrois, pour lui arranger le coup.

NOUS comprenons. « Puis-que vous ne désirez pas, avec raison, voyager comme tout le monde », nous avons découvert pour vous, spécialement pour vous, des territoires que vous allez être les premiers à fouler, les premiers, « avant que les « autres » ne viennent », à

pouvoir expérimenter. L'Eden. Vous nous en direz des nouvelles. « Là », explique Jean-Didier Urbain, « on l'entraîne sur la voie d'une illusion où il sera un touriste supérieur situé au-dessus de la foultitude vacancière » ; à l'abri, mis en réserve de ses homologues. « Nous ne sommes pas loin de ce que l'on pourrait appeler une forme de schizophrénie sociale. Elle conduit en effet le touriste à ne pas se reconnaître dans ses semblables et à se réclamer de l'identité d'un autre... » Le voyageur, le fameux héros...

Et la mise en trois cooties : « Ostracisme, nostalgie et ophalmie », « Trois espaces pour dix mille tribus », « Les paradoxes du nomadisme de loisir », « Du touriste-Huron aux voyageurs de l'interstices » ; chaque chapitre apporte sa moisson de désagréments. Sous quelque angle qu'on l'étudie, le touriste est inconvenant, superflu, pollueur. Tragique destin pour celui qui ne souhaitait que s'extraire momentanément de son quotidien et aller – le plus souvent modeste – et simplement – à la recherche d'un dépaysement de fortune. Mais rien à faire, son statut de personne déplacée lui colle plus sûrement à la peau que la tunique de Nessus à celle d'Héraclès. Aucun endroit, aucun lieu, dans lequel il ne vienne commettre son forfait de curieux et de voyeur où il ne soit immédiatement repéré et dénoncé. Même en s'y prenant avec habileté et tact, il reste marqué de l'estampille du marginal non voulu ; indécot chez les pauvres, inutile chez les riches,

iocongru dans les zones économiquement tempérées. Bref, presque toujours en état de « quasi-délinquance ».

Pour lui, la meilleure manière de ne pas continuer à perdre son âme serait de tenter de se reconstruire. « La seule unicité que l'on peut constater se réalise autour d'une certitude négative : le touriste n'est pas le voyageur. » Qu'à cela ne tienne, devenons voyageurs ! Est-ce si compliqué ? Il suffirait de prendre un aller simple, en classe économique, sur une ligne aérienne desservant un endroit un peu lointain – ça existe – et de s'y poser. On chaogerait de teoue, préférant le coton local au tergal trop civilisé, la chausseuse de brousse aux mocassins trop cirés, puis, pendant quelques mois, on se mettrait à la pratique de la langue du pays.

QUELQUES mois encore pour se faire des relations, se tanner le cuir, apprendre à fumer le cigare du cru, boire à la bouteille des alcools d'homme, arraper deux ou trois mauvaises fièvres et une belle et offensive maladie honteuse, s'engager dans un petit boulot de trafic de devises, prendre une maîtresse avec beaucoup de tempérance, brûler sa carte de Sécurité sociale un soir de fiesta et commencer à tenir un journal de bord.

Au retour, il conviendrait de faire le mystérieux, d'en dire le moins possible et de filer dans le silence. Mais rien à faire, son statut de personne déplacée lui colle plus sûrement à la peau que la tunique de Nessus à celle d'Héraclès. Aucun endroit, aucun lieu, dans lequel il ne vienne commettre son forfait de curieux et de voyeur où il ne soit immédiatement repéré et dénoncé. Même en s'y prenant avec habileté et tact, il reste marqué de l'estampille du marginal non voulu ; indécot chez les pauvres, inutile chez les riches,

Jean-Pierre Quélin

► *L'Idiot du voyage*, par Jean-Didier Urbain, éditions Plon.

## ESCALES

## TÉLEX

### Cartagène des Indes

Espagnole par sa vieille ville, américaine par ses gratte-ciel, Cartagène des Indes, fondée en 1533, est un monument national resté presque intact malgré la modernisation accélérée de la ville. Loin des clichés du cartel, sa violence viendrait plutôt de ses rues écarlates de soleil et des façades aux volets clos qui masquent des passions extrêmes. La cité des conquérants ibériques, l'une des premières villes de Colombie à proclamer l'indépendance, le 11 novembre 1811, tourne le dos à la mer. Évoquant les légendes des missionnaires, des esclaves africains, des aventuriers et des pirates, on retrouve fortresses et demeures merveilleusement préservées dans un labyrinthe de ruelles et de places enchevêtrées pour conserver un semblant de fraîcheur. Ici se trouvent les maisons patriciennes aux façades blanches au pastel. Les balcons de bois sculpté évoquent l'Andalousie. Sur ce fond, toute la douceur des Caraïbes. A l'heure où Phébus est au zénith, l'agitation s'apaise. Seuls quelques vendeurs de jus de fruit de la passion, de noix de coco et de glace trouvent encore l'énergie de poursuivre le visiteur. La ville, derrière ses murailles, est d'une rare élégance. Le monastère de San-Pedro-Claver, apôtre des pauvres, abrite un cloître à la végétation équatoriale. La place de l'Inquisition et son palais comptent parmi les chefs-d'œuvre de l'architecture coloniale. On est à quelques pas de la place de la Duane où, tous les vendredis soir, l'Alliance démocratique-M 19 (mouvement guérillériste ayant déposé les armes en 1990) organise des concerts où des milliers de jeunes viennent danser la salsa ou la teranga (mélange de zouk, de meringue, de reggae et de sons africains). Sur l'immense place de Las Bovedas, bordée d'arcades,



Cartagène.

les anciens greniers de Cartagène rappellent que, plusieurs fois, la ville fut assiégée. L'endroit est désert, et c'est à Gabriel Garcia Marquez que l'on pense, à son héros assassiné pour une belle aperçue derrière des grilles en fer forgé. A quelques centaines de mètres, la ville nouvelle, hérissée de tours qui lui donnent de faux airs de Manhattan. Au large des côtes, l'archipel du Rosaire, chapeliers d'îlots coralliens inondés de jumiers. Le cartel ? La drogue ? Posée aux Colombiens, la question provoque un haussement d'épaules. Inutile de chercher un trafiquant derrière chaque passant, un corrompu derrière chaque policier. Les intrigues politiques tuent davantage que la drogue, assure Félix Turbay, le maire d'origine libanaise, feignant d'ignorer qu'elles sont parfois liées. Cette cité n'est cependant pas Bogota. « Cartagène fut construite par Dieu, lorsqu'il émit encore marin », dit-on ici en souriant. Pour gagner Cartagène des Indes, Avianca (tél. : 42-60-35-22 et agences de voyages) vient d'ouvrir une ligne directe. Départ de Paris le jeudi, retour les lundi et mercredi. A partir de 8 385 F A/R.

### Opéras en Provence

Pour amateurs d'opéra, trois grands événements lyriques de l'été provençal insérés dans un court voyage organisé par des connaisseurs. Des voix, rien que des voix. Qu'il s'agisse de la première représentation, au palais de l'Archevêché d'Aix-en-Provence, de l'œuvre de Benjamin Britten, *Le Songe d'une nuit d'été*, du chef-d'œuvre de Mozart, *La Nozze di Figaro*, dans ce même palais ; au théâtre antique d'Orange, de l'avis des spécialistes, la distribution d'*Elektra* est la meilleure que l'on puisse réunir aujourd'hui : Gwyneth Jones, Leonie Rysaneck, Simon Estes, James King, Elisabeth Connell. Direction, Marek Janowski. Excellente distribution également pour *La Nozze di Figaro* : Charlotte Marguina, Andreas Schmidt, Stuart Burrows, Judith Howarth, le chef d'orchestre étant Friedrich Haider. *Le Songe d'une nuit d'été* réunira l'élite des chanteurs baroques, l'Ensemble orchestral de Paris et le Trinity Boys Choir sous la direction musicale de

Stuart Bedford. A de telles soirées, on ne peut assister qu'aux meilleures places. Elles sont réservées. Le matin, détente à l'hôtel Mercure d'Avignon (piscine et jardin). L'après-midi, excursions : les bastides du pays d'Aix dans la vallée des Penchenats et les demeures provençales des dix-septième et dix-huitième siècles ; le Lubéron avec visites de l'abbaye de Sénanque et du château de Gordes qui abrite la Fondation Vassarelly ; le patrimoine historique judéo-provençal du Comtat-Venaissin à Carpentras et Cavaillon ou Avignon et son Palais des papes. Du 18 au 21 juillet, 5 250 F comprenant l'hébergement, les petits déjeuners, les déjeuners, un dîner, trois conférences d'un muséologue, des places de première série aux représentations, les excursions et les entrées dans les monuments. Une initiative des Nouveaux Week-Ends musicaux (24, rue Nungesser-et-Colli, 75016 Paris, tél. : 46-05-21-00).

### Regards picturaux sur le Maroc

Une façon œuvre de voir le pays marocain : par les yeux des peintres d'hier et d'aujourd'hui, de Delacroix à Matisse, de Dufy à Majorelle, de Van Dongen à Nicolas de Staël. Un livre-album en couleurs véritablement échantonné, révélant les visions originales de cinquante artistes sur cette vieille terre marocaine, contrée par excellence de l'orientalisme pictural. Texte au diapason des reproductions, c'est-à-dire de grande qualité. Maurice Arama, itinéraires marocains, regards de peintres, 195 p. avec 180 clichés couleur, 380 F, aux éditions du Jaguar. Avant-propos de Gaston Diehl.

Sélection établie par Patrick Franco et Danielle Trunard

Les châteaux de la Loire présentés dans le Guide Bleu Centre qui vient de sortir (Hachette, 768 p., 228 F) – une nouvelle édition avec photos en couleurs en ouverture – et dans une présentation originale du magazine *Parlance* (en kiosque, 45 F).

Le Queen-Elizabeth-II, de la flotte Canard, dernier des grands paquebots à assurer régulièrement les liaisons transatlantiques, appareillera de Cherbourg le 16 juin. Forfait exceptionnel à partir de 6 480 F par personne en cabine double pour huit jours dont cinq de traversée, deux nuits à New-York (hôtel Barbizon, à Manhattan), une visite de New-York, les transferts et le retour sur Paris par vol régulier Air France. Après de la Compagnie générale de croisières (2-4, rue Joseph-Sansbœuf, 75008 Paris, tél. : 42-93-81-82).

Bienvenue à la ferme recense, par départements, les formules d'accueil, de restauration et de loisirs du terroir français. Fermes, auberges, équestres, de séjour, accueillant les enfants ou les campeurs : cinq mille agriculteurs de ce réseau ou de celui des Gîtes de France figurent dans ce guide publié par M. A. Editions (606 p., 135 F). Ouvrage complémentaire : le *Guide du patrimoine rural* (382 p., 150 F, La Manufacture), inventaire des musées et collections, tant publics que privés.

Le pavillon Horta, bâti par le célèbre maître de l'art nouveau Victor Horta, dans le parc des Musées royaux d'art et d'histoire (tél. : 2-741-72-11), à Bruxelles, et qui abrite le relief en marbre de Jef Lambeaux sur les passions humaines, sera ouvert pour la première fois depuis de nombreuses années, à certaines

dates (les dimanches 5 et 19 mai, 2 et 16 juin, 7 et 21 juillet, 4 et 18 août, 1<sup>er</sup> et 15 septembre), de 10 h à 16 h 30.

Concision et clarté caractérisent la nouvelle collection de guides publiée par Bordes sous le titre « Routes et découvertes ». Longs, étroits, agrémentés de cartes routières, plans de villes, photos en couleurs, ils visent à l'essentiel. Sept titres viennent de paraître : l'Italie (Sud, Centre, Nord), l'Espagne (même formule), le Portugal. Chaque volume, 95 F. Dans la collection « Le voyage culturel », trois nouveautés : les *Hautes Lieux du romantisme en France*, les *Hautes Lieux de la peinture* et les *Hautes Lieux de l'art moderne*. Chaque ouvrage, 155 F.

UTA propose à ses passagers, sur 22 destinations et pays desservis par la compagnie, des forfaits séjour-transit comprenant l'accueil à l'aéroport, les transferts et l'hébergement avec petit déjeuner (3 nuits au maximum) dans différents hôtels. Chacun fait l'objet d'une brochure intitulée « Hello ». Renseignements : UTA, 3, bd Malesherbes, 75008 Paris, tél. : 40-17-46-46.

Flueves du monde « remonte les civilisations au fil de l'onde ». Un mode de voyage original qui a fait ses preuves et qui a ses adeptes. La brochure 1991 donne le choix : 18 propositions dont l'Irrawady, en bateau traditionnel, pour découvrir les stupas d'or de Birmanie (16 jours, 16 600 F) ; le Pantanal, en embarcation à rames, et la faune du Mato-Grosso brésilien (15 jours, 18 450 F) ; la Dordogne en canoë (8 jours, 1 600 F) ou le Lot, en gabarre (8 jours, 2 900 F). Flueves du monde, 122, rue d'Assas, 75006 Paris, tél. : 40-51-78-94.

سكنى من الامم



صكنا من الامل

# Le Havre, ville de grand large

Il est des villes qui valent infiniment mieux que leur réputation; des villes marquées d'un ne sait quelle désespérante image. Ainsi du Havre, où le voyageur aurait pourtant intérêt à ne pas s'arrêter aux clichés trop connus. Le Havre en plein tutoiement avec la mer, lieu où l'on passe, mais où, souvent, on reste.

ON roulait en DS, le franc était neuf et lourd, André Malraux inaugurait la maison de la culture du Havre - «Sachez bien que l'on dit que c'est ici que tout a commencé» - et Jacques Tati soufflait à Mon oncle: «Je ne crois pas que les lignes géométriques rendent les gens aimables». Le Havre, géométrie pure, perspectives nettes, sortie tout orthogonale du cerveau d'Auguste Perret essayait encore, en 1961, ses plumes blanches, ville neuve. Les chantiers de Saint-Nazaire s'apprêtaient à lui livrer le France qui partirait pour une brève (1962-1974) et glorieuse carrière, avant que les lendemains ne déchantent. Le Havre était déjà un port.

Par chance, le Havre, la ville la plus «stictis» de France, a gardé son style. «Style, un mot qui n'a pas de pluriel», aimait dire Perret qui, premier architecte français à utiliser dès le début du siècle le ciment et le béton, restera fidèle au langage classique et rationaliste, et se verra confier, à soixante et onze ans, en 1945, la reconstruction du centre sinistré quelques jours avant sa libération.

Un style dont les habitants ont dû mal à être fiers: «C'est tout béton, ici», entend-on le soir dans un des restaurants qui animent le quartier proche des halles. Ville au carcé, ville ouverte sur l'océan, ville tramée, une personnalité pourtant, un caractère affirmé dont les qualités agissent secrètement comme un canevas qui laisse au dessin, au mouvement, son autonomie.

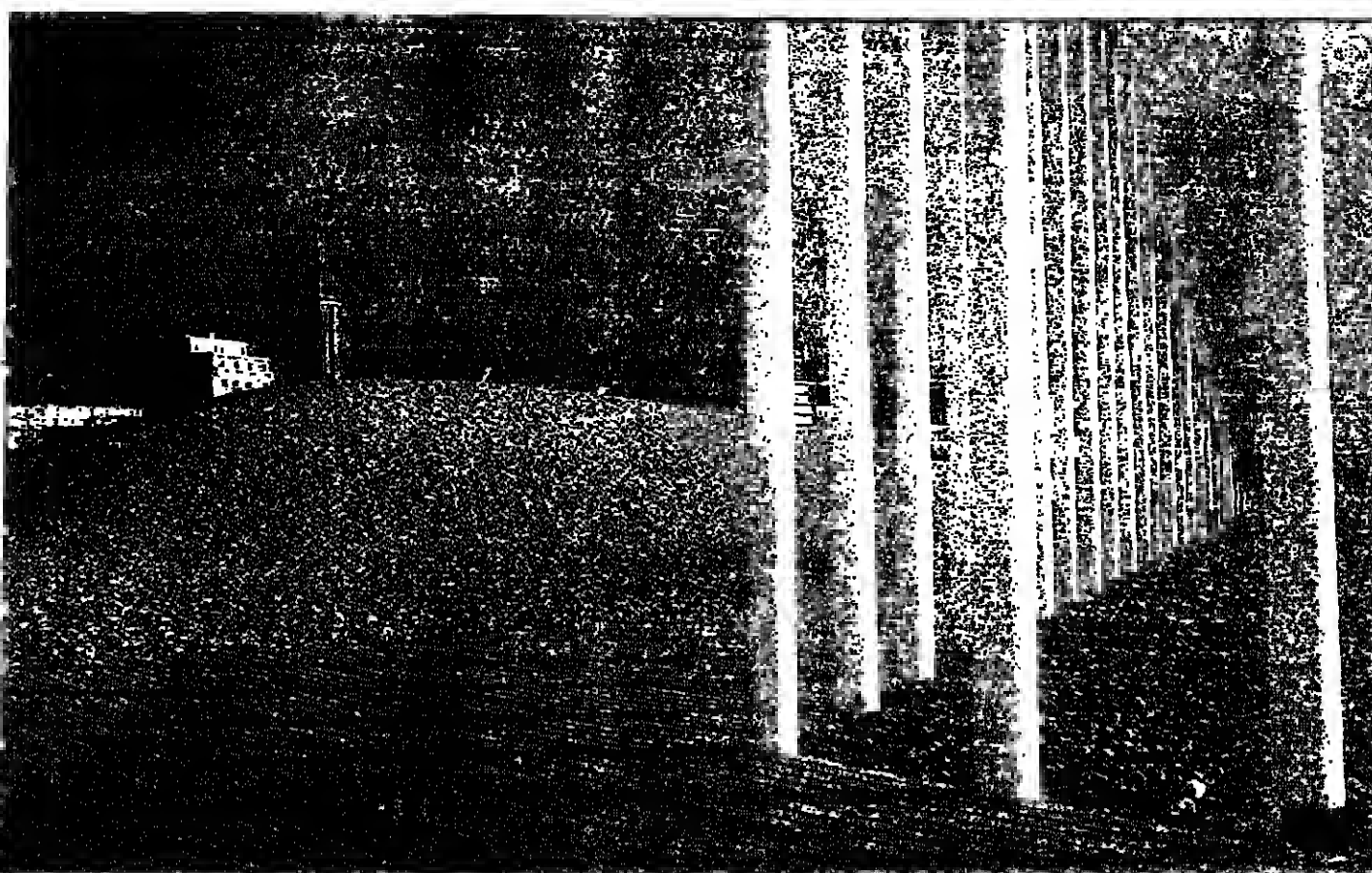
Le Havre, ville libre. Ville de perspectives en liberté, ouverte sur un grand large. Ville aimée des peintres, des cinéastes, accueillante à la création. On entend le Rimbaud des *Illuminations*: «Je suis l'éphémère et point trop mécontent d'être d'une métropole crue moderne dont tout soit connu ou été étudié».

«J'aime quand les rues sont vides, quand il ne reste que la mer, le ciel, le vent. Longtemps, je n'ai pas vu du tout les bâtiments.» Propos d'un cinéaste, amateur de ce grand travelling qui, du quartier de la gare jusqu'au rivage, emporte celui qui voudrait, la nuit, en voiture, s'en aller vers l'horizon. C'était la séquence finale du film réalisé par Christian Zarfian en 1988, travail de reportage, d'enquête dans l'inconscient d'une collectivité.

Au Havre, le passé n'est pas enfoui, il a été aboli. D'un seul coup, au soir du 5 septembre 1944: bombardement de l'aviation anglaise pour faire céder le commandant allemand de la place, tapis de bombes, explosives puis incendiaires, qui délimitaient exactement une «table rase» qui fera en deux heures trois mille morts et quatre-vingt mille sans-abri. «Je ne comprenais pas ce qui n'allait pas dans cette ville», dit le cinéaste, installé au Havre depuis 1969 après avoir vécu au Brésil. Un jour, un ami proche m'a dit, moi, je suis un exilé sur place: quand je suis né, il y avait Le Havre, quand je suis revenu, il n'y avait plus rien. Alors j'ai interrogé les témoins, des dizaines. L'émotion était là, intacte, le traumatisme encore présent.

Conjurer ce que le cinéaste appelle «le blues du Havre», le film, intitulé *Table rase* et diffusé en 1988 par FR3, l'a fait. Restait à renouer les fils, rapprocher les bords d'une plaie encore vive. Que l'on écoute s'exprimer des élus, des artistes saisis par l'atmosphère particulière de la ville ou que l'on interroge de simples particuliers, on discernait toujours une sorte de coupure, de difficulté à s'approprier la cité. «Privés brutalement de tout passé, note un Havrais arrivé par hasard et installé par goût, les habitants, sans doute, ont été frustrés aussi de la reconstruction.» Imposée par Paris, imaginée par l'équipe d'architectes rassemblés autour d'Auguste Perret, jusqu'à sa mort en 1954, et au-delà, travaillant vingt ans durant à respecter le tracé initial.

Un plan qui dans ses grandes lignes reprendait celui de la ville ancienne, remettait à leur place antérieure l'hôtel de ville, l'avenue Foch, large et plantée, la rue de Paris, dont les arcades de ciment et les balcons filant au deuxième étage s'inspiraient de la toute parisienne rue de Rivoli.



Ville neuve plusieurs fois (voulu par François IV et gérée sur un site hostile et marécageux, noyée sous une «maie» marée, bombardée et détruite à plusieurs reprises). Le Havre ne s'était pourtant pas résignée à de tels bouleversements. Ni à cette brutale perte de mémoire.

On le sent encore aujourd'hui, quarante ans après, quand le service des espaces verts de la mairie, animé des meilleures intentions du monde, essaie de «meubler» le jardin de l'Esplanade avec des arcatures de bois qui sont supposées amener un peu d'intimité, mais qui, en fait, contredisent la minéralité majestueuse de l'ensemble. L'extension de l'hôtel de ville, pour créer un hall d'accueil sur la façade arrière, confiée à Bardon, Colbois et Philippon après le musée d'Orsay, avait au contraire souligné l'esthétique «dure» de l'édifice.

Toutefois avec le son d'acclamer le site urbain, une véritable réussite, la maîtrise blanche plantée sur le rivage par un sculpteur suisse, Pierre André Vitell, pour répondre à la Porte océane, ces deux immeubles voutés par les architectes de la «Reconstruction» pour «terminer» la perspective de l'avenue Foch sur la mer. «Nous allons aménager un jardin entre le boulevard et la plage, mettre en valeur le littoral», explique Patrick Fouilland, adjoint à l'urbanisme depuis les dernières élections, chef de file des socialistes, qui doit aussi faire adopter prochainement le projet de développement pour une nouvelle entrée de la ville, l'aménagement des abords du bassin Vauban, qui ont été présentés à Paris au Salon de l'architecture.

Le cid n'est pas toujours bleu au Havre, mais la lumière, elle, l'est souvent. «La tradition qui veut que des peintres se fixaient ici, fascinés par les tonalités de l'estuaire, ne s'est pas orrétée avec les impressionnistes. Si nous continuons de découvrir des jeunes artistes», explique Alain Le Métayer, conseiller culturel de la municipalité, communiste réformateur, c'est parce qu'ils viennent enseigner à l'école d'art, leur premier poste, celui dont personne ne veut. Ainsi, Jean-Michel Alberola, à qui nous avons confié, depuis dix ans, la couverture du programme de la saison municipale, aime ici le côté ouvert, non contraignant du passé. Il a un atelier et dit toujours qu'il vit à Paris, à Noges et au Havre.

Le lieu semble en effet inspirer les peintres, comme François Lapouge qu'on expose actuellement et qui pose sur les murs, les maisons, les rues, un regard distancé, faussement hyperréaliste, reculé exacerbé par cette urbanité paradoxale. «Ce n'est pas vraiment une ville», dit Christian Zarfian, c'est plutôt un lieu de passage. Beaucoup de gens viennent chercher ici la même chose: l'ouverture vers un ailleurs. Et ils restent. Cette ville froide déclenche des passions discrètes, mais têtues.

Une ville hors mode, quel repos! Je suis du Midi, et pourtant j'aime

vivre ici», proclame Jean Gaumy, photographe et voyageur qui a fait du Havre sa ville-hôte, une ville-vase où l'on trouve ce que on y apporte. Jour de brume, jour de corne de brume: «Je me sens très bien ici, d'abord, il y a la mer et ce n'est pas rien.» Libraire d'ancien qui voudrait à la fois une maison aussi vieille que ses livres, Gérard Coquenat semble à l'aise dans sa boutique près du quai, derrière les colonnes de béton cannelé. Après la Nouvelle-Calédonie et la Suisse, il a jeté l'ancre au Havre, refuge sans serres pour ceux qui arrivent, ou qui reviennent.

Quand Gènes, Anvers ou Boston cherchent à tout prix à se dégager de la gangue d'entrepôts et de bangars dont l'activité portuaire les a enserrés, Le Havre n'a pas un geste à faire: le port est là, le rivage est prêt. Situation exceptionnelle que celle, par exemple, du Musée des beaux-arts André-Malraux, à la pointe de la pointe, boîte de verre protégée par une douve, face au sémaphore. Musée sur le motif, installé dans le paysage de son inspiration. Œuvre de Lagneux, terminée en 1961, le Musée des beaux-arts diffère sensiblement de l'architecture austère de ciment et de béton sablé ou gravillonné qui marque uniformément les quartiers reconstruits du centre-ville. Ici, le verre et l'aluminium cadrent et protègent un espace intérieur presque entièrement libre.

L'architecture moderne pourtant est fragile et celle-ci, exposée au climat marin, l'est particulièrement. On aimerait qu'elle soit désormais considérée pour ce qu'elle est, un jalon de l'histoire de l'architecture et qu'après la rénovation des pare-soleils en aluminium de la toiture, un simple ravalement des façades en termine avec cette allure un peu désolée que donne aux styles trop purs le moindre relâchement. A l'intérieur, Eugène Boudin et ses marines, la donation Dufy et une belle collection de peintures du vingtième siècle souffrent, disent les conservateurs en charge de ce bel endroit, «d'un peu trop de lumière». On cherche à corriger aujourd'hui et à adapter aux nouvelles normes de la muséologie - un projet de mezzanine est à l'étude - cet espace qu'on voulait libre et qui pendant plusieurs années dut être partagé avec les activités de la maison de la culture. Des expositions d'art contemporain cherchent, souligne leur responsable, Françoise Cohen, à permettre au visiteur de faire le lien entre les collections du musée et l'art actuel, tel qu'on peut le voir dans les galeries. Vingt-cinq mille visiteurs chaque année poussent la porte de verre, au bout de la passerelle de ce navire à quai.

Mais Le Havre ne s'est pas arrêté en 1961. Cité-bastion de la classe ouvrière, nourrissant sa mémoire des luttes auxquelles chaque crise ajoutait un épisode, Le Havre est l'une des dernières grandes villes de France à être dirigée par un maire communiste, André Duroméa, dont ses collègues, même quand il ne par-

tagent pas ses orientations, reconnaissent la puissante présence personnelle et dont la municipalité fêtera dans les mois prochains les vingt ans passés à sa tête.

Tout en faisant plus pour la vie dans les quartiers que pour l'image extérieure, cette ville a su compléter le patrimoine architectural que les «modernes» avaient instauré chez elle: «Perret, cela intéresse nos visiteurs, dit le libraire: nous, on ne le regarde plus, on y vit.»

Il y a, en effet, du pittoresque à rebours à entrer dans le béton au caré de l'église Saint-Joseph dont la tour de 106 mètres de haut est devenue le nouveau signal urbain, mais il est vrai qu'il faut une certaine bonne volonté de l'amateur d'architecture pour lire la modénature, le rythme souligné de blanc de ces façades trop sobres et pour se réjouir de constater que les tours et les banes jouent ici sur un registre classicisant qui les distingue absolument de ces grands ensembles décrits auxquels un œil simpliste et hostile aurait voulu les rattacher. Si Le Havre a construit pendant les grandes années les trois quarts de ses logements dans le sec-

teur social (contre 25 % en moyenne nationale), la ville a su aussi accueillir d'autres monuments: la maison de la culture d'Oscar Niemeyer, terminée il y a tout juste dix ans, n'est pas seulement le bloc courbé et blanc que ses animateurs tentent de faire appeler le Volcan, pour combattre le surnom spontané de «pot de yaourt» trouvé par les Havrais; elle est aussi une bonne réponse au recligne environnement et joue, avec la passerelle asymétrique lancée en 1973 sur le bassin du Commerce par un Guillaume Gillet mieux inspiré qu'à Paris, porte Maillot, et même avec la muraille de brique et de verre du Centre de commerce international (Andraut et Parat dans une bonne période), une baronnie «moderne» qui ne fait aucun tort à ce bassin du Commerce.

Que la reconstruction des années 50 n'ait pas partout tiré le meilleur parti de la géographie maritime du Havre, du site exceptionnel de ce centre-ville ancré dans la mer, c'est vrai: le quai de Southampton, juste en face de la toute neuve et lumineuse gare d'embarquement des ferries vers l'Angleterre (due à deux jeunes architectes français), n'a plus rien de la fébrilité d'autrefois encore sensible sur les photos anciennes: une salle de billards et quelques bars ne font pas un port. Aujourd'hui, les passagers sont avalés tout emballés dans leurs automobiles par le ventre des navires. Plus de mouches, plus d'embrasades. On voit passer, silencieux, les porte-conteneurs qui s'en vont décharger leur cargaison en face, dans le port de commerce, et restent moins de vingt-quatre heures: premier en France pour le trafic des conteneurs, Le Havre joue la rapidité, l'efficacité.

Peu de docks, peu de marins. Peu d'animation dans les cafés du quartier de l'Eure, resté debout, mais la cloche qui appelait à l'embauche est devenue un monument historique qu'il serait temps de restaurer. Un musée maritime dans un bangar, quai du Brésil, commence à montrer le passé qui change vite.

Les docks Vauban, où les sacs de café sous douane, figés dans un silence d'église et dans la lumière beige qui tombe des verrières, semblent une «installation» due à des artistes conceptuels, n'attendent qu'un signe pour devenir le lieu de manifestations culturelles (ce sera le cas en juillet prochain, pour le Festival de la ville de vent). La nuit, l'espace portuaire, libre d'accès, redonne un décor. Du *Quai des Brumes* de Marcel Carné au Havre de Juliet Bert, un décor vrai qui attendrait un festival de cinéma pour revivre sur les écrans de la mémoire.

de notre envoyée spéciale  
Michèle Champenois

## Guide

Le Musée des beaux-arts (chaussée John-Kennedy, tél.: 35-42-33-97) exposera à partir de juin un sculpteur britannique, Michael Craig Martin. Dans les collections permanentes, outre l'important fonds d'atelier d'Eugène Boudin, né à Honfleur et installé au Havre, et le legs Dufy, des toiles de Monet, Van Dongen, Pissarro, Sisley, Léger. L'exposition des œuvres de François Lapouge sera présentée après le Havre, au centre culturel du palais Bénédicte, à Fécamp, du 1<sup>er</sup> au 30 juin.

Dans le quartier Saint-François (le seul de la zone reconstruite à l'avoir été en brique et avec des toits pentus), musée de l'ancien Havre, rue Jérôme-Bellamato, tél.: 35-42-27-90.

Saules monuments restaurés en plein cœur de la Reconstruction: le cathédrale Notre-Dame et le Muséum d'histoire naturelle (tél.: 35-41-37-28.)

Dans le port de commerce, Musée maritime et portuaire, hanger 22, quai de Norvège. Tél.: 35-43-29-66.

Dans la ville et dans les docks Vauban, du 3 au 14 juillet, Festival International «Coups de vent» (création de musique à vent; thème de l'année, le jazz).

Séjour  
A deux heures de Paris par le train, Le Havre n'est pratiquement pas (pour le moment) d'hôtels sur le front de mer. Les bons restaurants (avec vue sur Le Havre) sont à Sainte-Adresse, la commune voisine qui est aussi son quartier bourgeois.

Visites d'architecture  
Une plaquette concise, bien documentée et bien illustrée, a été éditée par la Ville (en 1988) sur l'architecture et l'urbanisme havrais. Elle propose plusieurs itinéraires dans le centre-ville. Architectures au Havre, 1840-1989, J.-B. Cremonitzer, 69 F, existe en français ou en anglais. En vente en librairie et au musée.

### LE BRÉSIL A PRIX CHARTER

AVEC

## EL CONDOR

4990 F Fortaleza le vol A/R  
5350 F Rio de Janeiro le vol A/R  
Chaque semaine à partir du 2 juillet  
Vol Spécial AIRBUS A310-300  
MULHOUSE - PARIS - FORTALEZA - RIO

EL CONDOR: 28, rue Delambre  
75014 Paris Tél: 43 20 90 46  
Et toutes agences de voyages.

### Des prix à vous faire partir!

NEW YORK	2700*
SAN FRANCISCO	3600*
LOS ANGELES	3700*

VOYAGERS  
à partir de  
+ taxes

Tél.: 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS



## Saint-Sébastien capitale des Basques

Suite de la page 13

Et l'union se fit, entre ETA et Saint-Sébastien, peut-être parce que la ville s'humiliait à ne pas résister à l'envahisseur estival. Peut-être parce que l'équipage du bateau de Franco avait toujours été basque, et que toute l'Espagne le savait. Commencèrent les années de plomb. Recommencèrent, plutôt, parce que les anarchistes et les communistes s'étaient soulevés les premiers, aux côtés des Basques, au sein de la garnison locale, contre les alliés des bataillons d'Afrique du Caudillo, en août 1936. On se battit même au Maria Cristina, et le palais rénové en conserve pieusement les traces, sur ses façades de pierre couleur moutarde.

**Saint-Sébastien la séparatiste** se battit ardemment aux côtés de la République. Elle donna ses fils, et ceux de la montagne, pour une idée de souveraineté ibérique qu'elle critiquait. Mais ce décor deauville à toujours haï les véhicules blindés, les troupes en armes, l'occupation forcée, et leur à répondre les armes à la main. Nulle part ailleurs, le crime de Guernica, le 26 avril 1936, ce bourg de Biscaye bombardé par la légion Condor, n'est autant célébré. L'autre dimanche, d'ailleurs, comme chaque année, fin avril, une exposition de photographies retraçait la macabre manœuvre des escadrons de Heinkel, son effet sur Guernica, un jour de marché de 1936, à 10 heures, l'alarme mondiale, et l'histoire du tableau de Picasso.

Saint-Sébastien, sur le chemin du premier petit verre, définit le long des piliers de la place de la Constitution, cette ancienne arène aux tuteurs, délimitée par les balcons des immeubles, au cœur de la vieille ville. Pour mieux se souvenir. Chauder sa baine, ou sa compréhension d'une violence plus récente qui la saigne encore, et la hante. Celle de ses fils. Saint-Sébastien, cité d'ETA, et pourtant, vous expliquent-ils, ville du bien-être maritime. Microclimat de politique et d'iodé.

Ici, comme à Bilbao ou à Vitoria, on ne compte plus les policiers tués depuis vingt ans. L'autre samedi, soit la veille du match de foot, un quatrième gouverneur militaire - en dix ans - a failli perdre la vie, blessé, visé au fusil à lunette, lors d'une prise d'armes dans une caserne. Jamais une cité estivale ne s'est heurtée à tant de militaires et de policiers, jusqu'à dix mille, au plus fort de l'état d'urgence, avant la fin de Franco. Jamais, depuis la guerre, et sauf en Irlande du Nord, de jeunes clandestins n'ont autant tué pour des idées. « Et pourtant », explique Raphaël Aguirre, responsable du tourisme à Saint-Sébastien, la ville a cette étrange particularité d'oublier, de vivre avec le sens de la fête, d'être accueillante, et, le soleil revenu, de se prendre pour n'importe quel bord de mer.

Et c'est vrai, encore. Saint-Sébastien passe d'une image d'elle-même à l'autre, apparemment sans dommage pour son propre avenir. Longtemps, les cavaliers d'enfants déguisés, en février, furent surveillés par des forces de sécurité équipées de pied en cap. On tira souvent ici, à balles plastiques. Le vieux quartier cacha ses blessés, épargna bien des arrestations, avant de retourner à ses comptoirs de bar. Et la ville des avenues résidentielles secréta plus d'avocats qu'ailleurs dans toute l'Espagne. Saint-Sébastien est bien élevée, et partisane. Distinguée, mais militante. Herri Batasuna, parti nationaliste considéré comme proche de l'aile clandestine d'ETA, est la première formation politique de la Concha. On n'en fait pas mystère, même dans les salons de l'hôtel de Londres, l'autre palace, même à la terrasse du café du Théâtre.

Accepter Saint-Sébastien, c'est accepter cette dualité que ses habitants, qu'on appelle *donostiarras*, affirment bien supporter. Le risque de la mort et la limpidité du ciel. La péninsule comme le voisin français la refusèrent jusqu'à ces dernières années. La station du Nord



GUILERMO VIELA

proscrite, pour cause de blocage insurrectionnel ! Madrid, menacée en sa résidence d'été, la bouda, lui préféra Biarritz, ou les Baléares, n'envoyant que des militaires volontaires, cloîtrés dans leurs casernes. Les touristes français croisaient au large, prudemment avertis à l'autoroute de Madrid, n'avisant qu'un brûlant les volutes de l'Hexagone, parfois même les camions, lorsque nos ministres de l'intérieur contribuaient à l'affaiblissement d'ETA, par l'arrière.

Puis le **démocratie**, le règne des socialistes en Espagne, les menaces pressantes sur le « sanctuaire » basque français, les coups portés contre les commandos d'ETA, bref l'époque récente, les promesses d'amnistie, l'autonomie régionale rendirent à cette station balnéaire un peu de son honnêteté, du point de vue des autres. Les non-Basques. Lassés de sa propre violence, surtout des bavures de ses ultras, le camp nationaliste, en son vieux quartier comme chez ses financiers des beaux quartiers, parie davantage désormais sur les solutions politiques. Un droit à la différence par le suffrage universel.

Le sonde d'indépendance s'estompé, et cela va plutôt bien à Saint-Sébastien. Sa police est désormais autonome, c'est-à-dire basque. Herri Batasuna colle ses affiches dans le vieux quartier,

malgré toujours les Cortès par ses menaces de démission, mais les jeunes gens se sont assagis. Madrid a su négocier, accepter l'orgueil de ces Ibériques qui ne seront jamais espagnols. Le temps, les influences de la démocratie sur une des plus belles plages de centre-ville d'Europe, le rock et la mode font leur usage. Pour les autres, Saint-Sébas-

tien redevient fréquentable. Préservée par son rude passé même. Une ville hors de prix, prise d'assaut à l'année par les Madriliens, trop longtemps privés de leur côte accidentée.

On tue encore, parfois. Mais la cité et la péninsule oublient plus vite encore. Il se brûle encore quelques véhicules français. Plutôt par

habitude. La violence, en ce décor pacifique, s'use. Et les Basques reconnaissent que leur chère identité, la langue, leurs traditions sportives et culinaires, leur culture se trouvent plutôt mieux de cet apaisement. Jamais le basque n'a été autant porté. Il s'écrit sur tous les panneaux de signalisation. Saint-Sébastien, plus quelque chose. *Donastia*. Un double nom. L'ibérique et sa transcription locale.

alentour, une ville qui déborde de projets. Quatre nouveaux palaces à venir. Un tourisme haut de gamme qui manque à l'Espagne. Une puissance financière, une aisance qui valent bien l'abandon du sang. Au cœur, ces ruelles qui deviendront sans doute un peu plus nostalgiques, qui se joueront, un peu plus fort, leur théâtre de l'insurrection. Plus de foot, moins de complots de zinc. Et chaque année, dans l'entrelacs des tournées de *tapas*, en avril, le souvenir de Guernica.

De notre envoyé spécial  
Philippe Boggio

## Guide

• Une ville aux hôtels chers, et à la gastronomie presque donnée. Deux villes, côté pratique aussi, en une. L'Hôtel Maria Cristina, sur le Rio, juste à une encablure du pont sous lequel la marée vient se disputer avec le rivage, le palace restauré, en face du théâtre où se tient, chaque année, en septembre, le Festival cinématographique de Saint-Sébastien. Tél : 42-49-00. L'Hôtel de Londres, sur la Concha, blanc, comme les fameuses dentelles de fer forgé et les arcades de la plage. Tél : 42-69-89.

Les Basques passent pour les meilleurs cuisiniers du monde, et ce serait leur rendre justice de

dire que tout ce que la gastronomie mondiale doit au monde hispanique est né dans les ports de la mer cantabrique ou sur les monts. Une cuisine à l'ail, des jambons suspendus des années au-dessus des clients, et une spécialité, les *chipirones* à l'encre, petits calmars à la peau fine. Conscience d'être peu reconnus, les cuisiniers basques ont constitué des sociétés de gastronomie, et chaque dimanche, dans le vieux quartier de Saint-Sébastien, comme dans le plus petit village, les hommes font la cuisine entre eux.

Chaque année, des champions désignent le meilleur élchisme de tortilles ou d'anchois au

citron, de morus ou de cabrito. Saint-Sébastien compte plusieurs restaurants de grande renommée. Parmi eux, Chomín, pour le merlu. Tél : 21-07-05 ; Kokotxa. Tél : 42-01-73 ; Nicolsa. Tél : 42-07-55. Dans la vieille ville, tous les bars proposent des plats de *tapas* qui valent souvent un repas pris à table. L'Aselene, place de la Constitution, pour ses discussions politiques sur l'inconséquence de Madrid. José Mari, Haizea, La Copa, etc. Le mieux à faire : entrer dans tous les bars menant à l'église Santa-Maria, au pied du roc, pour y espérer, le ventre plein, le salut de son âme.

## COURRIER

### Un Parisien à Bayeux

M<sup>me</sup> Pié, Le Boulay-Morin, dans l'Eure, nous a adressé la lettre suivante :

C'est d'une de ces villes de province qui s'empilent de « cette sensation douce mais éternelle que l'on a coutume d'appeler l'ennui » (Patrice Botton, Bayeux, « le Monde sans visa », du samedi 6 avril), pire, de cette partie de la province dont la profondeur est inimaginable, puisque mon pavillon s'environne d'arbres, de baies et de champs de coles, à 7 kilomètres d'Evreux, que je voudrais, malgré cet insupportable éloignement des « lumières » parisiennes, élever une « pelée audible ? » - protestation.

Evreux, ou Bayeux, ou Vézelay, ou Chartres, qu'importe, votre envoyé spécial des samedis, quel qu'il soit, les a comprises et jugées, vite dit, vite fait, ainsi que font les vifs esprits parisiens. Malheureux provinciaux ! Nos « distractions sont profondément raisonnables », et nos plaisirs gastronomiques « soumis aux aléas de la crise de foie » et « aux spécialités baroques » (horreur !), ce qui incite les restaurateurs, leur crime accompli, à « ranger les assiettes et les petites cuillères, après 23 heures », si bien que « le silence fait parler nos villes » (ciel !), mais tout le monde sait que le silence est d'or.

Une colère raisonnable - la province, n'est-ce pas ? - disons une colère amusée mais lassée de lire toutes les semaines ces jugements ironiques et creux sur des lieux où l'on est passé, l'esprit critique (bonne chose) et l'esprit de critique (trop malheureusement) bien aigu-

sés, me pousse à protester contre une fâcheuse et insidieuse dévotion qui distillent vos envoyés spéciaux chaque fois qu'ils parlent de « nous ». J'irai même jusqu'à soupçonner que l'auteur règle un compte avec quelque chose qu'il connaît bien mais n'a pas appro-

fondi. La « France profonde » n'est ni forcément belle, ni bonne, ni amusante, mais elle comprend fort bien les sous-entendus sarcastiques. Que de Parisiens alors, étonnés de la froideur, voire de l'hostilité, dressée contre leur suffisante immodestie. Et que de provinciaux là-dessus qui ont avec délice renié leur province ! Quand à l'agitation et au cliquant vu ou soupçonné, lors de mes très fréquentes journées parisiennes, elles me font pousser le même soupir de soulagement en retrouvant mon cios qu'a dû pousser votre correspondant en rentrant dans « sa » capitale.

En effet, nous n'avons ici que soirées tranquilles, bars peuplés de fumeurs d'attardés, « fenêtres fermées, rideaux tirés ». Pas à Paris ? Seulement de spirituels journalistes virevoltant dans la fièvre lumineuse des nuits parisiennes ? Pas de gens qui se lèvent tôt, qui lisent, qui rêvent, derrière des volets clos ? C'est vrai, nous n'avons pas, dans nos petites villes d'agitation nocturne. Ah ! si, j'oubliais : nous avons « heureusement » une poignée de drogués, quelques clochards qui paysagent les rues habituelles, des faits divers malheureux et même des embouteillages (mini, toujours la province n'est-ce pas ?), bref, nous pourrions séduire grâce à cela n'importe quel Parisien, avantageusement plus que nous

agressé, compressé, intoxiqué ! Mais il ne viendrait sûrement pas dans mon village : l'été, l'éclairage public s'éteint à 22 heures. Nos rues et nos ruelles sont très noires, sauf par les nuits claires, miroitantes de la pleine lune ou lorsque le ver luisant pose sa brillante émeraude dans l'allée. Le bruit est très loain, sur la route nationale, c'est-à-dire la province ! Et je me demande tout à coup pourquoi tant de Parisiens, abandonnant leur ville, viennent, à 10 kilomètres de chez moi, dans la jolie vallée de l'Eure, entretenir tant de résidences secondaires.

Pour finir, une petite anecdote. Visitant « votre » Marais, je m'éciais au vue d'une de ces vieilles ruelles, bordée d'hôtels particuliers qui semblent « abriter quelques dérisoires souvenirs d'une époque largement révolue ». « On se croirait à Chartres, quel charme provincial ! » Notre guide s'est brusquement arrêté, m'a regardé avec surprise et a dit : « Madame, vous venez de faire le plus grand plaisir à un authentique Parisien. »

Je ne doute pas de connaître bientôt la prochaine ville et victime qui ne saura, comme Vézelay et sa basilique, Bayeux et sa broderie, ne donner à vue à notre admiration « qu'un canular d'un autre siècle qui a réussi ». Le terme « œuvre de propagande », tout en étant plus exact aurait été moins méprisant.

Peut-être n'avons-nous pas assez médité, Parisiens ou provinciaux, ceci de Thomas Mann : « Plus un esprit est grand, plus il est vaste, plus il est éloigné de cette suffisance qui est toujours la marque d'un esprit borné. »

Après la publication de « Philadelphie, les États-Unis à la source » dans « le Monde sans visa » du 13 avril, M. Pierre-Laurent Nicolas, de Paris, nous écrit :

J'admets pleinement votre approche picturale et architecturale. Mais peut-on évoquer Philadelphie sans mentionner David Goodis ? Toutes proportions gardées, cette lacune semble aussi inconcevable que de dépeindre Prague sans Kafka, Vienne sans Schnitzler, l'Amérique sans Garcia Marquez, le pays de Caux sans Maupassant.

Auteur de dix-huit romans qui n'en constituent en fait qu'un seul dix-huit fois réécrit, sans cesse plus noir et plus flamboyant, il a situé l'action d'une bonne dizaine d'entre eux dans cette Philadelphie où il est né, où il a étudié et où il a fini ses jours à cinquante ans, écumant les bas-fonds, crevant d'alcool, de misère et de solitude. Enchaîné à cette ville qu'il haïssait et qui en retour ne lui manifestait que le plus absolu mépris. La honte de la prude et puritaine cité envers le révélateur de ces zones d'ombre qu'elle tient tant à cacher.

Roman noir ? Littérature de gare ? (...) Bien qu'architecte de formation, je persiste à penser que des mots peuvent davantage appartenir à la chair d'une ville que des pierres, particulièrement ces mots obsessionnels d'un puritain désespéré face aux lourdes et minérales

plaisanteries de l'éclectique Venturi. Première page de Vendredi 13 (1955), premiers mots : « Aménée par les deux fleuves, la froidure de janvier enfermait Hart entre quatre murs de glace qui l'enserraient inexorablement ». Quelques lignes plus loin : « Il avait Philadelphie en horreur. Il faisait encore plus froid dans Broad Street. A l'est, la Delaware dispensait ses effluves glacés. A l'ouest, la Schuylkill apportait ses frimas grisâtres et trépassants (...). La grande horloge de l'hôtel de ville indiquait 6 h 20 ». Et cinq pages plus loin : « Il avait découvert que Philadelphie n'était qu'une agglomération de petites villes à l'intérieur d'une grande. Le quartier de Germantown, par exemple, formait un tout bien défini, tout comme Frankford. De l'autre côté de la Schuylkill, il y avait aussi Philadelphie-Ouest, avec son université. Puisque la ville était si bien compartimentée, il y avait intérêt à

s'éloigner du centre et à avoir quelques-unes de ces frontières intérieures derrière soi. Il se demanda s'il y avait beaucoup de maléfères à Germantown. Au cours de ses pérégrinations, Germantown lui était apparue comme un bastion de l'honorabilité bourgeoise, légèrement guindée (...). »

Contrairement à tous les poncifs de la série noire urbaine, Goodis ignore le traditionnel affrontement du Bien - plus ou moins esseulé et désabusé - et de la sanglante corruption des *upper classes*. Le premier, il s'est consacré exclusivement à la vie intense et chancelante des exclus, à l'esthétique des marges formant un pendan urbain au rural Caldwell. Goodis, l'autre Philadelphie.

David Goodis (1917-1967) est l'auteur de nombreux romans dont plusieurs ont été adaptés au cinéma : *Tirez sur le pianiste*, *Rue Barbare*, *Epaves*, *Descente aux enfers*, *le Plongeon*, *la Lune dans le caniveau*.

## IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois  
le VENDREDI, daté SAMEDI,  
dans le supplément MONDE SANS VISA  
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.

صلى الله عليه وسلم



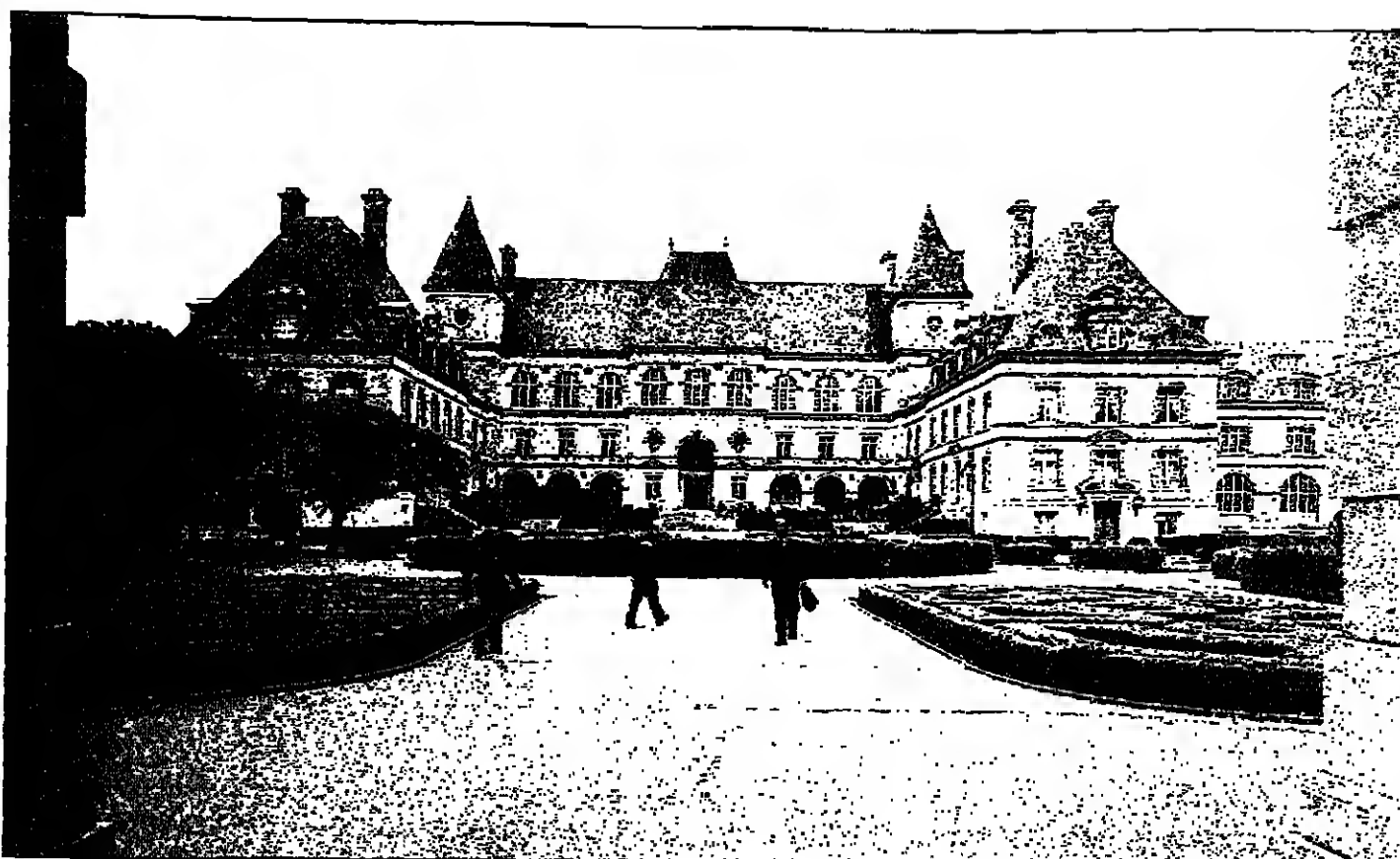
هكذا من الامل

SANS VISA

Le Monde • Samedi 4 mai 1991 17

A PARIS

Inaugurée en 1925 pour « offrir un foyer de vie spirituelle et préparer un rapprochement moral entre les élites de tous les peuples », la Cité internationale de Paris reste l'exemple unique au monde d'une communauté d'étudiants réunis dans un ensemble où se fait l'affrontement des styles d'architecture dément l'idée de paix qui avait présidé à sa création. Visite.



## La cité des nations

### Guide

La Cité internationale de Paris est un ensemble d'immeubles composant, avec le parc, la Cité internationale universitaire de Paris, conçue au lendemain de la première guerre mondiale précisément pour bannir l'esprit de clocher, assoir une paix durable en amenant les jeunes gens et jeunes filles (avec prudence pour ce qui les concerne) du monde entier à dialoguer. Son initiateur, André Honnorat, entendait en effet « leur offrir un foyer commun de vie spirituelle et préparer par là un rapprochement moral entre les élites de tous les peuples ». Très curieusement, inaugurée en 1925 une parcelle de cet espace qui se révélait partagée et parfois déchirée entre une réalité internationale et un principe supranational, délibérément laïque, d'où sont bannis temples et églises, son premier maître, Emile Deutsch de la Meurthe, n'aspire à aucune autre forme pour célébrer l'esprit communautaire nouveau que celui de l'église.

### Philosophie de Good

La Cité internationale de Paris est un ensemble d'immeubles composant, avec le parc, la Cité internationale universitaire de Paris, conçue au lendemain de la première guerre mondiale précisément pour bannir l'esprit de clocher, assoir une paix durable en amenant les jeunes gens et jeunes filles (avec prudence pour ce qui les concerne) du monde entier à dialoguer. Son initiateur, André Honnorat, entendait en effet « leur offrir un foyer commun de vie spirituelle et préparer par là un rapprochement moral entre les élites de tous les peuples ». Très curieusement, inaugurée en 1925 une parcelle de cet espace qui se révélait partagée et parfois déchirée entre une réalité internationale et un principe supranational, délibérément laïque, d'où sont bannis temples et églises, son premier maître, Emile Deutsch de la Meurthe, n'aspire à aucune autre forme pour célébrer l'esprit communautaire nouveau que celui de l'église.

### IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque année, à la vente de la Cité internationale de Paris, on trouve des appartements à louer ou à acheter. Les prix sont très intéressants. Pour plus d'informations, contactez notre agence.

Agence immobilière spécialisée dans la vente et la location de biens immobiliers à Paris et en France.

Service client : 01 42 42 52 26

**Islande**

MAI - DEBUT JUIN

**PRIX EXCEPTIONNELS**

CIRCUIT SAFARI  
8 JOURS PARIS-PARIS

ICELANDAIR  
9, boulevard des Capucines  
75002 PARIS  
Tél. : (1) 47.42.52.26

Info gratuite  
3615 code OTISLAND

A rumeur, soutenue, régulière, serait à l'unisson si un moteur mal embouqué n'avait l'indécence de temps à autre d'y imposer sa voix. Le mouvement est univoque, régulier, presque stable, ne subissant que de lentes variations à des heures données, prévisibles : vif et haché durant la nuit, plus dense et plus lent le jour, au point de manquer s'immobiliser parfois, s'efforçant alors de ne pas succomber au silence. Vu du parc, le train initiatrice d'automobiles est devenu moins de ces menaces auxquelles on s'accoutume que le signe d'une obstination butée, d'une barbare naïve et vaine, tant le lieu qu'elles assistent semble hors d'attente, acquies à la paix. Etouffé par l'horizontalité des véhicules (le périphérique d'un côté et le boulevard des marchands de l'autre), l'œil se repose sur la verticalité possible des troncs de tilleuls, s'arrime à leur stabilité, s'installe dans leur temps. Des frondaisons émergent une tourterelle à clochette : la « force tranquille » en plein Paris.

Ce signal villageois est le premier trait exotique d'un ensemble d'une quarantaine d'immeubles composant, avec le parc, la Cité internationale universitaire de Paris, conçue au lendemain de la première guerre mondiale précisément pour bannir l'esprit de clocher, assoir une paix durable en amenant les jeunes gens et jeunes filles (avec prudence pour ce qui les concerne) du monde entier à dialoguer. Son initiateur, André Honnorat, entendait en effet « leur offrir un foyer commun de vie spirituelle et préparer par là un rapprochement moral entre les élites de tous les peuples ». Très curieusement, inaugurée en 1925 une parcelle de cet espace qui se révélait partagée et parfois déchirée entre une réalité internationale et un principe supranational, délibérément laïque, d'où sont bannis temples et églises, son premier maître, Emile Deutsch de la Meurthe, n'aspire à aucune autre forme pour célébrer l'esprit communautaire nouveau que celui de l'église.

Car si l'on sait pourquoi bâtir (la paix entre les nations), et que bâtir (des logements sains pour des étudiants), le comment bâtir va être

d'emblée le sujet d'un vif débat entre national et international, entre ancien et nouveau, dont les termes demeurent, pour l'agrement du promeneur, plus que visibles : vivants. L'architecte de la première fondation, Lucien Bechmann, les confie à l'illustration le 11 juillet 1925 : « Il y avait deux façons de comprendre les façades : adopter l'esprit moderne ou s'opposer avec une architecture du passé. Mon client [Emile Deutsch de la Meurthe] ne voulait pas que sa fondation fût table rase du passé... Je pris dans les constructions civiles et les châteaux du Moyen Âge les éléments caractéristiques de mes façades et je cherchai à en simplifier et à en moderniser l'esprit. »

« L'inspiration, commente l'actuel directeur de la fondation, Bernard Masson, n'est donc oxfordienne que par ricochet », et le clocheton du boulevard Jourdan devenu « réveur » (1) que via le modèle de l'université médiévale, matrice des collèges britanniques, eux-mêmes inspirateurs de leurs homologues américains.

Dont acte : Oxford est aussi dans Paris, même si, à y regarder de près, les pavillons bas qui entourent la place du village sont plus stylisés, plus géométriques que leur référence, et ses pelouses autrement accueillantes, car si l'on y pratique l'anglais, on y entend aussi aux beaux jours le coréen, l'arabais, l'arabe, le ouloof, l'italien, le chinois, le grec, le serbo-croate, le bambara, le polonais, le japonais, l'espagnol et vingt langues encore qui font de la cité un lieu sans équivalent au monde, où l'on s'efforce plus que jamais d'accélérer le brassage en redistribuant les pensionnaires dans des pavillons autres que ceux de leurs pays d'origine.

Lucien Bechmann est à nouveau commis lorsqu'il s'agit d'ériger le grand œuvre de la Cité, la maison internationale, cette communauté des communautés, point de passage obligé pour dîner, lire, nager, changer de l'argent, se rencontrer. Mais le financier, John D. Rockefeller Jr, qui refuse l'alternative entre le passé (ailleurs) et le présent (ici), le repousse pour imposer avec son architecte américain une image du passé (ici) tel qu'on l'imagine (ailleurs). L'ensemble ne saurait avoir d'autre modèle que Footstapleau, mais, comme le relève à son ouverture en 1936 l'« Architecture d'aujourd'hui » : il « paraît peut-être bien français à nos amis Américains. Pour nous, son esprit et ses proportions paraissent bien... américains ». Plaque par-dessus une structure métallique, l'homage à la culture française demeure emprunté, et c'est l'apocryphe qui apporte la bouffée d'exotisme incontrôlée et son étrangement à ce bâtiment eadmanché, qui semble susurrer aux étudiants pour tout message international : « Embourgeoisiez-vous ! »

Ses plus méchants détracteurs, qui le taxent d'anticiper Disneyland (le bonhomme Mickey ne fait-il pas déjà preuve à l'époque de son envergure internationale?), doivent songer plus encore à son

intérieur, accessible au public dans certaines parties communes, où s'affiche une pompe impressionnante. Encore que le mobilier de la cafétéria ou du réfectoire (le repas y coûte 25 F pour les visiteurs) fasse vite oublier les murs grandioses et puisse évoquer le retour dans une quelconque université parisienne d'il y a vingt ans, ce que tendrait à confirmer la minuscule librairie attenante, où continuent de se pourfendre imperturbablement les éditions soviétiques et chinoises, sous le regard empuissant d'une collection de « Que sais-je ? » abondant en deux titres sans doute essentiels en ce lieu : le « Comptage » et l'« Industrie du gaz ».

La modernité est à rechercher sous le plafond à caissons Laïque de la bibliothèque, dans ses quarante-deux mille volumes et ses accès aux banques de données, dans les trois théâtres de la maison, dans ce qui la rend vivante, sportive, dans sa piscine peut-être, du plus sobre, du plus éternel 1930 (2). La demeure n'est commune que par ses activités, car pour l'apparence, ses effets de murailles, ses arcades symétriques, ses bûches taillées, ont largement usurpé sa fonction d'emblème de la Cité, en offrant une identité presque falsifiée, un détournement peut-être, un appauvrissement certain, de l'idée initiale internationale.

Et cela, alors qu'un simple promeneur peut trouver à chaque pas des interprétations autrement stimulantes de l'idée. Ainsi à l'est, passés la maison du Mexique et le collège franco-britannique, au bord d'un chemin pavé comme on les a oubliés, ces trois pavillons voisins qui s'efforcent de ne pas paraître alignés tant ils n'ont en commun que leur origine européenne et la contemporanéité de leur construction : le collège d'Espagne (1935), la maison des étudiants suédois (1931), et la fondation suisse (1933).

Le premier, costel massif, qui mêle la modernité madrilène à la tradition de Salamanque, et dont la pierre blanche et les quatre hautes tours n'attendent que le soleil pour s'hispaniser, ne fut ouvert qu'il y a trois ans par le roi Juan Carlos, après avoir été fermé sur ordre de Franco en 1968. Le deuxième, dont les proportions quasi familiales détonnent dans l'environnement d'immeubles, est affectueusement surnommé la « maison de poupée » (3) de la Cité. Avec ses ailes-de-bœuf, ses larges portes-fenêtres bleues à volets en forme de boucliers vikings, prêtes à s'ouvrir aux nuits d'été sur une terrasse descendant vers le parc, il propage l'influence suédoise jusque dans les tilleuls soudain bordés de bouleaux.

L'appartenance nationale du troisième est indiscernable, son époque délicate à établir : l'antérieur seul y apparaît. Le Corbusier y inaugure un vocabulaire qu'il allait développer et affiner ultérieurement : des pilotes ancrés profondément dans le sol libèrent le rez-de-chaussée et soutiennent une dalle de béton sur laquelle repose une cage de métal où s'accroche la façade rideau. L'auteur de la Cité

radiouse restera particulièrement attentif à la vie de ce bâtiment qu'il retouchera à trois reprises : en 1948 pour y peindre la fresque du salon après que l'occupant allemand eut arraché la composition photographique originale, en 1953 pour refaire la façade sud (stores et doubles vitrages), en 1957 pour y installer de nouvelles banquettes (décorées de thèmes inspirés par ses travaux à Chandigarh) et y faire repindre l'intérieur de teintes plus vives.

Aujourd'hui, le placage de la façade nord a été déposé et offre aux regards curieux un peu de la chair originelle de brique du pavillon. « Comme nombre d'œuvres de Le Corbusier, dit son directeur, Laurent Cornaz, il fut construit avec relativement peu de moyens, et l'ornement des plaques de ciment, comme le système d'accrochage ont rouillé et sont devenus dangereux et inéligibles. L'immeuble étant classé monument historique, il ne dépend plus de son pays d'origine qui finance cependant 50 % des travaux, mais des Bâtiments de France. Pour le mettre aux normes de construction actuelles, il faudrait l'épaisseur de 4 centimètres, ce que refusent les autorités, car cela fausserait les proportions. Valla qui pose le problème de la conservation, car si Le Corbusier vivait, nul doute qu'il eût, comme en 1953, fait évoluer son architecture. Peut-être en remplaçant le ciment par la pierre : il nous a fallu deux ans rien que pour retrouver le sable ocre-rose du ciment d'origine qui avait été noirci par la pollution du périphérique. »

Les principes corbusiens se retrouvent intacts au quart de siècle plus tard dans la fondation franco-brésilienne (1959) dont il est le principal coauteur, et bien vivants, quoique profondément réinterprétés, dans la fondation Avicenne (1969) ex-maison de l'Iran, abandonnée peu après son ouverture par le shah à la collectivité, en raison de l'agitation hostile à son pouvoir qui y régnait, et où deux architectes iraniens associés à deux Français (André Bloc et Claude Parent) ont suspendu à trois portiques d'acier une double boîte de logements d'où semble expulsé un vaste et sobre escalier.

Au côté de la maison du Cambodge, fermée après la mort d'un étudiant dans la nuit du 7 janvier 1973 lors d'affrontements entre partisans du prince Sihanouk et du gouvernement Lon Nol, et dont les ouvertures obturées de parpaings témoignent silencieusement d'une nation en cessation d'Etat ; au côté de la tardive (1956) fondation Heinrich Heine (en raison de leurs menées agressives, l'Allemagne et l'Italie furent longtemps écartées d'une œuvre vouée à la paix), la fondation Avicenne représente le point final (dans le temps) et sommital de la Cité. C'est du haut de ses neuf étages que se mesure le chemin parcouru en soixante-six ans, et que l'on peut juger du mariage des bâtiments avec les 30 hectares du parc.

Mais si celui-ci fait le bonheur des Parisiens aux beaux jours, il désespère ses jardiniers : « C'est la insère s'exclament-ils, nous

qualité d'espace exemplaire. L'éclectisme des pavillons lui-même est intéressant, parce que, sans tomber dans le néorégionalisme, leur individualité propre qui exprime des valeurs nationales un peu exotiques, conduit à découvrir qu'il existe d'autres choses : c'est une ouverture sur le monde. »

Mais la tendance ces temps-ci est plutôt à se renfermer et à s'assourcir, et la Cité va devoir s'ébrouer si elle ne veut pas devenir une cité-dortoir pas comme les autres. Des délicates années 68 il ne reste qu'un minuscule « Che » (4) malicieusement gravé dans le marbre rockefellerien, l'organisation des comités de résidents, et une mixité généralisée. Bon prétexte aujourd'hui à nombre de pavillons jadis construits en U (une aile par sexe) pour tenter de le transformer en O par des haies et des grillages, écorrant un peu plus le grand principe communicateur. L'individualisme des cinq mille cinq cents résidents se renforce dans ces tentatives isolationnistes, et les activités culturelles comme le théâtre drainent essentiellement les visiteurs extérieurs. Des généreux principes fondateurs ne resterait pour un peu que les adjectifs « pratique » et « confortable » enfouis derrière une collection de façades, un parfum d'exposition universelle qui autorise le promeneur à voguer d'une cascade de toits japonais à un néo-Erechon, et un décor en dur offert à des générations de cinéastes comme Jean-Jacques Annaud qui fera passer le mois prochain l'Amant de Marguerite Duras par les laques de la maison des étudiants de l'Asie du Sud-Est.

Jean-Louis Perrier

- (1) Oxford est surnommée « la Cité des docteurs érudits ».
  - (2) Pour les personnes extérieures à la Cité, l'abonnement annuel est de 600 F.
  - (3) Qu'importe si Henrik Ibsen était norvégien.
  - (4) Surnom du guerillero cubain Ernesto Guevara (1928-1967).
- La Cité internationale universitaire de Paris s'étend du 1 au 61, boulevard Jourdan (quartier Javel). Bus RATP : 21, 67 et PC, RER ligne B, station Cité-Universitaire. Le parc (domaine privé) admet les visiteurs, mais les pavillons ne sont généralement accessibles au public que lors d'expositions ou de concerts. Des visites de groupes commentées (d'une durée de trois heures environ) peuvent être organisées auprès de Danièle Déroulède. Tél. : 45-89-88-52. L'ouvrage de Bertrand Lemaire, la Cité internationale universitaire de Paris est publié aux éditions Hervas, 124 pages.

**TOUTES DIRECTIONS.**

Budget Rent a Car vous offre tout ce qu'il y a de mieux dans le domaine de location de voitures pour les vacances. Avec Holiday Drive, la location est simple, avec un tarif « tout compris ». Vous pouvez réserver et payer avant de partir, et vos réservations sont assurées dans plus de 100 pays du monde. Il n'y aura aucun supplément caché, ni d'incertitude.

Pour réserver votre voiture, ou pour obtenir gratuitement une brochure, priez d'appeler Toll Free 0504 0138 entre 9 heures et 18-30 heures, ou demandez de plus amples informations à votre agence de voyage.

**Budget**



## Bridge

n° 1433

## LE SOMMET DE L'ART

Il est intéressant de comparer la façon de jouer de quelques-uns des meilleurs joueurs du monde. Voici par exemple un chelem joué au cours d'un des tournois de la Staten Bank à La Haye par l'Américain Rodwell à une table et par l'Autrichien Berger à une autre table.

♠ R V 5 4 2	♥ 9
♥ V 6 5	♠ A R 8 7 4 3 2
♠ A 10 8 7	♥ 6
♥ 10	♠ 5
♠ 6	♥ A R 8 7 4 3 2
♥ 10	♠ 5
♠ 6	♥ A R 8 7 4 3 2
♥ 10	♠ 5

Ann : N. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Fuck	Zia	Toranzo	Rodwell
Passé	Passé	Passé	Passé

Quest ayant entamé la Dame de Cœur, comment Rodwell en Sud a-t-il joué pour gagner ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

## RÉPONSE

Rodwell a coupé l'antenne et a donné un coup d'atout pour faire tomber le 6 et le 9 ; ensuite, il a tiré As, Roi de Trèfle et a coupé le 4 de Trèfle. Enfin, il a coupé le dernier Cœur, et, Ouest n'ayant plus fourni, il était évident que Est, qui avait un Pique, deux Trèfles et huit Cœurs, n'avait que deux Carreaux. Dès lors, comment fallait-il terminer le coup ?

Rodwell a joué le... Valet de Carreau couvert par la Dame et l'As, il est retourné dans sa main à l'atout et a rejoint le 4 de Carreau pour le 2 et le 10 de Carreau avec la certitude qu'il ne pouvait plus perdre puisque, si Est prenait le 10, il serait obligé de rejouer Cœur et permettrait la défausse du dernier Carreau de Sud et la coupe du mort.

L'Autrichien Berger fit le même jeu d'élimination des Trèfles et des Cœurs, mais, au lieu de commencer par jouer le Valet de Carreau, il o fit l'As de Carreau et a rejoint le Carreau en espérant que Est (le Canadien Kokisb) aurait au moins un gros honneur dans ses deux Carreaux.

Pourquoi cette ligne de jeu était-elle moins bonne ? Parce que Berger aurait perdu deux Carreaux si Ouest avait eu le mariage quatrième à Carreau, alors que Rodwell ne pouvait pas chuter en commençant par jouer le Valet de Carreau.

## CHAMPIONNAT D'EUROPE PAR PAIRES

Le championnat d'Europe par paires a lieu tous les deux ans. L'Italie a servi de théâtre à cette épreuve à Salsomaggiore en 1989 et à Montecatini en mars dernier. Les récents vainqueurs ont été les Français Abecassis et Quantin, mais la plus belle donne est celle qui, dans le précédent championnat, a permis au Finlandais Vitasalo de réussir ce chelem :

♠ 8 4 3	♥ 9
♥ R V 7 5 3	♠ A R 10 9 7 5 2
♠ R D V 9 3	♥ 6
♥ 10	♠ 5
♠ 6	♥ A R 10 9 7 5 2
♥ 10	♠ 5
♠ 6	♥ A R 10 9 7 5 2
♥ 10	♠ 5

Ann : O. don. N-S vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Feichtin	Lassila	Straßer	Vitasalo
Passé	Passé	Passé	Passé

Quest a entamé l'As de Cœur, comment le Finlandais Vitasalo a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A TREFFLE contre toute défense ?

## NOTE SUR LES ENCHÈRES

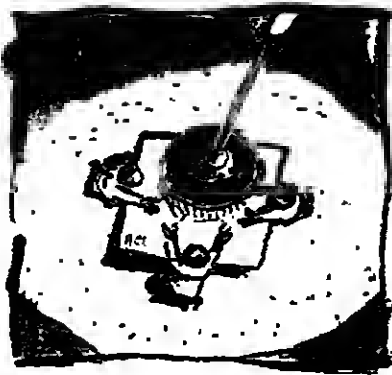
La surenchère de « 2 SA » indiquait un bicolore de mineures. Elle était courageuse, vulnérable, et on comprend que Sud n'ait pas résisté à déclarer le chelem en pensant notamment que Nord avait chicané à Cœur et qu'il n'y aurait qu'un Pique à perdre.

## BRIDGE AU SUPER

Sous ce titre astucieux et un peu racoleur, Michel Labeil et Guy Dupont, les rédacteurs de la revue la Lettre du Bridge, viennent de publier aux éditions Du Rocher deux livrets d'une cinquantaine de pages intitulés Fiches d'enchères Standard et Fiches d'enchères Compétition.

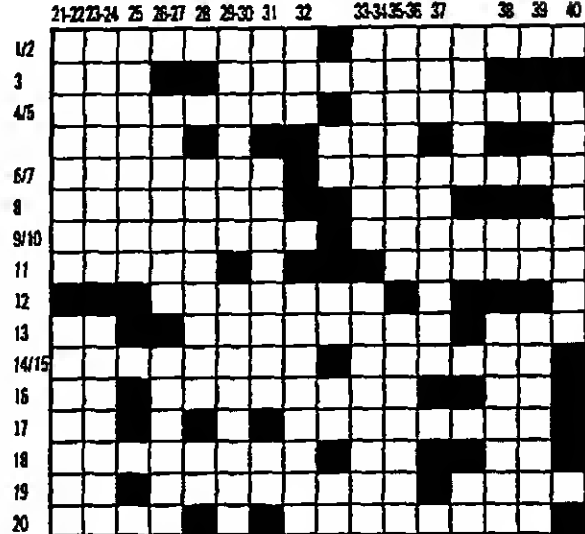
On y passe en revue de nombreuses séquences d'enchères avec les conventions les plus modernes et l'interprétation à leur donner. Attention, cependant, ces deux mémentos présentés sous forme de tableaux ne sont pas des ouvrages à lire, mais à consulter sur des points précis dont quelques-uns, même pour le livret Standard, sont difficiles (85 F chaque livret. Rens. : la Lettre du Bridge, 33, avenue de Ségur. Tél. : (1) 42-73-01-70).

Philippe Brugnion



## Anacroisés

n° 664



## HORIZONTALEMENT

1. ADOREUR. - 2. BEIORS (+ 3). - 3. AENKNTY (+ 2). - 4. CDEIO. - 5. ELNORR (+ 6). - 6. AEL. - 7. AAOEORR. - 8. EENINT (+ 1). - 9. AENNTT. - 10. EENNTT. - 11. ANSSU. - 12. ACILST. - 13. AELISTU. - 14. CEILST. - 15. ABEINS (+ 2). - 16. EELNORST (+ 1). - 17. AENNTT. - 18. AAILN. - 19. AAEINST. - 20. EINOS. - 21. AEPRTU. - 22. AENOOT. - 23. ANORSTU. - 24. AENNTT. - 25. EENINT (+ 4). - 26. DEILNT (+ 1). - 27. EILNT. - 28. EILNT. - 29. AACOELR (+ 1). - 30. AAILNST. - 31. EILNST. - 32. ABEIMOT. - 33. ADEORS (+ 1). - 34. AILNSTU (+ 1). - 35. ABEILNST. - 36. AENNTT. - 37. EILNOR. - 38. EELNORST. - 39. EENNTT. - 40. AAEINST.

## VERTICALEMENT

1. AEPRTU. - 2. AENOOT. - 3. ANORSTU. - 4. AENNTT. - 5. ELNORR (+ 6). - 6. AEL. - 7. AAOEORR. - 8. EENINT (+ 1). - 9. AENNTT. - 10. EENNTT. - 11. ANSSU. - 12. ACILST. - 13. AELISTU. - 14. CEILST. - 15. ABEINS (+ 2). - 16. EELNORST (+ 1). - 17. AENNTT. - 18. AAILN. - 19. AAEINST. - 20. EINOS. - 21. AEPRTU. - 22. AENOOT. - 23. ANORSTU. - 24. AENNTT. - 25. EENINT (+ 4). - 26. DEILNT (+ 1). - 27. EILNT. - 28. EILNT. - 29. AACOELR (+ 1). - 30. AAILNST. - 31. EILNST. - 32. ABEIMOT. - 33. ADEORS (+ 1). - 34. AILNSTU (+ 1). - 35. ABEILNST. - 36. AENNTT. - 37. EILNOR. - 38. EELNORST. - 39. EENNTT. - 40. AAEINST.

## SOLUTION DU N° 663

1. ALPAGES. - 2. ABOCOT (CABOTAS). - 3. PIMBINA. - 4. L'obier (quab). - 5. RAYAUOAT. - 6. MARGAUDA. - 7. DOLOSIF. - 8. RANIMERA (AMARINER, MARINER, MARAINE, MARINER). - 9. NAZAREEN. - 10. DIESONS (JOISON). - 11. BOUVRIE. - 12. EUBURNE. - 13. EMBRAYA. - 14. UNISSANT (SUNNTES). - 15. ERECTE, rétracté (RECTITE). - 16. LONGERAI (REGIONAL). - 17. USURIER. - 18. ECOPERAI. - 19. ECTYPES, idée provenant de la représentation. - 20. GIRELLES, poissons (GRESILLE, GRILLER). - 21. ACREMENT (CAHERENT, ECREMANT, MACEMENT, MCREANT). - 22. PETUSE. - 23. AUDIMATS. - 24. PAVEUSE (REPAVEZ). - 25. AHEURTER. - 26. GOULAFRES, goinfres. - 27. EPONYMIE, magistrature (antiquité). - 28. EPANORE (PENARDE, REPANDE). - 29. ATTRES, disposition d'une habitation (ITERAS). - 30. BULLDOG. - 31. ABOCOA. - 32. BINIONS. - 33. ORIENTER. - 34. ANCOULE (ONCALE). - 35. VESPERAL (PRELEVAS, PREVALES). - 36. OSSASES. - 37. IRANIEN. - 38. TARIFA (RATIFIA, TARIFA). - 39. LUTINES (LUTINEES, LUTINES, INSULTES).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

## Echecs

n° 1435

## Match Francfort-Sindelfingen, mars 1991.

Blancs : A. Khalifman. Noirs : Fahnenschmidt. Défense sicilienne.

Variante de Scheveningue.

1. e4	c5	14. Fb7	Dd7
2. d4	d5	15. Fd3	Cd6
3. d4	c4	16. Dg3	Td8
4. Cxd4	Cd7	17. Ta4	Ce5
5. Cc3	a6	18. Cxd4	Txd4
6. Fd2	b6	19. b4	Cd7
7. e4	e5	20. Cxd4	Rd8
8. e4	d4	21. Dd3	Cd7
9. e4	d4	22. Dd3	Cd7
10. e4	d4	23. Fd3	Dd7
11. e4	d4	24. Td3	Cd7
12. e4	d4	25. Td3	Cd7

## NOTES

a) Ou 9. Ff3 ou 9. Fd3. Le retrait de R, hors de la diagonale g1-a7, est une mesure prophylactique souvent nécessaire quand le F-D est en c1 et quand les Blancs menacent de percer par f4-f5 ou par e4-e5.

b) Si 9... Cc6 ; 10. Cxd6, bxc6 ; 11. e5 ; 10. Ff3, Ta7 ; 11. Dd1. Les Noirs envisagent, après 9... Dd7, de poursuivre par 10. Dd1 par 10... b5 ou par 10... Cc6.

c) Un blocage stratégique de Maroczy. Si 10. Ff3, e5 ; si 10. f5, e5 ; 11. Cb3, b5 ; 12. Ff3, Fb7.

d) Moins précis que la suite connue 10... Cc6 ; 11. Cb3, b6 ; 12. Ff3, Td8 ; 13. Dd1, Ta-b8 ; 14. Fd3, Ca5 ; 15. Td1, Cc4 ; 16. Ff1, b5.

e) Une réfutation énergique. 11. Ff3, Fb7 ; 12. g4, Cc6 ; 13. g5, Cxd4 ; 14. Dxd4, Cd7 ; 15. f5, Cx6 ; 16. f6, gxf6 ; 17. gxf6, Fxf6 ; 18. Fh6, Rh8 ; 19. Fxf6, Txf6 donne aux Noirs une bonne compensation pour la qualité (Smagajski, 1990) mais 11. Ff3, Fb7 ; 12. e5 comme dans notre partie est excellent. D'autres idées comme 11. Ff3, Fb7 ; 12. Fd3, Cc6 ; 13. Cxd6, Fxf6 ; 14. Dd2, Dd7 ; 15. Tg3, d5.

f) Si 11... Cc8 ; 12. e5, Fxd6 (ou 12... Cxd6 ; 13. f5) ; 13. f5, e5 ; 14. Cd5, Dd8 ; 15. f6, e5 ; 16. Dxd4 avec une forte attaque (Tal-Facnik, 1985).

g) Si 12... Dd5 ; 13. Ff4, Dc5 ; 14. Ff3, e5 ; 15. Fxf6, e4 ; 16. Cc4 avec avantage aux Blancs.

h) Quoique souvent joué, ce coup donne aux Noirs un jeu difficile. 15... Td8 est également dangereux. 16. Dh5, Cf8 ; 17. Cf3, h6 ; 18. Ta-d1, Cc6 ; 19. Fxb6 ! Peut-être

faut-il envisager la suite 15... Ff5 ; 16. Cf3, Cc6 ; 17. Cc4, Tf-d8 ?

i) En liaison avec la chasse b2-b4, cet échange est redoutable comme la pratique l'a montré.

j) L'échange des D améliore pas la position des Noirs ; 18... Dxc6 ; 19. Dxc6, Txc6 ; 20. b4, Cb7 ; 21. Td7, Txc3 (ou 21... Fxb4 ; 22. Cc2, Cc5 ; 23. Cxb4) ; 22. Txd7, Cb8 ; 23. b5 ; comme dans la partie Klován-Machulsky, 1981, ou 20... Cb3 ; 21. Tf3, Tf8 ; 22. Cc4, Txd2 ; 23. Txb3, Tf8 ; 24. Fg5.

k) Les Blancs ont un net avantage ; si 20... Dd7 ; 21. Cc6 ; si 20... Fxb4 ; 21. Fb6 ; Cx6 ; 22. Cf6+ ; Rb8 ; 23. Fg7+ ; Rg7 ; 24. Dh5.

l) Sentie défense ; si 21... f5 ; 22. e5, Cx6 ; 23. Ff5 et les Blancs dominent positionnellement l'échiquier.

m) Avec plusieurs menaces sur le R noir ; si 22... Td8 ; 23. Cc5 ; si 22... Tc7 ; 23. Tf3 et Tf3.

n) Si 23... Fxb4 ; 24. Cf6 !

o) On sent bien le désarroi des Noirs qui, après Txc6-Dc8-Rh8-Cb8-Dd7, ne savent plus comment égaliser.

p) Entrée en jeu d'une pièce lourde dont le tir via b5 est impensable.

q) Si 25... Tc-d8 ; 26. Cd6 (et non 26. Txf7+ ; Rg8) avec gain et si 25... g6 ; 26. Txf7+ ; Rg7 ; 27. Dd3+ ; Rg8 ; 28. Ff6 avec gain.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1434

S. RADCHENKO (1991)

(Blancs : Rg8, Tf1, Fg7, Pg7. Noirs : Rh4, Ta7, Fg6, Ph5.)

1. Th1+, Rf2 (et non 1... Rg3 ; 2. Tg1+ ; Rf2 ; 3. Tg6, Txd7 ; 4. Th6) ; 2. Tg1+ ; Rh6 ; 3. Rh8, Ff7 ; 4. Ff8 ; 5. g8-c4 ; Fxg8 ; 6. Tg6 mat.

Claude Lemoine

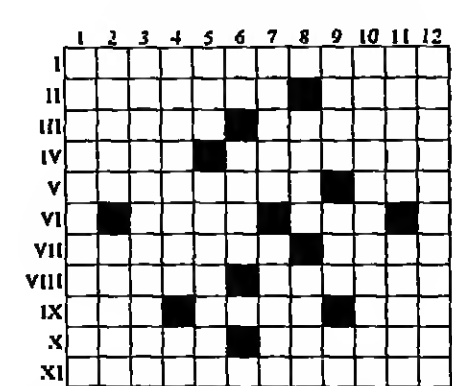
ÉTUDE N° 1435

A. CONSTANTINOV (1989)

(Blancs : Rb4, Fb2, P7, g6, g3. Noirs : Rh6, Fh7, Cf8, Fc2. Les Blancs jouent et gagnent.)

## Mots croisés

n° 662



## HORIZONTALEMENT

1. Quand Panurge le consulta, ce n'était pas un hypocrite comme au dix-septième siècle. - II. Va se dégaucher. Transmis ou fu obligé de capituler. - III. Ordre pour un bûcheron. Ils l'étaient tous les deux. - IV. Sont de calcul. Enlèvent de l'apaisement. - V. Cra. Toujours à part. - VI. Se montrent nuancés. Sont à quarante, comme les voleurs. - VII. Mêmes basses ? Est des jumeaux. - VIII. Remise en ordre. C'est la grande ville l'has. - IX. Aspire aux armes. Vers la gauche, on peut y tremper. Il lui manque au moins ses ailes. - X. En bout de course. Si ce partage est ainsi, c'est de l'abus. - XI. Plus il est fort, plus il laisse un goût amer.

## VERTICALEMENT

1. Il a fort à faire à l'extrême gauche. - 2. C'est que la déception aura été grande. Forme de poèmes baudelairiens. - 3. Délégués. - 4. Ne fait pas souffrir. Préposition. - 5. Il leur reste à croire et à embellir. Très

fort. - 6. En partie. Torrent. - 7. Il est toujours poli. Colorant. - 8. Bon pour le cachou. Suivi. - 9. Ils sont développés, dans ce groupe. Commence à s'arrêter. Gagners-l-4 ? - 10. N'est pas forcément une fan de Vercingétorix. - 11. Perspective à long terme. Outil. - 12. Passeront au crible.

## SOLUTION DU N° 661

Horizontalement  
I. Thunifère. - II. Récit. Index. - III. Océan. - IV. Ube. Egrat. - V. Bélique. Nord. - VI. Lu. Tarte. No. - VII. Exhalaison. - VIII. Alène. Demi. - IX. Elli. Tria. Ao. - X. Toléré. Lupin. - XI. Ehemisteres.

Verticalement  
1. Trouble-fête. - 2. Herbeux. Lob. - 3. Usée. Hille. - 4. Roi. Italien. - 5. Illéale. Ri. - 6. Fulgurantes. - 7. Arrière. - 8. Rira. Es. Ilc. - 9. Andin. Odeur. - 10. Id. Nnnne. Pi. - 11. Référé. Maie. - 12. Expéditions.

François Dorlet

## Dames

n° 405

## LE DIPTYQUE DE CLERC

Match Moscou-Huissen, 1989. Blancs : Kandanow (Moscou). Noirs : Clerc (Huissen).

Ouverture : Raphaël.

1. 32-28	16-21	19. 37-31	14-18 (g)
2. 23-29 (g)	28-23	20-26	19-30
3. 39-33 (h)	21-26	21. 35-24	9-14
4. 44-39	17-22 (c)	22. 44-40	4-9
5. 58-44	12-17	23. 40-35	14-19 (h)
6. 37-32 (d)	26-37	24. 49-44	19-30
7. 42-31	21-26	25. 35-24	18-14
8. 47-42	26-37	26. 44-40	14-19
9. 42-31 (c)	8-17	27. 40-35 (f)	19-30
10. 29-24 (f)	19-30	28. 35-24	12-18
11. 35-24	3-8	29. 32-27 (m)	7-12
12. 48-42	14-19	30. 38-32	17-22 (n)
13. 34-29 (g)	18-14	31. 32-27 (o)	11-22
14. 41-37	18-22	32. 26-21	18-23
15. 31-26 (h)	11-16	33. 29-27	20-24 (p)
16. 46-41	7-11	34. 7-1	47-29 (q)
17. 40-34 (i)	1-7	35. 34-23	8-12
18. 45-40	5-10	36. 18-18	13-44 (r)

## NOTES

a) Face au dixième mondial dans la hiérarchie des grands maîtres internationaux, le maître soviétique manifeste, dès ce deuxième temps, son orientation vers un jeu défensif.

Après 1... (16-21), les tendances modernes préconisent plutôt 2. 31-26 ouvrant sur d'innombrables débuts, dont 2... (20-24), à avec de multiples suites explosives comme dans un tenté de faute réussi par Perot, face à Pontet, au championnat de

Paris, 1955 : 3. 37-32 (11-16) ; 4. 36-31 (7-11) ; 5. 41-36 (14-20) ; 6. 31-26 (18-23) ; 7. 46-41 (12-18) ; 8. 41-37 (18-23) ; 9. 32-27 (21-27) (la faute) ; 9. 32-27 (23-41) ; 10. 12-18 (41-46) ; 11. 30-19 (46-41) (le meilleur). A partir de là, tous les coups joués de part et d'autre sont les plus forts : 12. 40-34 (13-19) ; 13. 34-30 (19-24) ; 14. 30-19 (14-46) (la dame noire évitera toute une série d'écueils avant de sombrer) ; 15. 39-34 (46-14) ; 16. 42-37 (14-46) ; 17. 33-28 (46-40) (la dame noire disparaît dans un crochet) ; 18. 45-34 (11-16) ; 19. 32-27 (18-23) ; 20. 38-32 (18-22) ; 4. 37-31 (21-27) ; 5. 32-21 (16-27) ; 6. 42-38 (7-11) ; 7. 41-37 (1-7) (Auer-N'Diaye, championnat du monde, 1986, Groningen).

a) Dans le jeu actuel, on poursuit plus généralement par 2... (11-16) ; 3. 38-32 (18-22) ; 4. 37-31 (21-27) ; 5. 32-21 (16-27) ; 6. 42-38 (7-11) ; 7. 41-37 (1-7) (Auer-N'Diaye, championnat du monde, 1986, Groningen).

c) Anodin pour les non-initiés, 4... (17-21) crée une sensation d'inhibition, ou tout au moins de gêne, pour l'adversaire.

d) Un « oui » franc et presque unanime pour ce coup de patte d'instinct destiné à préserver le développement du flanc gauche.

e) Mais les Noirs possèdent une structure d'un équilibre parfait comparativement à la petite

faiblesse de l'aile gauche adverse. f) Autre exemple de l'aspect évolutif du jeu après cet échange et la présence d'un bon pion taquin à 24.

g) Acceptation de l'enchevêtrement et brusque montée de la tension. A noter, exemple élémentaire, que 13. 31-26 perd en quatre temps : 13... (20-29) ; 14. 34-23 (18-29) ; 15. 33-24 (17-21) ; 16. 26-17 (11-35), rade quatre pions, +.

h) Si 15. 31-27 ne serait pas satisfaisant car 15... (17-22) et, selon la prise retenue, les Blancs peinent avec, soit un pion faible à 26, soit exposés qu'ils seraient à la perte de leur pion à 24.

i) Sans craindre 17... (14-19) ; 18. 28-23 et si 18... (19-30) ; 19. 23-18 (12-23) ; 20. 29-27, égalité.

j) L'opportunité sans faille : à l'instant où les Blancs n'ont plus la ressource de 28-23.

k) Harcèlements incessants du pion taquin à 24.

l) Réduits constamment à la défensive.

m) 29. 28-23 n'était pas jouable puisque 29... (22-28) ; 30. 23-14 (28-48) (dame) ; 31. 31-27 (20-9) ; 32. 27-21 (16-27) ; 33. 41-37 (48-31) ; 34. 26-37 mais N+1.

n) Le G.M.I. Clerc apporte avec éclat la dimension supérieure pour une lumineuse combinaison de gain en sept temps et à variantes.

o) Si 31. 26-17 (12-21) ; 32. 28-26 (18-23) ; 33. 29-18 20-47, dame, +.

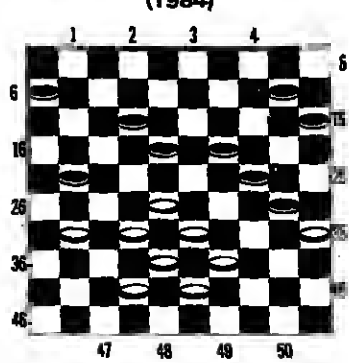
p) Dame.

q) L'originalité de la combinaison

son : les Noirs sacrifient leur dame noire pour constituer un butoir sur lequel s'écroulera la dame blanche, réduite alors à l'état de mailfon pour la rafle finale.

s) C'était le diptyque de Clerc.

PROBLÈME M. SABATER (Bourg-la-Vallée) (1984)



Les Blancs jouent et forcent le gain.

SOLUTION : 31-26 ! (12-17)\* (forcé) 32-27 (21-23) 33-29 (24-44) 35-11 (6-17) 26-21 (et non 43-39 car (44-33) 38-18 (17-22) 18-27 puis (15-20), etc.) (17-26) 43-39 (44-33) 38-18 (10-14) (le plus fort) suit un fin très instructif 18-12 (et non 18-13) (14-19) (le plus fort) 12-7 (19-23)







# La Thélème

Marseille, cité la plus virile de France, aime bien culturellement se laisser mener par des femmes. Il y a eu la reine-comtesse Jeanne, la comtesse Pastré, la « reine » Edmonde (Charles-Roux). Maintenant, c'est au tour des sœurs Laffitte d'imposer leur marque sur la doyenne des villes françaises.

ET à Marseille, tout pouvoir est romain, absolu. Celui qui règne peut et doit prendre des risques. Simone et Jeanne Laffitte sont allées jusqu'à créer de nouvelles traditions. « Il faut bien que quelque chose commence un jour ! » Le peuple d'abord, le temps ensuite, apportent le sceau de la légitimité.

Le 21 juin prochain, donc, le maire de Marseille, serré de près par son adjointe au tourisme, l'éditrice Jeanne Laffitte, sortira du Vieux-Port, suivi de toute une flottille, pour célébrer au large, en vue du château d'If, « les noces de Marseille et de la mer ». Veiois le fait depuis belle lurette, mais les Marseillais, qui doivent eux aussi presque tout à la Méditerranée, et un millénaire avant les Vénitiens, s'il vous plaît, n'y avaient jamais songé. Ils se contentaient, en famille, pour Pentecôte, de manger le colombier, gâteau contenant un oiseau en céramique (« Qui la colombe aura, dans l'année se mariera ! »), rappelant le mariage, en 594 av. J.-C., de la proto-Marseillaise ligurienne Gypsis avec le futur Massaliote grec Protis. Union du terroir et du large.

Le même 21 juin, cours d'Estienne-d'Orves, en plein centre, les Marseillais, masqués ou non, danseront, participeront à une « fête d'artifice », libre adaptation de la Flûte enchantée de Mozart, année oblige, puis regarderont en musique s'embraser une pyramide de feu, *pyroclastic buffa*.

C'est sur cette arène vouée au héros à l'antique que fut Honoré d'Estienne d'Orves (1901-1941), officier de marine gaulliste et essayiste, fusillé par la Gestapo, c'est là que les sœurs Laffitte ont livré leur premier grand combat public : l'hydrie - la Tarasque, en parler marseillais - c'était un parc-auto, vaste comme un paquebot et sinistre comme une prison, construit là en 1965, à la place d'un marché aux légumes en plein air, lui-même successeur d'un canal relié au Vieux-Port, comblé en 1925.

Il s'agissait ni de rouvrir la voie d'eau ni de rappeler les *partisanes* - appellation locale des dames de la Halle - mais de donner aux Marseillais, en sus évidemment d'un garage souterrain, une promenade sans nuisances à cinq minutes de la Canebière, abandonnée, elle, au charroi et aux *néfastes foods*. En même temps, les façades riveraines retrouveraient air et lumière, révéleraient leur superbe rigueur Louis XIV, Louis XV ou Louis XVI.

Alors que l'ombre hideuse du parc-auto assombrissait encore tout alentour, Jeanne puis Simone par défi, apportèrent en 1980 leurs pénates professionnelles dans d'anciens arsenaux (arsenaux dans l'orthographe du quinzième siècle, restée longtemps en vigueur dans la province) tous aux héritiers Proust et Mauriac. On rigola de ces deux pauvres femmes qui voulaient « démolir le parking ». Une gâlerie !

Je vous épargnerai le calvaire administratif-politico-financier que durent affronter nos deux futures éditrices et leur Association culturelle des Arceneaux. Edmonde, étant alors cosouverain de Marseille avec Gaston (Deflerre), apporta heureusement son soutien de choc, et les murailles de Jéricho s'effondrèrent en 1988 au bruit d'un concours international d'idées suscitant quatre-vingt-trois projets. Cinq furent retenus et ont inspiré le nouvel aménagement, dû à Charles Rové, architecte du cru.

Pendant les travaux, prenons le temps de remonter la filière Laffitte, au cas où vous auriez cru que les sœurs démolisseuses sont des *homo novus* nouvellement débarqués dans la métropole du Midi, d'un leur ardeur digne de néophytes... Sans rapport avec le corsaire Jean Laffitte, le banquier louis-philippard de Maisons-Laffitte où le cépage bordelais (Château Lafite n'a d'ailleurs droit à aucun doublement de ses consonnes), les deux Marseillaises peuvent exciper néanmoins d'un jali pedigree, entièrement culturel qui plus est, c'est-à-dire en France le fin du fin.

Sans doute est-ce un ex-colporteur d'almanachs d'origine basque, fixé à Marseille au début du dix-neuvième siècle, où il fut à la fois imprimeur, éditeur et libraire, qui est l'ancêtre éponyme. La monarchie de Juillet ne parvint pas à implanter les Bourbons-Orléans, mais elle laissa derrière elle une solide dynastie éditoriale, qui allait trôner durant des générations dans le quartier de la Canebière.

Elle y diffusa aussi bien les *Chansons provençales* de Victor Gelu (1806-1885), bnlanger, acteur et enfin, dès 1840, poète

populaire adulé, éternel Mistral du *populo*, que la première *Grammaire française à l'usage des immigrants italiens*, outil décisif pour l'intégration de ces étrangers, dont les descendants forment aujourd'hui la moitié de la population marseillaise.

Durant la Grande Guerre, le chef de la lignée Laffitte, Paul, envoyé au Maroc sous les ordres de Lyauté, y introduit non point l'édition française, mais... le lys, et s'y taille un nom comme... biofacteur de l'apiculture chérifienne. Pendant ce temps, à Marseille, l'épouse de Paul, pour pallier les pertes dues à la pénurie de papier, ouvre une brochette à côté de la librairie. (Ses enseignements gourmands ne seront pas perdus, et la tradition culinaire des Laffitte réapparaîtra au grand jour lorsque Simone prolongera sa librairie par un restaurant méditerranéen.)

Sous la IV<sup>e</sup> République, Laffitte continue à être le principal libraire de cette ville de tout temps réputée « anticulturelle », et même « scélérate », à en croire M<sup>me</sup> de Sévigné, mais où ceux qui font ou vendent les livres n'ont jamais vraiment manqué de chaland (aujourd'hui même, en dépit de la FNAC et du

Virgin Megastore, cinq ou six librairies importantes continuent d'avoir pignon sur rue à Marseille).

La V<sup>e</sup> République vit, pour la première fois, vaciller un peu la dynastie éditrice-librairie : le seul héritier mâle, Louis, se désintéressait peu à peu de l'activité familiale. Pouvait-on s'en remettre à deux fillettes, Jeanne et Simone ? Devait-on sauter le pas et abolir la loi salique interne ? Si Simone se livrait à des études littéraires à Aix-en-Provence, Jeanne, dès quinze ans, était « mise aux bouquins ».

En 1968, déjà rodée au métier, elle se lançait dans le livre ancien avec une petite aide en liquide de son père : puis ce fut, dès 1972, Jeanne Laffitte Reprints, qui affiche maintenant deux mille titres sur toutes les régions de l'Hexagone ; enfin les Editions du Quai, pour les titres nouveaux, littéraires et autres. La vieille maison prenait, au féminin, un rude coup de jeune.

« Depuis lors, nous n'avons jamais été à l'aise financièrement, toujours fonglant, toujours calculant, mais jusqu'à présent toujours là », confesse Jeanne, tête financière du duo, et qui sait également

quels sont les problèmes de toute la profession depuis son *Rapport sur la diffusion du livre en Provence-Alpes-Côte d'Azur* (1983). Le dernier chiffre d'affaires annuel consolidé du groupe Laffitte a été de 18 millions de francs, soit 9 millions de francs pour le restaurant, 6 millions de francs pour les éditions et 3 millions de francs pour la librairie.

Elle est là, Jeanne, dans son strict bureau d'adjointe au maire, sur la Canebière, visage net, robe moutarde et noir, parlant de la violence et du verbe et du vent dans sa ville, de ses gros clients des universités nord-américaines, du poème de Mistral, *Mireille*, traduit en japonais. On l'appelle du bout du monde afin d'obtenir des places pour le prochain « spectacle » de l'Olympique de Marseille. Elle aiguille vite là où il faut avant de déployer devant vous les nouveaux projets municipaux pour le cours d'Estienne-d'Orves : des statues, mais surtout des minimarchés spécialisés sous parasols blancs - brocante, timbres, *taralletes* (les fameuses poteries provençales pour enfants).

Près de l'ancienne capitainerie des galères, aménagée en hôtel, au

milieu de cet espace redevenu partie intégrante du visage urbain, le « petit empire » des sœurs Laffitte dévide discrètement, sur mille mètres carrés en retrait du cours, sa librairie - qui n'est plus cependant la première de Marseille par le revenu -, ses éditions, ses salles d'expositions et de conférences, sa boutique d'antiquaire (affermée), son rayon traiteur et vins, son restaurant enfin, où les artichauts en soupe de favonilles (60 F) (1) ou la baudroie (2) à la Raimu (100 F). En regard de ces débauches pour le palais, un « menu littéraire », renouvelé chaque mois, est également proposé (3). Ces temps-ci, on y trouvait aussi bien *Monsieur Jean ou l'amour absolu*, par Georges Ribemont-Dessaignes, curieux texte dadaïste de 1934 repris récemment par les éditions Alia (159 F), que la dernière incursion éditoriale de Jeanne Laffitte vers le septentrion : *les Ponts de Paris*, par Jean Patrou et Michel Canal-Dupart (450 F), (*le Monde* du 28 mars).

Différente de Jeanne, Simone montre néanmoins la même haute taille, les mêmes visages et vêtements nets (tenue rouge et noir aujourd'hui). Elle présente les productions maison, très diversifiées : *Jason le Phénicien* (bande dessinée), *Un hiver berliozien* (ethnologie), *Marseille et les peintres*, de Marielle Latour et Jean Boissieu, le *Dictionnaire taurinomachique*, l'*Histoire de La Chaise-Dieu*, etc. (4). Sur nos têtes les énormes poutres d'origine ont été seulement découpées et sous nos pieds le sol des anciens magasins des galères est resté doucement inégal. Partout des tableaux modernes, des gravures anciennes, des livres d'hier ou d'aujourd'hui, même dans le restaurant.

Les clients vont et viennent, choisissent des cartes postales d'art ou font dédicacer son dernier titre à Jules Roy ou à Jean Boissieu, notre ancien confrère du *Provençal*, devenu historiographe officieux de la ville, achètent ou feuilletent des « poches » ou des « Pléiades ». La lumière n'est pas agressive (sauf dans le restaurant même, où des projecteurs mal orientés vous éblouissent). Echappée des cuisines, une odeur de thym annonce le dîner. « On a le temps, les sœurs ferment tard. » Sous leurs ordres, une cinquantaine de personnes, du chef cuisinier au garçon libraire spécialisé, ont inventé une autre vie pour ces arsenaux qui, au dix-huitième siècle, employaient vingt mille personnes.

Les dames Laffitte ont encore créé une tradition dans ce port conche-tôt, moins anticulturel que discret dans ses loisirs (sauf bien sûr à l'Opéra et au stade) : elles ont marié en un seul lieu, sans complexe et sans ridicule, la tête et le ventre, implanté à Marseille la flânerie conjointement littéraire et gastronomique, ramené en visite vers le centre les bourgeois cultivés et orchestré la renaissance d'un quartier populaire sans en chasser les natifs.

Un nuage quand même sur ce beau travail : les enfants de la famille ne sont pas du tout intéressés pour le moment ni par la librairie, ni par l'édition, ni par la restauration...

De notre envoyé spécial  
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Non provençal des crabes.

(2) Non provençal de la lotte. A propos de la gastronomie méridionale, voir aussi le reportage sur le restaurant marseillais Brun, publié par « le Monde sans visa » du 13 janvier 1990.

(3) Jeanne Laffitte édite régulièrement un catalogue pour les livres anciens, un autre pour sa propre production, et également un *Répertoire des ouvrages disponibles sur Marseille*. Puisqu'on est dans le Midi, signalons également l'excellent petit catalogue de l'éditeur-libraire algérois Charif, installé maintenant dans la maison de Molière en Langue d'Oc (Bouquinerie du Haut Quartier, 44, rue Conti, 34120 Pézenas).

(4) La librairie de Simone Laffitte n'a plus de rayon maritime particulier, mais, à cent mètres de là, Les Chemins de la mer (9, rue Estienne-d'Orves, 13001 Marseille ; tél. : 91-54-44-49) offrent tout ce dont on peut avoir besoin pour aborder la Méditerranée avec le corps ou l'esprit, des cabas jusqu'aux livres.

» Librairie-restaurant des Arceneaux, 25, cours d'Estienne-d'Orves, 13001 Marseille. Tél. : 91-54-39-37. Ouvert tous les jours sauf dimanche, de 10 h 30 à 6 h 30.



YVES JEANBOURGAIS

Jeanne et Simone Laffitte.

## des sœurs Laffitte

صحن من الامم